

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La question Syrienne

pendant la Guerre de 1914

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue

le vendredi 29 Novembre 1940, à 13 h. 30

PAR

Nagib SADAKA

PRESIDENT : M. SCELLE, Professeur

Suffragants { *M. LE FUR, Professeur*
M. SIBERT, Professeur

PARIS, V^e

LAROSE, Editeur

11, rue Victor-Cousin, 11



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La question Syrienne

pendant la Guerre de 1914

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue

le vendredi 29 Novembre 1940, à 13 h. 30

PAR

Nagib S A D A K A

PRESIDENT : M. SCELLE, Professeur

Suffragants { M. LE FUR, Professeur
M. SIBERT, Professeur

PARIS, V°

LAROSE, Editeur

11, rue Victor-Cousin, 11

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

INTRODUCTION

L'ultime agonie de l'Empire Ottoman

A la veille de la guerre mondiale, l'empire ottoman, dépecé par une suite de guerres malheureuses qui s'étaient succédées à partir du dix-huitième siècle, ne s'étendait plus qu'à la Turquie proprement dite, la Syrie, la Mésopotamie et la presque île arabe. L'île de Chypre et le royaume d'Égypte restaient nominale-ment soumis au sultan, mais en fait, ils faisaient partie de l'empire britannique, depuis le congrès de Berlin de 1878 et la répression de la révolte d'Arabipacha, en 1882. Tous les autres pays de l'Europe centrale, orientale et balkanique, jadis gouvernés par les Turcs, s'étaient érigés en États indépendants. Seul, le patrimoine asiatique du sultan restait intact : les soulèvements qu'il avait formés avaient été impitoyablement matés, et les sympathies des grandes puissances à l'égard de sa cause nationale n'avaient jamais été suffisamment agissantes pour hâter son émancipation.

Cette situation ne pouvait plus se prolonger très longtemps. Rongé à l'intérieur par les manœuvres hostiles des populations opprimées autant que par les

erreurs d'une administration incompétente, indolente et corrompue, convoité ardemment par des Etats étrangers d'une supériorité militaire écrasante, l'empire semblait à la merci de la première alerte. Sa position géographique avantageuse devenait pour lui une source de faiblesse et un germe de désagrégation, après avoir été l'un des piliers de sa puissance. Gardien des Détroits, maître du Golfe persique et voisin du canal de Suez, il commandait des voies de communication d'un intérêt vital pour toutes les nations commerçantes du globe. Toutes ces nations, hautaines et chatouilleuses, ne cessaient de lui imposer des concessions qui le dépouillaient progressivement de sa souveraineté. Par le truchement des capitulations, elles s'immisçaient dans les affaires intérieures de l'Etat, et, par l'intermédiaire de leurs banquiers, de leurs entrepreneurs, de leurs commerçants et de leurs techniciens, exerçaient une mainmise absolue sur ses finances et son économie. A plusieurs reprises même, elles avaient ébauché des projets de démembrement de l'empire tout entier, et, si l'*homme malade* survécut à toutes ces tourmentes, ce ne fut point en vertu de ses forces propres, mais uniquement parce que ses héritiers présomptifs ne s'étaient jamais mis d'accord sur le partage de sa succession.

Pour le moment, l'Europe tout entière proclamait sa volonté de maintenir le *statu quo*. Les puissances avaient fini par tolérer la présence provisoire du Turc partout où leurs intérêts vitaux étaient en jeu, parce qu'elles ne voulaient pas que l'une quelconque des positions-clés dont il était détenteur, tombât entre les mains d'un rival redoutable. Le Turc avait l'avantage d'être faible et docile, s'empressant d'admettre toutes les exigences, et se prêtant à toutes les formes de « protection ». Ne valait-il pas mieux, dans ces condi-

tions, lui conserver ses territoires et se réserver le soin de les exploiter ? (1)

Ce fut ainsi que les Etats les plus directement intéressés à évincer les Turcs pour s'installer à leur place — ceux-là mêmes qui ne devaient pas tarder à le faire effectivement — érigèrent en dogme sacré l'intégrité de l'empire ottoman et devinrent ses défenseurs les plus résolus. En attendant le règlement définitif des comptes, chacun s'efforçait d'acquérir, en dépit de ses concurrents, un droit d'hypothèque privilégié sur les lots qui avaient à ses yeux le plus de prix. L'ambassadeur français à Constantinople écrivait, à ce propos, en mai 1913 : « Je crois, comme beaucoup, que l'empire turc est fini, aussi bien en Asie qu'en Europe ; mais n'avons-nous pas intérêt à prolonger son agonie, afin que sa succession ne se partage pas maintenant à notre détriment ?... L'important est de ménager des ressources à son gouvernement qui devra, en compensation de notre appui et de nos sacrifices, nous accorder des satisfactions légitimes. » (2) L'Angleterre (3), l'Allemagne (4), l'Italie (5) adoptèrent, pour les mêmes raisons, une attitude analogue.

Le procédé préconisé par l'ambassadeur de France, et qui consistait à aider financièrement le gouvernement turc pour obtenir de lui des garanties politiques, fut employé sur une large échelle. Simultanément, d'autres procédés non moins efficaces encore furent adoptés, qui resserrèrent l'étreinte autour de l'empire

(1) Voir, dans le même sens, l'opinion de Mark Sykes, *The future of the Near East*, p. 3. — (2) *Documents diplomatiques français*, 3^e série, t. VII, p. 11, document n° 6. — (3) *British documents*, t. IX, part. 2, p. 404, n° 503, et t. X, part. 2, pp. 160-161, 213, 396 et 661. — (4) *Doc. dipl. franç.*, 3^e série, t. III, pp. 315-319, n° 239, et *Brit. doc.*, t. X, part. 1, p. 424. — (5) *Brit. doc.*, t. IX, part. 2, pp. 323, 324, 382, 388, 444, 460 et 471.

ottoman et aboutirent finalement à son partage en zones d'influence économique, prélude de la dislocation territoriale prochaine.

Les procédés de pression

Après la révolution de 1908, la dette publique ottomane augmenta dans des proportions prodigieuses. Le gouvernement jeune-turc avait assis son autorité sur le fait — « nouveau en Turquie » (6) — que les officiers et les fonctionnaires toucheraient régulièrement leurs appointements. De plus, des guerres malheureuses, et une politique de relèvement militaire et de réarmement intensif, aggravaient le déficit du trésor et nécessitaient l'appel à l'emprunt. « Le cabinet turc, câblait le chargé d'affaires de France à Constantinople, le 8 juillet 1913, se trouve dans l'impossibilité de gouverner si la France ne lui vient pas en aide et ne lui obtient pas... le secours financier dont il a le plus pressant besoin » (7). Non seulement la France « venait en aide » à la Turquie dans des circonstances pareilles, mais aussi, avec elle, les deux autres grands Etats européens : l'Angleterre et l'Allemagne. L'argent afflua dans les caisses de l'Etat, si bien qu'en 1914, le trésor turc était débiteur de plus de quatre milliards de francs-or à l'étranger ! Sa dette envers la France se montait à 2.454.000.000, et, à l'égard de l'Angleterre et de l'Allemagne, à 577.000.000 et 867.000.000 respectivement. La part représentée par la dette française était de 60 % par rapport à l'ensemble, et celles des dettes anglaise et allemande, de 14 % et de 21 % (8).

(6) Remarque d'un diplomate français : dans les *Doc. diplom. fr.*, 3^e série, t. III, p. 131, n° 106. Voir aussi t. IV, p. 204, n° 197. —

(7) *Doc. dipl. fr.*, 3^e série, t. VII, p. 343, n° 312. — (8) Ces chiffres sont empruntés aux *Doc. dip. fr.*, 3^e série, t. VII, p. 343, n° 312, ainsi qu'aux statistiques publiées dans *l'Asie Française*, février-juillet 1919, p. 180 et suiv.

Les dirigeants turcs ne semblaient pourtant pas s'émouvoir de cet état de choses. A part certains hommes à l'esprit prévoyant, comme l'ambassadeur du sultan à Berlin, Mahmoud Moukhtar (9), les politiciens de Constantinople semblaient croire que les emprunts contractés à l'étranger suffiraient à garantir l'intégrité de l'empire : les créanciers ne manqueraient pas, pensait-on, d'intervenir, le cas échéant, auprès de leur gouvernement pour empêcher la ruine du débiteur. « Empruntons à l'Europe de l'argent, conseillait un ministre à Abdul Hamid... beaucoup d'argent, autant que peut se faire » (10).

Cette politique dangereuse — incompatible d'ailleurs avec la dignité de l'Etat — entraînait des conséquences immédiates particulièrement néfastes pour la Turquie. L'emprunt, loin de résoudre les difficultés budgétaires, ne faisait que les envenimer : pour payer les arrérages des dettes déjà existantes, il fallait emprunter de nouveau, aussi longtemps que les recettes normales ne suffiraient pas à équilibrer le budget — et elles ne suffisaient jamais (11). D'autre part, à chaque fois qu'on sollicitait de nouveaux crédits, des concessions nouvelles, de plus en plus onéreuses, étaient exigées. C'est ainsi que, par exemple, l'ambassadeur français remit au Grand-Vizir, en février 1913, un long mémoire énumérant les conditions auxquelles son gouvernement subordonnait l'émission d'un emprunt sur le marché français : construction de lignes de chemin de fer, aménagement de ports, etc. (12). La Porte était souvent dans l'obligation d'acquiescer (13). Quand elle jugeait

(9) Moukhtar, *Mémoires*, p. 248. — (10) Rapport de Fouad Pacha, cité par Nædra Moutran, *La Syrie de demain*, p. 5. — (11) *Doc. dipl. fr.*, 3 série, t. VII, p. 343. — (12) *Id.* pp. 124-130, n° 119. Voir aussi p. 171, n° 156. — (13) *Id.*, pp. 343-344, n° 312, et p. 359, n° 323, p. 364, n° 327, p. 580, n° 518.

certaines demandes excessives, elle sollicitait volontiers l'intercession d'une tierce puissance pour l'aider à les modérer (14). La pénétration économique de l'Occident prit ainsi le caractère d'une invasion. A la veille de la guerre, on pouvait évaluer les capitaux français, anglais et allemands engagés en Turquie à plus de 1.500 millions de francs-or se répartissant comme suit (15) :

	FRANCE	POURC.	ANGLETERRE	POURC.	ALLEMAGNE	POURC.
Banques.....	85.000.000	37.77 %	75.000.000	33.33 %	65.000.000	28.90 %
Chemins de fer....	512.784.000	46.90 %	414.693.675	10.49 %	466.078.000	42.61 %
Ports et quais.....	55.375.000	67.97 %	10.000.000	12.27 %	16.100.000	19.76 %
Eaux.....	33.000.000	88.65 %	—	—	4.225.000	11.35 %
Mines.....	42.297.000	100 %	—	—	—	—
Entreprises diverses	102.400.000	62.82 %	36.125.000	22.45 %	24.500.000	13.03 %

A ces avantages financiers et économiques, s'ajoutaient des privilèges politiques d'une efficacité extraordinaire : les capitulations et la protection des chrétiens d'Orient. Les droits accordés aux étrangers, et spécialement aux consuls des Etats européens, enlevaient à la Turquie une part considérable de sa souveraineté, et pouvaient, au besoin, servir à fomentier des intrigues et laisser leurs auteurs impunis. La protection des chrétiens était un moyen d'influence, un « motif permanent de s'immiscer dans les affaires orientales. Aussi, les traités n'oubliaient-ils jamais de stipuler en faveur des chrétiens sujets de la Porte... Articles élastiques, traités commodes, qu'il est aussi facile de passer sous silence, lorsqu'on n'a pas besoin de les appliquer que d'invoquer lorsqu'on cherche un prétexte d'intervention » (16).

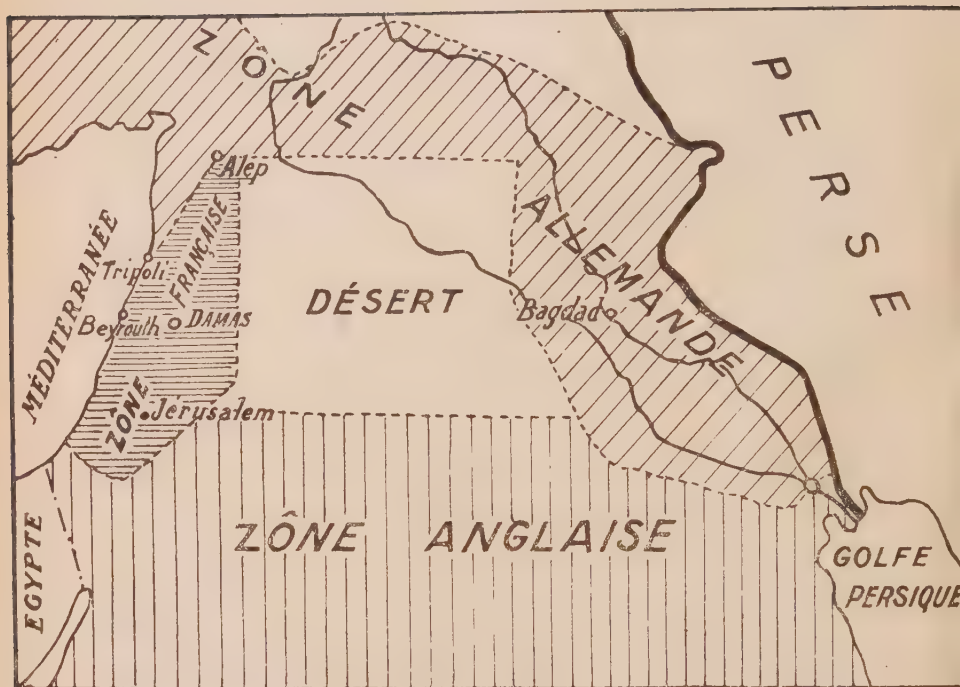
(14) *Brit. doc.*, t. X, part. 1, p. 411, n° 252. — (15) *Asie française*, février-juillet 1919, p. 181. — (16) René Pinon : *L'Europe et l'empire ottoman*, pp. 8-9.

Les institutions privées elles-mêmes n'échappèrent pas à la tutelle occidentale. Des centaines d'écoles s'ouvrirent partout grâce, notamment, à l'activité des missionnaires catholiques et protestants (17), des hôpitaux, des dispensaires, des sociétés philanthropiques de toute nature furent fondés ; l'influence européenne — souvent bienfaisante d'ailleurs, indispensable dans bien des domaines — se propagea dans toutes les branches de la vie. C'est en grande partie grâce à son action que, quelques années plus tard, la révolution kémaliste put atteindre les bases mêmes de la vie sociale et culturelle de la nouvelle Turquie.

Le partage en zones d'influence

La concurrence des puissances autour de la Turquie, avivée par l'attitude passive du gouvernement de Constantinople, entraîna le partage de l'empire ottoman en zones d'influence économique. Bien entendu, le mot « partage » ne fut jamais utilisé dans les actes officiels, « par égard aux droits du sultan », explique l'ambassadeur d'Allemagne à Londres (18), mais l'effet était le même. L'Allemagne, l'Angleterre et la France se taillèrent des parts considérables dans les provinces ottomanes de langue arabe, et les accords qu'elles signèrent à cette occasion ont été à l'origine de la répartition territoriale des mandats A par la Société des Nations au lendemain de la guerre.

(17) Sur les services rendus par les missionnaires, voir : Raoul Marsy, *l'œuvre des missionnaires français dans l'Asie française*, août-décembre 1915, pp. 101-108. — *Débats parlementaires de la Chambre des Députés*, séance du 10 mars 1914, pp. 1.460 et suiv.
— (18) Prince Liehnowsky : *Vers l'Abîme*, p. 93.



Depuis la fin du dix-neuvième siècle, l'Allemagne n'avait cessé de convoiter l'Asie antérieure. Certaines revues allemandes parlaient de la formation d'une sortes d'« Indes germaniques » dans le Proche-Orient (19). Le *Die Poste* écrivait, le 17 novembre 1912: « La Syrie et la Mésopotamie appartiennent à l'Allemagne » (20). En 1914, une puissante société se fonda à Berlin, et se donna pour tâche de répandre l'influence culturelle de l'Allemagne en Orient. Son manifeste disait: « Nous sommes de beaucoup dépassés par d'autres peuples dans nos efforts méthodiques pour ré-

(19) Extraits de presse dans Nadra Moutran: *La Syrie de demain*, pp. 6 à 8. — (20) *Id.*, p. 50.

pandre parmi les populations indigènes de la Turquie la civilisation, la langue, la science et les mœurs allemandes, et pour leur gagner des amis... Tout Ottoman qui parle notre langue, qui lit des livres allemands, qui a été soigné et guéri dans un hôpital allemand, devient un ami de la civilisation allemande et un *consommateur des marchandises allemandes* » (21). Les « efforts méthodiques » de Berlin aboutirent avec une rapidité étonnante. Par l'accord germano-russe du 19 août 1911, la Russie s'engagea à ne pas s'opposer à la construction du chemin de fer de Bagdad et promit de le relier au réseau russo-persan, en échange de la reconnaissance de sa sphère d'influence en Perse et de l'engagement de l'Allemagne à ne construire aucune voie ferrée en Arménie (pour ne pas faciliter le déplacement des troupes turques dans le cas de conflit avec le Tsar) (22).

Déjà, le 21 mars de la même année, la Porte avait octroyé aux Allemands le droit de construire la fameuse ligne de chemin de fer de Bagdad, ainsi que la concession du port d'Alexandrette et d'un embranchement de ligne devant relier cette ville à Osmanlié (23).

Moins de deux mois avant la guerre, le gouvernement du Kaiser obtint de l'Angleterre la délimitation définitive de sa zone d'influence. Par la convention du 15 juin

(21) Traduct. de l'*Asie française*, mai 1914, p. 178. — (22) Texte de cet accord dans l'*Asie française*, août 1911, pp. 341-353. — (23) Le texte complet de cet accord n'existe qu'en anglais : *Brit. doc.*, t. X, part. II, pp. 34-47; M. Robert de Caix a analysé cet accord dans l'*Asie française*, mars 1911, pp. 95-104 : « Aspect présent de la question de Bagdad ». — Sur le « Bagdad » : *Brit. doc.*, t. X, part. 1, sous « *Postdam meeting* », et part. 2, pp. 1-421, ainsi que les *Doc. dipl. fr.*, 3^e série, t. VII.

1914 (24) négociée à Londres par sir Edward Grey et le prince Lichnowsky, il fut reconnu à l'Allemagne le droit de prolonger le chemin de fer de Bagdad jusqu'à Bassorah, de participer à la construction de ce port, et surtout de contrôler, concurremment avec l'Angleterre, la navigation dans le Chatt-el-Arab et sur le Tigre. Toute la Mésopotamie, et tout le territoire des chemins de fer de Bagdad et de l'Anatolie devenaient une sphère d'influence allemande exclusive. L'ambassadeur Lichnowsky a écrit à propos de ces arrangements germano-anglais : « C'était réaliser l'accord avec l'Angleterre qui mettait fin pour toujours aux doutes sur la possibilité d'une coopération anglo-allemande » (25).

« Cette action économique de l'Allemagne, remarque Jules Cambon, ambassadeur français à Berlin, constituait en fait un mode dissimulé d'action politique » créant d'« incontestables droits quand l'heure sonnera de la dislocation de l'empire ottoman » (26).

Les succès de la diplomatie allemande, rehaussés encore par l'envoi à Constantinople de la mission militaire Liman von Sanders, inquiétèrent vivement toutes les autres puissances : la Russie, l'Angleterre, la France et l'Italie essayèrent à plusieurs reprises de dévier ce danger, sans jamais y réussir (27). Certains auteurs ont

(24) Texte dans : *Brit. doc.*, t. X, part. 2, pp. 397-409.
— (25) Lichnowsky : *Vers l'abîme*, p. 93. — (26) Rapport du 4 juin 1913 : *Doc. dipl. fr.*, 3^e série, t. VII, n° 31, pp. 34-35; opinion contraire du chargé d'affaires à Berlin : *id.*, t. III, pp. 315-317, n° 239. Comparer avec Lichnowsky : *ouv. cit.*, pp. 81-82. — (27) *Brit. Doc.*, t. X, part. 1, pp. 340, 341, 371, 342, 411, et part. 2, p. 40 ; pour l'étude d'ensemble de la mission Liman von Sanders, consulter ses Mémoires : *Cinq ans de Turquie*, ainsi que *Brit. doc.*, t. X, part. 1, pp. 338-424.

vu dans cet établissement de l'hégémonie allemande en Orient une des origines profondes de la guerre (28).

A en croire l'inspecteur général des Finances de l'Empire Ottoman (29), la puissance la plus influente après l'Allemagne était l'Angleterre. Aux yeux de l'Angleterre, la Turquie servait d'Etat-tampon vis-à-vis de la Russie, qu'elle tenait au-delà des Détroits et du Caucase. Pour cette raison, les Anglais ont toujours été les défenseurs les plus résolus du sultan (30) ; ils n'ont même jamais désiré la division des provinces turques en sphères d'influence, parce qu'ils y voyaient un commencement de rupture de l'équilibre méditerranéen et une menace virtuelle contre leur situation en Egypte et dans le Golfe persique — sans parler de l'Inde (31). Les diplomates anglais savaient faire respecter les intérêts essentiels de leur pays sans trop froisser l'amour-propre des Turcs (32). Ils obtinrent des avantages presque exclusifs dans le Golfe persique (33), construisirent une ligne ferrée de grand intérêt commercial (34), et conclurent des accords très favorables sur les

(28) Pichon : *Origines orientales de la guerre mondiale*, Charles-Lavauzelle, Paris, 1937. — (29) Rapport du 25 juin 1913, in *Doc. dipl. fr.*, 3^e série, t. VII, n° 212, pp. 230-231. — (30) Ils l'ont été aussi pour une raison religieuse : le Sultan était le Chef de la communauté musulmane, et l'Angleterre — comme la France — avait des millions de sujets mahométans (rapport Layard, ambassadeur à Constantinople, cité par Pinon : *L'Europe et l'Empire Ottoman*, p. 16, ainsi que les *Doc. dipl. fr.*, t. VII, p. 12). — (31) Rapport de Sir L. Mallet, ambassadeur à Constantinople, du 19 juin 1913 : *Brit. doc.*, t. X, part. 1, p. 901. — (32) Voir, sur ce point, un rapprochement entre les méthodes française, anglaise et allemande : *Doc. dipl. fr.*, t. VII, pp. 10 et 230. — (33) *Brit. doc.*, t. X, part. 2, pp. 160-161, 661, et 183-197, texte de la convention anglo-turque du 29 juillet 1913, sur le Golfe Persique. — (34) Ligne Smyrne-Aidin, *id.*, p. 213.

pétroles de Mésopotamie (35). A la veille de la guerre, ils finirent pas acquiescer à la politique de partage. La convention du 15 juin 1914, déjà citée, leur reconnaissait la primauté économique dans les régions du Golfe persique et du chemin de fer Smyrne-Aidin (36).

Ce qui restait de l'empire ottoman devait échoir à l'Italie, la Russie et principalement la France. Les deux premiers pays, malgré des efforts incessants, ne réussirent qu'à s'assurer une place secondaire. La Russie protégeait les Grecs et les Arméniens et, ne se souciant guère d'engager des capitaux, elle ne participa pas aux divisions en sphères d'influence économique. L'Italie, après avoir tenté — mais en vain — d'enlever à la France la protection des catholiques (37), décrocha quelques concessions de médiocre importance dans la région d'Adalia et de Smyrne (38).

La France, au contraire, joua un rôle de tout premier plan. On a déjà vu à quels chiffres imposants s'élevait sa créance sur le trésor et dans quelle mesure prodigieuse elle avait contribué à la création de vastes entreprises commerciales et industrielles. De plus, ses établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur groupaient plus de 100.000 élèves (39), qui se pénétraient de sa culture et propageaient son influence. Ses efforts se concentraient spécialement en Syrie, à laquelle elle n'avait cessé de s'intéresser depuis des siècles et où son empereur, Napoléon III, envoya en 1860 une expédition militaire qui rehaussa

(35) Convention anglo-turque du 10 juin 1914 : *id.*, p. 396. Voir Tardieu, André : « Mossoul et les pétroles », dans *l'Illustration*, 19 juin 1920. — (36) *Brit. doc.*, *id.*, pp. 397-409. — (37) *Débats parlementaires de la Chambre* : 10 mars 1914, pp. 1.462 et suiv. — (38) Howard : *Partition of Turkey*, pp. 15 et suiv. — (39) On les évalua même à 150.000 (voir *Débats parlementaires*, *id.*).

son prestige dans tout l'Orient. Si donc le morcellement de l'empire ottoman devait être envisagé, la part qui lui reviendrait était d'avance indiquée. On connaît le mot fameux de Lamartine : « La Syrie est une admirable colonie française qui attend la France » (40). Colonie ? du temps de Lamartine, ce mot pouvait être prononcé, mais entre 1914 et 1918 — et surtout à la suite de l'intervention américaine — des conceptions juridiques nouvelles firent leur apparition et donnèrent naissance à un régime hybride et bâtard qu'on dénomma le « mandat ». A la veille de la guerre, le cabinet de Paris ne pensait ni à l'un ni à l'autre. Son souci immédiat était de protéger les intérêts de ses nationaux et de maintenir son prestige politique et culturel — ses « intérêts culturels », comme on disait alors en associant des termes quelque peu contradictoires. Sur le plan international, cette politique triompha en 1912. M. Poincaré, alors président du Conseil, et ministre des Affaires Etrangères, lut au Sénat, le 21 décembre de la même année, la déclaration suivante :

« Je n'ai pas besoin de dire au Sénat que, au Liban et en Syrie notamment, nous avons des intérêts traditionnels, et que nous entendons les faire respecter.

« ...Le gouvernement anglais nous a très amicalement déclaré qu'il n'avait dans ces régions ni intention d'agir, ni desseins, ni aspirations d'aucune sorte.

« Nous sommes nous-mêmes très résolus à maintenir, en Asie, l'intégrité de l'Empire ottoman, mais nous n'y abandonnerons aucune de nos traditions, nous n'y répudierons aucune des sympathies acquises, nous n'y laisserons en souffrance aucun de nos intérêts » (41).

(40) Flandin E., : *Force brutale et force morale*, p. 165. —

(41) *Débats parlementaires*, 1912 : Sénat, pp. 1.595-1.596.

Cette déclaration pouvait sous-entendre qu'un arrangement secret était intervenu entre la France et l'Angleterre, reconnaissant la prééminence française en Syrie. C'est de cette façon que tout le monde la comprit à l'époque. Mais la publication récente des documents anglais montre que l'origine de la déclaration Poincaré était plus modeste.

Dans le courant du mois précédent (novembre 1912), la presse française, suivant en cela l'exemple du *Temps*, dénonça avec véhémence les manœuvres de certains agents anglais en Syrie et en Palestine et les accusa de mener une propagande active en vue de l'établissement d'un protectorat britannique — peut-être même d'une annexion pure et simple. Sir Edward Grey trouva utile de mettre au clair cette situation. Le 5 décembre, il convoqua l'ambassadeur de France et lui dit simplement : « Nous n'avons à l'égard de la Syrie des visées d'aucune nature » (42). M. Cambon rapporta ces paroles à M. Poincaré, qui, fort satisfait, et flairant l'occasion de simuler un succès diplomatique, décida d'en faire l'objet d'une déclaration officielle. Le texte qu'il rédigea fut soumis au secrétaire d'Etat britannique, et dès qu'il fut approuvé par lui (43), il fut lu par le Président du Conseil à la tribune du Sénat le 21 décembre.

Interprété d'une façon restrictive, cet acte n'engageait pas le gouvernement britannique à reconnaître la Syrie et le Liban comme sphères d'influence française. Sa portée était purement négative : proclamation du désintéressement britannique, sans préjuger du sort positif que le Cabinet de Londres entendait réserver à ces régions. Pratiquement, l'interprétation large s'imposait cependant en faveur de la France, puisqu'en dehors de la Grande-Bretagne, elle ne comptait aucun concurrent résolu. C'est de cette façon que

(42) *Brit. doc.*, t. IX, pp. 250-251, et p. 444. — (43) Poincaré : *Les Balkans en feu*, p. 400.

l'opinion française comprit les déclarations du 21 décembre. Les capitales européennes s'en émurent et les ambassadeurs allemand et italien demandèrent au Foreign Office des précisions. Le Prince Lichnowsky fit comprendre à sir Grey que « si la France manœuvrait en Syrie, l'Allemagne ne resterait pas indifférente » (44). L'ambassadeur italien réclama une garantie solennelle de l'intégrité de la Turquie, et le secrétaire d'Etat britannique ne put lui faire abandonner cette idée qu'en affirmant que pareille garantie serait interprétée à Saint-Pétersbourg comme un geste inamical (45). Les deux diplomates ne furent relativement rassurés, après de multiples démarches au Foreign Office, que lorsque sir Grey leur déclara : « Je n'ai aucune raison de croire que la France médite quelque « coup ». Au demeurant, si la question syrienne est soulevée par elle, les autres puissances soulèveront à leur tour les questions qui les intéressent en Asie Mineure » (46).

Nous avons dit « relativement » rassurés, parce que l'Italie ne le fut pas tout à fait. Son inquiétude tenace ne disparut qu'après les explications fournies à Rome par l'ambassadeur français (47).

La réaction de certains milieux britanniques fut aussi vive, quoique plus tardive. Il n'a pas fallu moins de quinze mois pour que sir Mark Sykes s'aperçût du « danger » que portaient en germe les déclarations Poincaré de décembre 1912. Il le dit aux Communes, le 18 mars 1914, et sir Edward Grey, comme il fallait s'y attendre, répéta, en les commentant, les propos qu'il avait tenus, plus d'un an auparavant, aux représentants d'Allemagne et d'Italie (48).

(44) *Brit. doc.*, t. X, part. 1, p. 424. — (45) *Id.*, t. IX, part. 2, p. 382. — (46) *Brit. doc.*, t. IX, part. 2, pp. 323-324, et p. 444 ; voir aussi p. 382 (n° 480), p. 388 (n° 487), p. 435 (n° 542) et p. 460 (n° 574). — (47) *Id.*, p. 471, (n° 585). — (48) *Parliamentary Debates*, Commons, 18 mars 1914, pp. 2.170, 2.188.

En dépit de ces « mises au point » successives, l'engagement verbal de 1912 constitua un précédent. Le 15 juin 1914, il devait être confirmé, dans son interprétation large, par le traité germano-britannique analysé précédemment, et, plus tard, quand l'issue de la guerre se déclara favorable aux Alliés, la Conférence de la Paix le prit en considération pour déterminer la part française dans les régions détachées de la Turquie.

Les dernières chances de la Turquie

Et cependant, la Turquie aurait pu, en se rangeant du côté des Alliés en 1914, ou tout simplement en demeurant neutre, empêcher ces conventions économiques de se transformer en traités de partage territorial consacrant l'effondrement total de l'empire. D'autant plus que l'opinion dominante dans les pays alliés était, à ce moment-là, de sauver la Turquie à tout prix. La ruine de la Turquie aurait entraîné, en effet, pour tous les détenteurs de titres financiers et de créances sur le trésor turc, la disparition d'une source abondante de revenus fructueux, ou, du moins, la division de la dette entre des débiteurs d'une solvabilité douteuse. « Nous ne saurions consentir à la ruine de la Turquie, écrivit l'ambassadeur de France à Constantinople, et à la mise en péril de nos intérêts financiers si considérables » (49). En termes plus explicites, il confiait à M. Pichon, ministre des Affaires Etrangères, le 4 avril 1915 : « Il s'agit de savoir si la Turquie, qui est pour la France le plus vaste champ d'opérations s'ouvrant à son activité intellectuelle et industrielle au dehors, et dont, par suite, la prospérité économique et financière

(49) *Doc. dipl. fr.*, 3 série, t. VII, pp. 10-11, n° 6.

lui importe au plus haut point, va être irrémédiablement condamnée au dépérissement, et si le démembrement dont elle est menacée de toutes parts pourra se réaliser sans que ses héritiers aient à prendre la charge de son passif, de telle sorte qu'il ne resterait plus, en fin de compte, de l'empire ottoman, qu'une dette impayée entre les mains de porteurs français » (50).

Sans doute, on pourrait objecter à l'ambassadeur de France que son pays ferait certainement partie des héritiers de l'empire, mais on n'était pas sûr de lui attribuer la totalité du lot auquel elle croyait avoir droit. L'*Asie Française* prévoyait déjà cette hypothèse en mars 1914, et la déclarait défectueuse, parce que, dit-elle, en cas de partage, la France ne pourra prétendre qu'à une part très bornée qui ne saurait, en aucun cas, être considérée comme un pis-aller (51).

A ces motifs d'ordre financier, s'ajoutaient des considérations stratégiques relatives aux Détroits. Si la Turquie ne faisait pas la guerre aux Alliés, les communications entre la Russie et les puissances occidentales pourraient s'établir par la Mer Noire. Dans le cas contraire, et en l'absence de toute voie continentale, on serait réduit à emprunter la route de la Baltique et de l'Atlantique nord.

La Turquie préféra néanmoins s'allier avec les puissances centrales. Dès le premier jour de la guerre, elle signait un accord ultra-secret avec l'Allemagne, sur la base de non-agression. Le 11 août, le « Goeben » et le « Breslau », deux navires de guerre allemands, s'étant « égarés » dans la Méditerranée, se retrouvèrent comme par hasard dans les eaux turques et ancrèrent dans les Détroits. Les Alliés, se basant sur le statut internatio-

(50) *Id.*, t. VI, p. 242, n° 196. — (51) *Asie française*, mars 1914, pp. 102-103.

nal des Détroits, exigèrent leur internement, mais le gouvernement turc s'empessa de déclarer qu'il les avait achetés (52). Ce geste était significatif et montrait clairement de quel côté étaient les préférences de la Turquie. Malgré cela, les ambassadeurs alliés, sur l'ordre de leurs gouvernements, poursuivirent les pourparlers avec la Porte, dans l'espoir d'arriver à une entente. Le 16 août, la Russie, la France et la Grande-Bretagne offrirent à la Turquie de garantir son intégrité si elle voulait rester neutre (53). Les Turcs firent traîner les négociations, probablement pour observer le déroulement des hostilités en Europe et mesurer les chances respectives des adversaires à remporter le succès final. L'offensive allemande fit sur leur esprit beaucoup d'impression. Leur décision définitive n'intervint cependant que par étapes. Le 9 septembre, ils abolirent les Capitulations (54), le 7 octobre, le consul de Russie fut arrêté (procédé traditionnel de déclarer la guerre au Tzar) (55). Aux débuts de novembre, la guerre était déclarée, et cependant, près d'une semaine auparavant, le ministre de la marine turque avait donné l'assurance à l'ambassadeur de France que la Turquie n'entrerait pas en guerre contre les Alliés (56). Ces promesses de neutralité s'étaient répétées presque à chaque jour, depuis le déclenchement de la guerre en Europe (57).

Le sort en était jeté. Les puissances alliées, en cas de victoire, ne pourraient plus différer le partage des possessions turques. Le 10 novembre 1914, M. David Lloyd George ne s'était-il pas écrié dans un de ses discours les plus virulents :

(52) *Correspondence respecting events leading to the rupture of the relations with Turkey*, p. 3, n° 7 et suiv. — (53) *Id.*, p. 5, n° 17. — (54) *Id.*, p. 22, n° 70. — (55) *Id.*, p. 40, n° 114. — (56) *Id.*, p. 68, n° 164. — (57) Le 13 août (voir *id.*, p. 4, n° 14), le 16 août (p. 6, n° 18), le 18 août (p. 6, n° 20), le 1^{er} septembre (p. 16, n° 50), le 25 septembre (p. 31, n° 94), etc...

« A la grande horloge de la destinée a sonné l'heure de régler les comptes avec le Turc. Le Turc est un cancer humain, une plaie mortelle, » etc... « Les peuples soumis à la loi du Turc ont été, pendant des siècles, victimes de son indolence, de son incompétence et de sa luxure. Et maintenant, le grand jour du jugement se lève sur les Nations : j'en suis heureux. Je me réjouis de ce que le Turc soit appelé à rendre compte de son long passé de crimes infâmes contre l'humanité ! » (58).

Ce « règlement des comptes » annoncé par le futur premier ministre de Grande-Bretagne en ces termes si peu diplomatiques, ne pouvait signifier que le morcellement de l'empire turc. Ce morcellement devait s'inspirer, dans une large partie, des accords économiques et politiques d'avant-guerre relatifs aux zones d'influence, avec cette différence que l'Angleterre a su se faire attribuer, aux dépens de son allié français, la quasi-totalité du lot anciennement réservé à l'Allemagne, ainsi qu'une part copieuse de la zone française.

Ainsi naquirent l'Iraq, la Transjordanie, la Palestine, soumis au mandat britannique, et la « Syrie » (ce terme étant pris dans un sens nouveau) et le Liban attribués à la France. La presqu'île arabe fut exempte de la tutelle étrangère.

Ce qui advint à ces différents pays depuis l'entrée en guerre de la Turquie a été souvent relaté dans des études d'ensemble. Citons en particulier les travaux de M. Howard : *Partition of Turkey*, et de M. Antonius : *The Arab awakening*. Nous nous proposons, quant à nous, de suivre l'évolution de l'un d'eux — la Syrie — dans une série de travaux dont ce volume, relatif à la guerre mondiale, formera la première partie.

(58) Traduction de la « *Correspondance d'Orient* », 15 mars 1920, p. 230.

CHAPITRE PREMIER

LES DONNÉES DU PROBLÈME

La Syrie et les Syriens

On a dit de certains pays qu'il suffit de savoir où ils se trouvent pour connaître leur histoire. Le cas de la Syrie peut illustrer d'une manière frappante la vérité de cette formule. Carrefour de routes, « plaque tournante » entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique, elle intéresse les trois continents à la fois. L'Europe voit en elle une porte ouverte sur l'Asie, un centre de rayonnement à travers les régions avoisinantes, et une escale sur la route qui conduit à des pays plus lointains encore. Le conquérant asiatique, chaldéen, assyrien ou perse, enfoncé au centre du continent, trouve en elle un accès à la mer et un moyen commode de communiquer avec le monde extérieur. La Syrie est, pour les Bédouins du sud, une immense oasis où le désert déverse périodiquement le trop-plein de sa population, et, pour les voisins du nord, Byzantins ou Turcs, elle est un champ d'expansion et un pont jeté vers la Mer Rouge et le Golfe Persique. Il est peu de contrées au monde où, suivant l'expression de Curtius, « plus d'histoire se soit pressée dans un espace plus étroit ».

LE PAYS

Les géographes reconnaissent d'habitude que la Syrie forme une unité. M. Martone constate que, des abords du Sinaï jusqu'à la baie d'Alexandrette, le pays a la « même structure physique, les mêmes phénomènes climatiques », et que la « différenciation des végétations... et des cultures obéit aux mêmes lois » (1).

M. Raoul Blanchard insiste sur la structure de la Syrie pour montrer son unité : « A la hauteur du 28° parallèle, écrit-il, la fosse syrienne se détache de la zone d'effondrement de la Mer Rouge, et va se terminer, dix degrés plus au nord, le long de l'Anti-Taurus. De chaque côté, la table désertique se relève en gradins, parfois en montagnes, formant deux lignes de hautes terres flanquées de masses volcaniques, encadrant la dépression d'un bout à l'autre : l'un de ces compartiments relevés plonge sur la Méditerranée, l'autre s'incline vers le désert. Cette étroite bande où le régime désertique lutte contre les influences méditerranéennes, c'est la Syrie, façade d'une grande partie de l'Asie Occidentale vers l'Ouest, pont entre les empires du Nord et l'Égypte, par-dessus le désert » (2).

Elisée Reclus va jusqu'à définir les « frontières naturelles » de la Syrie : la mer à l'ouest, l'Anti-Taurus au nord, et, à l'est, « le cours de l'Euphrate, dans son grand méandre occidental, forme, à l'est du petit bassin d'Alep, une frontière précise, que prolongent, au sud, les pierres, les laves, les argiles et les sables du désert. A l'Orient de la mer Morte, des montagnes arides se lèvent en rempart, et la contrée presque entièrement déserte du midi se termine en un triangle régu-

(1) Martone : *L'unité géographique de la Syrie*, dans : *Congrès français de Syrie*, t. II, p. 226. — (2) Blanchard : *l'Asie Occidentale*, t. VIII, de la *Géographie Universelle*, de Vidal de La Blache et L. Gallois, p. 186.

lier entre les deux golfes allongés de la mer Rouge » (3).

D'autres, au contraire, négligeant la structure du terrain et les conditions climatiques, et s'attachant à la configuration générale du Proche-Orient, situent la Syrie dans un ensemble plus vaste qui serait, suivant les auteurs, l'Asie Mineure (en y comprenant la Turquie) ou la péninsule arabique. M. Henri de Jouvenel, ancien haut-commissaire de France à Beyrouth, a donné de l'Asie antérieure une image curieuse. Cette contrée, a-t-il dit, ressemble à une « énorme bête ramassée sur elle-même, dont le corps est constitué par l'Arabie, qui a les pattes de devant appuyées à l'Égypte et le muffle tourné vers l'Europe. Le muffle, c'est la Turquie actuelle ; le corps, c'est l'Arabie ; le cou, c'est la Syrie. » (4) Les « panarabistes » excluent la Turquie et ne s'attachent qu'aux pays de langue arabe, entre lesquels ils croient trouver une cohésion géographique parfaite. Autour d'un noyau immense constitué par le désert, s'étendent, en effet, des régions habitables et généralement montagneuses et côtières, communiquant directement entre elles. La chaîne côtière de Syrie se prolonge sur les bords de la mer Rouge, les côtes orientales de la mer d'Oman et du Golfe Persique remontent jusqu'à la Basse Mésopotamie.

Les anciens géographes arabes appelaient « croissant » l'ensemble formé par la Syrie et l'Iraq, parce que ces deux pays ressemblent en fait à un croissant dont les deux pointes s'appuieraient sur le Sinaï et le Golfe Persique, et qui, enjambant le désert au nord, retombe entre le Tigre et l'Euphrate.

(3) *Géographie Universelle*, t. IX, p. 461. Voir aussi : Huart : *Les frontières naturelles de la Syrie*, *Congrès fr. de Syrie*, t. II, p. 139. — (4) *Conferencia* du 5 décembre 1931, p. 597.

A ces trois tendances qui situent la Syrie dans un cadre plus étendu, s'opposent les auteurs qui mettent l'accent sur la division du territoire syrien en plusieurs compartiments. On distingue d'abord, disent-ils, la chaîne qui descend parallèlement à la côte, et qui crée, à l'est et à l'ouest, deux régions différentes. Il y a aussi les fleuves : l'Oronte surtout, le Jourdain, l'Euphrate. Il y a enfin les trouées à travers la chaîne côtière, les couloirs transversaux, comme celui d'Antioche, qui conduit à Alep, et celui de Homs, qui aboutit à Tripoli (5).

Ces divergences ont lieu parce que les notions géographiques d'« unité » et de « frontière » sont encore mal définies. A quel critérium faut-il s'attacher ? à la configuration générale, à la structure physique, au climat, à la végétation ? Aucune de ces conditions n'est suffisante à elle seule. La première, par exemple, est une question de perspective, qui conduit à des résultats opposés selon la distance à laquelle on se place. Selon qu'on considère l'Europe dans ses parties ou dans son ensemble, on voit en elle un agglomérat de petites unités géographiques, ou une seule masse constituant la poussée, en forme de presqu'île, du continent asiatique vers l'ouest. D'autre part, la totalité des conditions ne se réalisent jamais à la fois. La structure, le climat, la végétation varient d'une région à l'autre, à des distances de quelques dizaines de kilomètres seulement.

L'idée de « frontière » est plus imprécise encore. On peut même dire que, du point de vue géographique, les frontières proprement dites n'existent pas. Des nécessités politiques ont conduit à établir des barrières entre les Etats, et, si ces barrières ont parfois coïncidé avec

(5) Bernard A. : *La Syrie et les Syriens*, dans les *Annales de Géographie* du 15 janvier 1919, pp. 38 et suiv.

la présence de montagnes, de fleuves ou autres prétendus « obstacles naturels », ce ne fut point pour des raisons géographiques, mais pour des raisons stratégiques, économiques et sociales que la géographie ignore totalement.

L'unité syrienne est néanmoins admise par la majorité des spécialistes, pour deux ordres principaux de considérations :

1° Les autres conceptions paraissent peu conformes à la réalité. La continuité des côtes et l'existence, à l'intérieur du pays, de vastes étendues plates communiquant entre elles, enlèvent tout fondement à la division de la Syrie en plusieurs compartiments. De même, le Taurus et l'Anti-Taurus établissent une ligne de démarcation très nette entre la Syrie et l'Anatolie. La péninsule arabique regarde, il est vrai, vers les rivages de la Méditerranée, mais son sol est désertique et son climat aride. Le seul point douteux concerne les relations de l'Iraq et de la Syrie. On a prétendu que le désert séparait ces deux pays, et établissait entre eux une frontière naturelle. « La Syrie, a dit M. Victor Bérard, est une île battue d'un côté par les flots de la Méditerranée, et, de l'autre, par les sables du désert » (6). En réalité, les sables du désert n'arrivent qu'à la hauteur de Damas. Plus au nord, s'étendent des plaines immenses, habitables et fertiles. Les anciens géographes arabes ont peut-être vu plus juste en ne pas séparant la Syrie de l'Iraq. De ce côté, aucun obstacle marqué par la nature. La région de la Haute-Djézireh appartient également aux deux pays et les transforme en un espace géographique uniforme.

(6) Discours au Sénat, du 28 juin 1920, dans les *Débats parlementaires* de la même année, p. 1.523.

2° Les frontières « naturelles » de la Syrie ont une signification économique et sociale. Là où elles constituent des barrières difficiles à franchir — au nord notamment — elles ont entravé les échanges économiques et culturels entre Syriens et Turcs, et obligé chacun des deux peuples à se replier sur lui-même et à concentrer son activité chez lui. L'espace géographique uniforme a favorisé la création de nombreuses voies de communication qui, à leur tour, ont renforcé la solidarité économique et sociale. Des monographies économiques composées sur chacune des grandes villes du littoral et de l'intérieur pourraient délimiter les régions où s'exerce principalement son rayonnement, et montrer qu'elle est elle-même comprise dans le *champ* d'autres villes ou d'autres régions. Mais ce travail n'ayant jamais été entrepris, on est réduit à se contenter de généralités, comme par exemple, à rappeler qu'Alexandrette est le port d'Alep et que ces deux villes ne peuvent vivre séparées, ou bien qu'Akaba est l'unique débouché de la Syrie sur la mer Rouge, ou bien encore que le port de Beyrouth canalise le commerce des villes de l'intérieur, etc...

Et cependant, jamais la Syrie n'a formé dans le passé une entité politique correspondant, même d'une manière approximative, avec ses frontières reconnues. Tirailée entre des influences diverses, elle a constamment changé de formes et de frontières. Sans remonter jusqu'à l'Antiquité, où souvent le morcellement de son sol (Phéniciens, Philistins, Hébreux, Hittites, etc...) coexistait avec l'appartenance à un empire plus étendu (Pharaons d'Egypte, rois d'Assyrie, de Chaldée, de Perse, etc...), et en se contentant de prendre pour point de départ la conquête arabe, que de combinaisons politiques ne rencontre-t-on pas ! Tantôt la Syrie devient le centre d'un empire qui s'étend très loin au-delà de

son territoire (Omayyades), tantôt elle est annexée par un voisin plus fort ou par plusieurs voisins qui se la partagent (Abbassides d'Iraq, Fatimites d'Egypte, etc...); d'autres fois, des émirs fondent sur une partie de son sol des principautés indépendantes (Hamdanites, etc...), ou bien des étrangers viennent s'y établir pendant des centaines d'années, puis l'évacuent (Croisés).

En 1914, la Syrie était annexée purement et simplement à l'empire ottoman. Depuis quatre siècles, sa situation internationale ne s'était pas améliorée. Gouvernée directement par des administrateurs turcs désignés par Constantinople et placés à la tête de chacune des six provinces administratives qui formaient son territoire, elle n'avait aucune prérogative nationale particulière. Les lois électorales qui suivirent la révolution de 1908, et qui apportèrent au parlement de Constantinople des députés de langue arabe, ne lui conféraient aucun privilège national, mais lui étendaient les bénéfices des nouvelles réformes libérales, au même titre que les autres parties de l'empire.

Seul, le Liban, à la suite des événements de 1860, vivait sous un régime autonome, garanti par les grandes puissances. Son gouverneur devait être **obligatoirement** chrétien. A côté de lui, un « Mejliss », ou Conseil administratif, composé de douze membres élus par les différentes communautés religieuses au prorata de leur importance numérique, avait des attributions essentiellement budgétaires. Les Libanais ne servaient pas dans l'armée turque ; ils avaient accès aux fonctions publiques, et leurs tribunaux jouissaient d'une certaine indépendance (7). Mais le cas du Liban était un cas

(7) Texte du règlement du 9 juin 1861 dans Martens : *Recueil Général des Traités*, 2^e série, t. XVII, pp. 101 et suiv. Protocole du 6 sept. 1864 : *id.* t. XVIII, p. 227 ; voir aussi 3^e série, t. VIII, p. 656. L'ensemble de la question est étudié par Amory : *Le régime administratif du Liban*, Paris (non daté).

isolé ; partout ailleurs, la règle était la tutelle sans limites de Constantinople.

Maltraités et pressurés par les fonctionnaires et les agents du fisc, la majorité des Syriens vivaient dans un état d'insécurité physique et de misère économique. Et pourtant, le pays avait des ressources abondantes. Sa position géographique faisait de lui un centre de commerce et de transit. Mais, depuis l'ouverture du canal le Suez, la route des Indes était devenue maritime, et ce qui restait des produits à transporter par terre ne pouvait s'écouler facilement, faute de moyens de communication rationnels. On avait souvent parlé de relier les rivages de la Méditerranée à ceux du Golfe Persique, mais, en attendant cette source de revenus problématiques, le pays ne pouvait compter que sur ses richesses agricoles.

Les terrains cultivables atteignent en Syrie la surface de dix-sept millions d'hectares environ. Sur ce total, trois millions seulement étaient cultivés en 1914 (8). Les immenses plaines de la Haute-Djézireh, infestées de pillards, dévastées systématiquement par les Bédouins, et dépourvues de tout moyen de transport, restaient inexploitées. La partie cultivée donnait un faible rendement (qu'on ne peut évaluer, d'ailleurs, faute de statistiques), parce que l'outillage était défectueux et que les charges fiscales écrasaient le paysan (9).

L'industrie était inexistante. Dans les grandes villes, les artisans, groupés en corporations, veillaient jalousement à la conservation des procédés techniques traditionnels qu'ils se transmettaient depuis le Moyen Age. L'entreprise restait individuelle, et l'économie domes-

(8) Huvelin : « *Que vaut la Syrie*, p. 8. — (9) *Id.*, pp. 15 et suiv, Brénier, p. 41.

tique. Douze entreprises seulement employaient plus de cent ouvriers chacune (10).

Le sous-sol, riche en pétrole et en phosphate, mais pauvre en minerais, n'avait jamais été exploité. La mer Morte était un réservoir inépuisable de bitume, de brome et de diverses autres substances chimiques utilisables (11).

La situation économique générale ne pouvait qu'être mauvaise. La balance commerciale accusait un déficit de 40 % : 114 millions d'importations contre 69 millions d'exportations. Cette perte était en partie compensée par les envois d'émigrés syriens, ainsi que par les dépenses des touristes étrangers en Syrie (12).

Le fisc percevait 3.878.841 livres d'impôts de diverses natures. Sur cette somme, l'Etat ne dépensait en Syrie que 1.953.855 livres. Le reste, 1.924.986 (50 % des recettes), soit près de 43 millions de francs-or, allait aux caisses centrales du trésor et alimentait des dépenses faites en dehors du pays (13).

LES HOMMES

Le nombre des habitants de la Syrie en 1914 ne peut être fixé avec certitude. Beaucoup de Syriens se méfiaient des recensements parce qu'ils savaient, par expérience, qu'à ce genre d'opérations succédait toujours quelque levée d'hommes ou d'impôts. Les statistiques turques, dressées hâtivement par des fonctionnaires inexpérimentés ou négligents, n'étaient exactes, de l'aveu même de leurs auteurs, qu'à 33 % près ! (14).

(10) Huvelin, p. 23. — (11) Flandin : *Force brutale*, etc..., p. 170. — (12) Huvelin : *id.*, p. 41. Brénier donne les chiffres de 131 et 92, 5 millions (Brénier, p. 41). — (13) Samné : *La Syrie*, p. 102 ; Boissière, p. 20 ; Moutran, p. 38. — (14) Huvelin : *Que vaut la Syrie*, p. 17.

Certains auteurs ont essayé de donner des chiffres précis. Ils n'ont pas abouti aux mêmes résultats. Le tableau suivant en est une preuve éloquente :

Samné	donne le chiffre de	4.370.500 (15)
Huvelin	—	4.300.000 (16)
Brénier	—	4.098.000 (17)
Bernard	—	4.000.000 (18)
Moutran	—	3.492.956 (19)
Boedeker	—	3.326.160 (20)
Ganem	—	3.300.000 (21)

On peut allonger cette liste encore... Entre les chiffres donnés par Georges Samné et Chukri Ganem, la différence est de 1.070.000 habitants ! Et il s'agit cependant de la même étendue territoriale !

La superficie du territoire étant de 340.000 km² environ, il en résulte que la densité moyenne par km² était de 11,86 (22). Brénier donne le tableau suivant, que nous citons à titre d'indication (22) :

PROVINCE	Nombre d'habitants	Pourcentage	Superficie	Densité
Adana	488.900	12	33.900	12
Alep	944.700	23	86.600	11
Beyrouth	727.400	18	16.000	45
Liban	500.000 (23)	12,5	3.100	161
Jérusalem ..	382.000	9,5	17.100	22
Damas	883.600	22,7	95.900	9
Zor	81.400	2	78.000	1
Total	4.008.000	100	338.600	11,86

(15) Samné : *La Syrie*, p. 288. — (16) Huvelin : *Que vaut la Syrie ?* p. 17 (d'après les registres de l'état-civil). — (17) Brénier : *Asie française*, janv.-avril 1916, p. 40. — (18) Bernard : *Annuaire de géographie*, 15 janvier 1919, p. 42. — (19) Moutran : *La Syrie de demain*, p. 37 (d'après des documents « inédits » assure l'auteur). — (20) Cité par Huvelin, *id.*, p. 16. — (21) *Id.*, p. 16. — (22) Brénier, p. 40. — (23) Samné, d'après le recensement officiel de 1913, donne le chiffre de 414.800 : *la Syrie*, p. 284.

Les régions de Zor et de Damas avaient la population la moins dense parce qu'une grande partie de leur territoire était couvert par le désert. Le Liban, pays éminemment habitable, était de beaucoup le plus dense de toutes les autres localités.

Tous ces hommes parlent la même langue, mènent le même genre de vie, ont les mêmes intérêts à la prospérité du pays qu'ils habitent — et c'est là leur chance d'union. Mais ils appartiennent à des confessions religieuses différentes, et c'est la cause principale de leur faiblesse.

En 1914, on pouvait compter approximativement, sur 4 millions de Syriens, 2.500.000 musulmans, 1.250.000 chrétiens, le reste formant d'autres communautés religieuses, dont 125.000 Juifs (24). Chaque religion comportait plusieurs sectes (Musulmans sunnites, chi'ites, Nosaïris, Druzes, etc... ; Chrétiens maronites, grecs-orthodoxes, grecs-catholiques, protestants, etc...) : en tout 29 sectes différentes (25).

Mais, en négligeant les détails, on pouvait dire qu'il n'y avait que deux clans religieux en Syrie : les Chrétiens et les Musulmans. C'est là le fait essentiel du point de vue politique. De tout temps, les puissances européennes s'étaient intéressées à ces divisions religieuses. La France avait protégé les catholiques, la Russie les grecs-orthodoxes, et l'Angleterre s'intéressa finalement aux Druzes. Si l'Etat turc n'avait pas eu un caractère religieux, les Musulmans de Syrie auraient sans doute aussi trouvé une puissance européenne pour leur imposer sa protection !

Des différences nombreuses existaient entre les Musulmans et les Chrétiens : statut de la famille, réglemen-

(24) Voir : Bernard, *ouvrage cité*, p. 42 ; Samné, *ouvrage cité*, p. 285, etc... — (25) Bernard, *ouv. cit.*, p. 42.

tation du mariage, éducation des enfants, et surtout état d'esprit politique. Les musulmans avaient tendance à former un Etat à base religieuse, et les Chrétiens, craignant d'être maintenus dans un état d'infériorité si cette éventualité se produisait, adoptaient à son égard une attitude réticente. C'est là l'origine de toutes les difficultés intérieures de la Syrie. Les puissances étrangères, intéressées à l'affaiblissement du pays, ont misé, bien entendu, sur ces discordes et les ont aggravées.

Selon l'importance que l'on accorde aux facteurs religieux, on croit à l'existence d'une nation syrienne ou on n'y croit pas. Certains soutiennent qu'il n'y a qu'une nation arabe habitant la presqu'île, la Syrie et l'Iraq. D'autres étendent l'habitat de cette nation de l'Arabie au Maroc ! Ainsi donc, il y a un nationalisme arabe (lui-même d'ailleurs multiforme), et autant de nationalismes particuliers que de pays différents à langue arabe. Les controverses doctrinales autour de ce point ont été particulièrement passionnées. Il faut surtout reconnaître qu'elles furent parfaitement vaines. Quand un groupement humain donné mérite-t-il le nom de « nation » ? Nul ne saurait le dire, ou plutôt chacun le dit d'une façon différente. On connaît les critères proposés par Renan, Muire, et la plupart des théoriciens allemands. Tous sont inacceptables. Le « vouloir-vivre collectif » de Renan, et les « affinités » de Muire sont des termes abstraits et quasi-mystiques. Un indice est concret et observable ou il n'est pas un indice. La communauté de race ? elle n'est pas vérifiable, et n'existe nulle part. La langue ? il est vrai qu'ordinairement on s'en contente, mais le cas de certains pays qui parlent la même langue et qui pourtant ne forment pas une même nation montre que ce critérium est insuffisant.

En réalité, l'idée de « nation » est une création européenne, correspondant à un certain stade de l'évolution des sociétés occidentales. Elle ne saurait être transplantée en Orient, dans les circonstances actuelles, qu'avec beaucoup de précaution. Toutes les fois que les polémiques autour des mouvements arabe, syrien, libanais ou autres encore, passionnent les esprits et suscitent des querelles violentes, on est tenté de rappeler l'apostrophe fameuse de Rabindranath Tagore : « Vous, les peuples d'Occident, qui avez fabriqué cette anormalité, pouvez-vous imaginer le désespoir désolant de ce monde hanté d'hommes qui souffrent sous le joug de cette horrible abstraction !... » (26)

Ethniquement, la Syrie est un mélange de races. Tous les peuples s'y sont rencontrés et croisés dès la plus haute antiquité. Il est fallacieux de les énumérer : tout le monde en connaît les noms. Dans certaines régions, cependant, on peut découvrir un type prédominant : dans la Syrie méridionale, par exemple, les Arabes sont en grande majorité (les migrations bédouines, venues depuis le Yémen, se donnent pour but les abords septentrionaux du désert et souvent s'y fixent). Dans l'ensemble, on n'ose pas encore hasarder des chiffres précis évaluant la proportion des différents éléments du mélange (les études ethnologiques sur la Syrie ne sont pas encore très avancées). Tout au plus élabore-t-on des hypothèses. Nous citerons à ce titre l'opinion de M. Louis Massignon :

« Le fond de la population est *araméen* ou *syriaque*, modelé par cette antique civilisation nationale (sémitique et hittite), que l'hellénisme, païen d'abord, puis chrétien, enrichit sans la transformer, et que la con-

(26) Tagore: *Nationalisme*, p. 41.

quête musulmane n'a pas complètement « arabisée » (27).

Et M. Massignon va jusqu'à établir un tableau montrant la répartition ethnique de la population. Ce tableau ne concerne que la Syrie sous mandat français. Nous le citerons cependant (28), parce que les études d'ensemble manquent.

1° Arabes	2.300.000
dont: 1.700.000 araméens arabisés, chrétiens, nosaïris, musulmans;	
et : 600.000 purs arabes.	
2° Kurdes.	95.000
dont: 60.000 dans le Sandjak d'Alexandrette et les Alaouites, parlant turc et kurde ;	
et : 35.000 arabisés.	
3° Turkmènes et Turcs	37.000
(Alexandrette, Antioche, Lattaquié)	
4° Tcherkess	20.000
5° Tsiganes	10.000
6° Hébreux	16.145
7° Arméniens	71.000
8° Russes réfugiés	400

Les « purs arabes » sont donc, d'après M. Massignon, au nombre de six cent mille. Les autres sont des « araméens arabisés », c'est-à-dire ayant adopté la langue arabe et contribué à la formation de la « civilisation arabe ».

Quoi qu'il en soit, le *panarabisme* politique part de l'idée que tous ceux qui parlent la langue arabe doi-

(27) Massignon: *Annuaire* 1923, p. 339. — (28) *Id.*, pp. 339-340.

vent se grouper en un même Etat. L'essor prodigieux de ce mouvement est dû en grande partie au fait que, dans l'esprit de la plupart de ses adeptes, panarabisme et panislamisme se confondent. Ceci explique en même temps la réticence et les hésitations des chrétiens libanais, et leur désir de faire du Liban un Etat autonome.

Des voyageurs, comme le colonel Lawrence, ont essayé de décrire la psychologie des Syriens. Leurs observations n'ont jamais été concordantes, parce que les moyens d'investigation qu'ils mettaient en œuvre étaient purement personnels. Leurs travaux ont peut-être quelque valeur littéraire, mais, du point de vue sociologique, ils ne peuvent qu'être négligés. Retenons cependant deux traits sur lesquels la plupart des observateurs se mettent d'accord : les Syriens sont en général individualistes et méfiants. Le régime turc en est certainement responsable. Toujours est-il que leur individualisme et leur méfiance les ont rendus incapables d'entreprendre de grandes tâches en commun. C'est un fait caractéristique que, dans ce pays si commerçant, les sociétés commerciales soient quasi-inexistantes. Fayçal trouvait la cause de cette méfiance et de ce manque d'organisation dans la faiblesse politique des Arabes : « Les peuples faibles sont pointilleux, dit-il un jour à Lawrence; ils tiennent trop au peu qu'ils possèdent. Notre race aura le caractère des infirmes tant qu'elle ne sera pas debout sur ses pieds » (29).

Tel est le pays et tels sont les hommes. Comment les juger ? Cela dépend du camp où l'on se trouve placé. Les Syriens, tout en reconnaissant leurs difficultés, espèrent les surmonter un jour. Les observateurs européens, au contraire, sont généralement pessimistes. « Mosaïque de races et de religions », répètent-ils, car

(29) Lawrence : *Les sept piliers de la sagesse*, pp. 127-128.

telle est, depuis longtemps, leur formule consacrée. Et ils ajoutent, comme corollaire inévitable : « non encore mûrs pour l'indépendance et l'unité », ou bien : « incapables de se gouverner eux-mêmes ». M. A. Bernard a exposé leurs vues sans ménagements : « Livrés subitement à eux-mêmes, les Syriens ne pourraient que se déchirer et se massacrer les uns les autres. Il faut donc qu'un *arbitre*... leur apprenne à se respecter mutuellement » (30).

Le colonel Lawrence a remarqué à ce propos :

« Que les Arabes soient mûrs pour l'indépendance ou non, on le verra à l'épreuve. Du reste, ce n'est pas le mérite qui rend apte à la liberté. Les Bulgares, les Afghans, les Tahitiens sont libres. On possède la liberté quand on est assez bien armé, ou assez turbulent, ou qu'on habite un pays tellement difficile que les frais de l'occupation en excèdent le profit » (31).

(30) Bernard A. : *Annales de géographie*, 15 janvier 1919, p. 49.

— (31) Rapporté par Lowell Thomas, p. 262.

CHAPITRE II

LES ACCORDS DE BASE ou “ ACCORDS SYKES-PICOT ”

Plusieurs semaines après la déclaration de la guerre à la Turquie, il restait encore, en France et en Angleterre, des hommes politiques qui prêchaient le maintien de l'empire ottoman. En cas de victoire, pensaient-ils, les Alliés pouvaient et même devaient se contenter de privilèges économiques et financiers (1). D'autres, à l'exemple de M. Lloyd George (2) dédaignaient les demi-mesures et préconisaient un règlement de comptes définitif. Cette dernière tendance finit par triompher au lendemain des accords secrets de mars 1915 qui, reconnaissant à la Russie des droits sur Constantinople et les Détroits, rompaient l'équilibre méditerranéen au détriment des puissances occidentales et les décidaient à rechercher des compensations. L'Angleterre s'intéressa à la Perse et à la Mésopotamie et sut taire momentanément ses visées sur la Palestine. Le problème syrien fut posé uniquement par la France qui revendiqua la possession de la Syrie intégrale.

(1) *Asie française*, janvier 1915, p. 8. — (2) *Supra*, p. 23.

SECTION PREMIÈRE

Les mobiles de la politique française

« Il est, sur la côte occidentale de la Turquie d'Asie... une terre que, depuis des siècles, notre patrie a marquée de son empreinte, à tel point qu'on a pu l'appeler « la France du Levant »... c'est la Syrie et la Palestine. » (3)

Depuis des siècles, en effet, selon le mot du sénateur Flandin, la France s'était intéressée à la Syrie. Tous ses hommes d'Etat, de François 1^{er} à Louis XIV et jusqu'aux révolutionnaires de 1789, s'étaient efforcés de maintenir le prestige de la France au Levant et d'assurer la sauvegarde de ses intérêts, en acquérant, grâce à la protection des catholiques d'Orient, un moyen d'intervention dans les affaires turques. Il est facile de faire remonter cette politique traditionnelle jusqu'aux Croisades, ainsi que le font la plupart des écrivains français, mais, à cette époque lointaine, les mobiles d'action ni les objectifs visés n'étaient les mêmes qu'à l'époque contemporaine. Il a fallu l'avènement de Napoléon III et l'envoi d'une expédition militaire au Liban pour montrer les caractères de la nouvelle politique française : politique de prestige avant tout, tendant à acquérir une hypothèque sur la Syrie par l'immixtion dans les affaires intérieures et, d'une façon plus voilée, mais non moins efficace, par la diffusion de la culture et de la langue française, et par l'obtention de droits économiques et financiers.

Le prestige français augmenta à la suite de l'incident de 1860. La France fut crainte et respectée; la plupart des milieux chrétiens l'admirèrent et lui furent recon-

(3) Flandin : *Force brutale*, etc..., p. 163.

naissants. Sans doute faut-il éviter d'exagérer la force de ces liens d'affection, comme de dire par exemple : « 200.000 Libanais sont morts de faim pendant la guerre pour l'amour de la France » (4), mais il n'en reste pas moins vrai que l'attachement des Chrétiens d'Orient à la France lui facilita l'obtention de son mandat.

L'élite intellectuelle de ces Chrétiens, et une grande partie de l'élite musulmane, avaient été formées principalement dans des établissements d'enseignement français. A la veille de la guerre, on pouvait évaluer à 220 le nombre des écoles françaises en Syrie et à 52.000 celui des élèves qui les fréquentaient (contre 9.000 qui allaient aux écoles anglaises et américaines). Le budget de 1913 accordait aux établissements français du Levant, à titre de subvention, la somme de 1 million 100.000 francs, cependant que les œuvres françaises d'Europe ne totalisaient que 138.000, celles d'Extrême-Orient 175.000 et celles d'Amérique 46.000 francs (5). Les hôpitaux et dispensaires français étaient de 54, contre 21 appartenant à toutes les autres nations (6).

Est-ce à dire que la France ne revendiquait la Syrie que pour continuer son œuvre éducatrice et obéir à des préoccupations uniquement humanitaires et désintéressées ? Le Père Louis Jalabert l'a affirmé : « Cette vieille éducatrice des peuples, a-t-il écrit, a fait ses preuves au cours de l'histoire. Une fois de plus, elle est venue en Syrie sans rien lui demander, et dans le seul but de lui apporter la liberté et l'indépendance » (7).

(4) *Déb. parlem.* 1920, p. 766 (disc. de M. Lenail à la Chambre).

— (5) Rapport Raiberti sur le budget de 1920, cité par *Correspondance d'Orient*, 15 juillet 1919, p. 8. — Huvelin, cité par *id.*, 30 mars 1920, p. 267. — Bruneau, *ouv. cit.* pp. 235-236. —

(6) Huvelin, cité par *Cor. u'Or.* 30 mars 1920, p. 267. — (7) Jalabert, dans la Revue *Etudes* du 5 mai 1933.

La vérité est que la France n'avait pas que des « intérêts sentimentaux » en Syrie, comme le disait ironiquement un diplomate anglais; ses intérêts matériels y étaient considérables, et c'est là qu'il faut rechercher le mobile principal de son action.

La somme des capitaux français investis en Syrie avant la guerre s'élevait à près de 200 millions de francs (8). Des experts ont étudié dans ses menus détails la répartition de ces capitaux entre les diverses entreprises économiques et financières (9). Nous retiendrons de leurs travaux quelques indications générales: les principales entreprises financées par les capitaux français étaient des compagnies de chemin de fer qui avaient construit 787 kms de rails sur les 1.409 kms que comptait le réseau ferré tout entier, des banques (principalement la Banque ottomane), des aménagements de ports, en particulier celui de Beyrouth, et des concessions de tramways: les tramways libanais. Le tiers environ des exportations syriennes allait à la France (commerce de la soie, peaux et cuirs, etc...), contre 9,5 % à l'Angleterre, 2 % à l'Allemagne et 1,5 % à l'Autriche-Hongrie.

Mais l'activité des échanges et l'investissement des capitaux ne pouvaient, à eux seuls, motiver des revendications territoriales. Il y avait d'autres considérations encore. Les états-majors de l'armée et de la marine recommandaient la possession de la Syrie. « Alors que dans la Méditerranée orientale, disait le rapport du sénateur Flandin, tous nos rivaux sont appelés à détenir de puissantes bases navales, il faut que nous aussi nous ayons la nôtre pour compléter à l'est les

(8) Caix (Robert de): *Histoire des Colonies françaises*, t. III, p. 486, et Gontaut-Biron, p. 9. — (9) En particulier: Boissière, Huvelin, Brénier (consulter la table bibliographique).

défenses que Toulon nous assure au nord, et Bizerte au sud » (10).

Georges Leygues exprimait ces préoccupations stratégiques par une image : « L'axe de la politique française est dans la Méditerranée. Il a un de ses pôles à l'Occident par l'Algérie, la Tunisie et le Maroc; il faut que l'autre pôle soit à l'Orient par la Syrie, le Liban et la Palestine » (11).

Le rapport précité de Flandin faisait aussi ressortir les services que pouvait rendre la Syrie à la politique musulmane de la France. De Damas, ce grand centre intellectuel et religieux, peut partir un mouvement de renouveau pour l'Islam. « Laisserons-nous à une puissance rivale la faculté de le diriger peut-être un jour contre nous ?... Cette considération nous commande, alors que notre drapeau flotte à Alger, à Tunis et à Fez, de ne point laisser un autre drapeau que le nôtre flotter à Damas » (12). Et M. Flandin terminait, pour convaincre ses collègues de la nécessité de la « présence française » en Syrie, en énumérant les avantages économiques qu'on pourrait en tirer. Les promesses qu'il faisait ainsi miroiter aux yeux de ses lecteurs représentaient la Syrie comme une source de richesses inépuisables : route continentale des Indes, régions agricoles comptant parmi les plus fertiles du monde, sous-sol où abondent le nickel, les lignites, la houille, le pétrole (« Quelles précieuses ressources pour notre industrie et notre marine ! ») et enfin... agents de placement pour le commerce d'exportation français : « Les Syriens se sont révélés d'incomparables négociants, ayant hérité des Phéniciens, leurs ancêtres, les plus remarquables aptitudes commerciales » (13).

(10) Flandin : *Force...*, p. 166. — (11) Cité par *Correspondance d'Orient*, 25 juillet 1917, p. 56. — (12) *Ouv. cit.*, p. 166. — (13) *Id.*, pp. 167-171.

L'opinion française ne se convertit pas rapidement. Pendant la durée de la guerre, les adversaires de l'expansion française en Syrie ne pouvaient émettre librement leurs opinions, mais, sitôt les hostilités terminées, ils se firent entendre au Parlement, et dans la presse et les réunions publiques. MM. Daladier, Cachin et d'autres hommes politiques, prêchèrent hautement la modération et dénoncèrent ce qu'ils appelèrent les nouvelles tendances « impérialistes ». Pour le moment, le mécontentement était latent, mais déjà certains publicistes menaient une campagne active dans l'espoir de le refouler. Nadra Moutran a groupé dans son livre, *La Syrie de demain*, les principaux arguments des adversaires de l'intervention en Syrie et s'est appliqué à les réfuter : — L'intégrité de la Turquie ne doit pas rester un dogme sacré, dit-il ; les Turcs ne sont pas capables de gouverner l'Orient ; les Syriens ne détestent pas la France ; l'acquisition de la Syrie n'alourdira pas les dépenses publiques ; la France peut posséder de nouveaux territoires sans craindre de disséminer ses forces ; l'Angleterre et la Russie ne s'opposeront pas aux revendications françaises, etc... (14).

Dans un discours prononcé à la Société géographique en mai 1915, Georges Leygues montrait la nécessité, pour la France, de posséder la Syrie intégrale, pour que la Méditerranée soit libre pour elle (15).

Le 21 avril 1915, le Comité de l'*Asie française* vota un projet de vœu sur la politique en Syrie : acquisition « en pleine propriété » (16).

Le 7 juin de la même année, la Chambre de Commerce de Lyon adressait une lettre au ministre des Affaires étrangères, l'exhortant à suivre une politique

(14) Moutran : *La Syrie de demain*, pp. 1-68. — (15) Cité par Gontaut-Biron : *Comment*, etc..., pp. 27-28. — (16) *Asie française*, avril-juillet 1915, p. 41, et janvier 1915, p. 8.

énergique, et lui exprimant les appréhensions des commerçants lyonnais « qui, de temps immémorial, font des affaires avec le Levant », au sujet du sort futur de la Syrie. La lettre revendique la Syrie naturelle tout entière, parce que « les ports de Jaffa, Caïffa, Beyrouth sont insuffisants pour ouvrir à notre commerce maritime... les richesses de l'intérieur ». Les commerçants lyonnais insistent sur l'importance de la Cilicie et de la Palestine, qui paraissent particulièrement menacées. Sans ces régions, disent-ils, « nous nous ferions à nous-mêmes une part dans le butin tout à fait indigne de tout notre passé » (17). Deux des signataires de la lettre, Isaac et Morel, avaient déjà, dans une requête précédente, attiré l'attention du ministre sur la région d'Alexandrette : « Elle nous sera disputée, mais, conseillaient-ils, nous ne devons pas céder ; Alexandrette est le port d'Alep, et le point d'embarquement des produits de la Mésopotamie : il nous la faut » (18).

Les commerçants de Marseille se devaient de ne pas se laisser dépasser par leurs collègues de Lyon. Leur Chambre présenta donc, au ministre des Affaires étrangères, le 23 juin 1915, une longue adresse, à laquelle elle joignit une note beaucoup plus longue encore sur la valeur économique de la Syrie (19). Les demandes des Marseillais étaient en tous points conformes à celles des commerçants de Lyon.

D'autres organismes des deux mêmes villes é mirent des vœux identiques : le Conseil municipal de Marseille, le 4 mai 1917 (20), le Conseil de l'Université de Lyon, le 23 octobre 1918 (21), etc... A Marseille devait se tenir,

17) Texte compl. dans l'*Asie française*, avril-juill. 1915, pp. 45-46.
— (18) *Id.*, janvier 1915, p. 47. — (19) *Id.*, janvier 1916, pp. 39-44.
— (20) *Correspondance d'Orient*, 10 mai 1917, p. 280. — (21) *Id.*, 15 janvier 1919, pp. 32-33.

du 3 au 5 janvier 1919, un « Congrès de la Syrie » dont les travaux furent réunis dans deux volumes que nous avons souvent utilisés.

Ce mouvement prépara les esprits à accepter une politique interventionniste en Syrie et encouragea le gouvernement à négocier, avec les Alliés de la France, le partage définitif de l'empire ottoman. Le rapport de M. Flandin au Sénat décrit les limites du territoire revendiqué. Au nord, régions d'Alep, d'Urfa et de Cilicie englobant le cours du Seyhoun et comprenant Mersine et Adana. A l'est, le désert. Au sud, une ligne allant d'Akaba, sur la mer Rouge, à Rafah, sur la Méditerranée. A l'ouest, tout le littoral. Pourquoi Alexandrette ? parce qu'elle est une base navale de premier ordre, un centre économique important servant de port à Alep et de débouché à la ligne ferrée de Bagdad, et parce que, « géographiquement et ethniquement, elle est une cité essentiellement syrienne ». Pourquoi la Palestine ? parce qu'elle forme, avec le reste du territoire, un ensemble indivisible. « La Palestine n'est, en réalité, que le sud de la Syrie... Pas plus du point de vue géographique que du point de vue ethnique, on ne peut différencier la Palestine de la Syrie » (22).

SECTION II

Les négociations et les accords

Tel était l'état d'esprit dominant en France. Le gouvernement en fut pénétré dans les pourparlers qu'il entama avec les gouvernements anglais et russe.

(22) Flandin : *Ouv. cit.*, pp. 173-175.

Les négociations diplomatiques se déroulèrent en trois étapes :

1° Dans la première, qui commence en novembre 1914, la Russie prend l'initiative; elle demande à ses alliés de lui promettre les régions qu'elle convoite en Turquie. La France demande, en échange de son acquiescement, la promesse de la Syrie, mais aucun accord définitif n'intervient, parce que les deux principaux intéressés (France et Angleterre) n'ont pas encore négocié directement. Cette première phase se termine le 24 mars 1915 (accord anglo-russe) et le 12 avril 1915 (accord franco-russe).

2° Dans la seconde, l'Angleterre et la France se mettent directement en rapports. Georges Picot, au nom de la France, et sir Mark Sykes, au nom de l'Angleterre, négocient à Londres à partir de novembre 1915. Ils signent un arrangement, bientôt validé par leurs gouvernements respectifs, les 4 et 8 février 1916, sous la condition expresse qu'il obtienne l'agrément de la Russie.

3° Dans la dernière étape, qui se déroule à Saint-Petersbourg, immédiatement après les accords de Londres, la Russie demande de remanier certaines clauses territoriales, et donne son consentement le 16 mai 1916.

L'accord était ainsi réalisé. Mais l'Italie en fut tout de suite mécontente. Elle amena quelques nouvelles complications — qui ne touchaient que de loin, d'ailleurs, la question syrienne — et provoqua l'entrevue de Saint-Jean-de-Maurienne. La révolution russe, qui devait apporter la dénonciation, par les Bolcheviks, de toutes les conventions secrètes passées par leurs prédécesseurs, annula juridiquement tous les engagements contractés et ouvrit de nouveau la question orientale dans toute son ampleur.

Première étape :

Le 9 novembre 1914, le roi d'Angleterre laissa clairement entendre à l'ambassadeur de Russie, au cours d'un entretien privé, que Constantinople devait revenir à son pays (23). Cette déclaration spontanée n'avait aucune valeur juridique et ne liait d'aucune manière le gouvernement anglais. Ainsi que l'écrivit l'ambassadeur de France, « ce propos, tombé des lèvres royales à la suite d'un déjeuner, n'avait pas la valeur d'un engagement » (24). Les Russes trouvèrent là, cependant, une base inespérée de vastes revendications. Le 18 novembre, ils informèrent l'Angleterre que si elle les appuyait à Constantinople et dans les Détroits, ils souscriraient à l'annexion de l'Égypte (25). Deux jours après, le tzar promettait de même à la France de ne pas s'opposer à ses prétentions sur la Syrie et la Palestine (26).

Mais la France ni l'Angleterre ne montrèrent beaucoup d'empressement à acquiescer aux demandes russes. Elles semblaient même se désintéresser, pour le moment, des affaires du Proche-Orient. Le seul arrangement qu'elles eussent conclu au sujet de la Syrie, à dater de l'ouverture des hostilités, était d'ordre purement militaire (27).

Une note française parvint à Saint-Pétersbourg deux mois plus tard, le 29 janvier 1915. La France informait la Russie qu'elle comptait réclamer toute la côte syrienne, y compris la Palestine et Alexandrette (28).

Le gouvernement russe manifesta quelque irritation. Le 4 mars 1915 il présenta un mémoire d'un ton impératif à Londres et à Paris, déclarant notamment que la

(23) *Doc. dipl. russes*, p. 249. — (24) *Poincaré*, VII, 223. —

(25) *D. D. S. R.*, p. 250. — (26) *Paléologue*, I, 199. — (27) Echange de lettres Churchill-Augagneur du 27 janvier 1915 (*Poincaré*, VII, 254). — (28) *D. D. S. R.*, p. 286.

question de Constantinople et des Détroits devait « être décidée conformément aux désirs séculaires de la Russie ». Il est inutile d'énumérer ces désirs parce que l'activité diplomatique de la Russie ne nous intéresse que dans la mesure où elle a exercé des répercussions sur le problème syrien. Aussi, nous contenterons-nous de rappeler qu'en échange de ses revendications, la Russie se déclarait disposée à considérer « avec sympathie » les projets que la France et l'Angleterre pouvaient avoir au sujet d'autres parties de l'empire ottoman ou de toutes autres régions » (29).

La réaction française fut immédiate. Le lendemain même, le ministre des Affaires étrangères, M. Delcassé, acceptait la note russe. Cette acceptation n'engageait d'ailleurs pas le gouvernement lui-même, parce qu'elle ne fut communiquée ni au Cabinet ni au Président de la République (30), mais elle révélait assez clairement l'état d'esprit des dirigeants de Paris, soucieux avant tout de ménager la Russie.

Une semaine plus tard, les réponses officielles de Londres et de Paris furent envoyées. La réponse anglaise est du 12 mars et la réponse française du 14.

Sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office, montra visiblement beaucoup d'empressement à accepter les conditions russes (31); il est vrai qu'il réclamait des compensations au nord de la Perse et des avantages spéciaux à Constantinople et dans le régime futur des Détroits, mais ce qui était essentiel, c'est qu'il acceptait. Plus tard, il expliquera que son empressement avait été motivé par la crainte de voir M. Sazonof renvoyé par le tsar, alors qu'il était à la cour de Russie le prin-

(29) *Doc. dipl. russes*, p. 252, et *Poincaré*, V, 86-96. — (30) *Poincaré*, VII, 223. — (31) *Doc. dipl. russes*, p. 253. Voir aussi : Buchanan, pp. 70 à 72, et Pingaud : *Hist. dipl.*, I, 241-257.

cipal champion de la politique d'entente avec les puissances occidentales. « Ce ne fut guère plus du goût de la France que du nôtre » (32), avoue-t-il, mais il fallait sauver M. Sazonof, qui pouvait encore rendre de grands services.

L'ambassadeur de France à Pétersbourg, M. Paléologue, remit le 14 mars un mémorandum qui n'apportait pas encore le consentement de la France, mais les conditions de ce consentement. La France demandait l'« annexion » de la Syrie toute entière, avec la région d'Alexandrette et la Cilicie jusqu'à la chaîne du Taurus (33). Une lettre personnelle de M. Poincaré, président de la République, à M. Paléologue, jette une lumière sur les mobiles de la politique française en ce moment.

« Nous n'avons aucune bonne raison de désirer le partage de l'empire ottoman. S'il est inévitable, nous n'entendons pas qu'il se fasse à nos dépens.

« La possession de Constantinople et des environs introduirait la Russie, par la Méditerranée, dans le concert des nations occidentales, et elle lui donnerait, par la mer libre, la possibilité de devenir une grande puissance navale. Tout serait changé dans l'équilibre européen. Un tel agrandissement et un tel surcroît de forces ne seraient acceptables pour nous que si nous-mêmes nous retirions de la guerre des avantages équivalents. Tout est donc forcément lié; nous ne pourrions seconder les désirs de la Russie que proportionnellement aux satisfactions que nous recevons nous-mêmes » (34).

(32) Grey: *Mémoires*, p. 475. — (33) *D. D. S. R.*, 288; Paléologue, I, 320-323; Poincaré, VI, 93. — (34) Poincaré, VI, 94-95; voir dans le même sens: Ribot, *Mémoires*, p. 58; Robert de Caix, *Hist. des Colonies françaises*, t. III, p. 448.

Le gouvernement russe examina les suggestions françaises et, dans les observations qu'il fit parvenir à Paris, il commença par émettre des réserves sur la question de la Cilicie. Les Arméniens, dit-il, « rêvent » de Mersine, avec la région voisine peuplée d'Arméniens. La Russie les avait toujours protégés et elle ne pouvait pas les abandonner complètement ; toutefois, sa mansuétude pour les Arméniens ne semblait pas très ardente puisqu'elle laissait entendre que si la France insistait sur ce point, elle finirait par céder ! (35).

En ce qui concerne la Palestine, la note russe remarquait qu'il était « indispensable d'élucider la question avec plus d'attention » parce que la rivalité des puissances autour de la possession des Lieux-Saints risquait d'attirer des ennuis (36). Le lendemain, 18 mars, le tzar et son ministre des Affaires étrangères déclarèrent à l'ambassadeur de France que « la Russie n'abandonnerait jamais au protectorat d'une puissance non-orthodoxe : Jérusalem, la Galilée, le Jourdain et le lac de Tibériade » (37). M. Albert Pingaud, qui a eu le privilège de consulter les archives du quai d'Orsay, rapporte que M. Paléologue aurait répondu que « depuis les Croisades la Palestine était restée indissolublement unie à la Syrie dans la conscience française. Comment les séparer aujourd'hui ? » Cet argument ne sembla pas convaincre le tzar ; il proposa de laisser la Palestine aux Turcs plutôt que de l'abandonner à une puissance catholique, ou bien d'y établir un régime administratif international (38).

La question demeura donc en suspens.

Il semble que les Anglais avaient désiré ces retards. Le 20 mars ils formulèrent des réserves sur le partage

(35) *Documents diplomatiques russes*, p. 299. — (36) *Id.*, p. 290. — (37) Poincaré : *Les Tranchées*, p. 118. — (38) Pingaud, *Hist. dipl.* I, 254.

de l'empire turc d'Asie, et déclarèrent que les délibérations sur ce sujet étaient prématurées, tant que ne sera pas résolue la question d'un empire musulman. Cet empire musulman doit avoir pour centre les Lieux-Saints. Il « comprendra probablement l'Arabie ». La pensée anglaise ne semble pas encore s'être fixée d'une façon très nette sur l'étendue de cet empire ni sur les modalités de son organisation. « Il est indispensable de savoir si une autre région quelconque de l'Asie-Mineure (autre que l'Arabie) doit en faire partie, et, dans l'affirmative, quelle est cette région » (39).

La note anglaise posait ainsi une série de questions et les laissait sans réponse. Les pourparlers avec le Chérif de la Mecque occupaient l'attention des diplomates anglais, et il était de la première importance pour eux qu'aucun arrangement définitif n'intervînt avant que ces pourparlers n'aient abouti.

Le gouvernement russe n'aida point à résoudre les difficultés créées par la note anglaise. Le 21 mars, il se contentait d'aviser le cabinet de Londres que, conformément à ses vues, les Lieux-Saints devraient appartenir à l'empire musulman qu'il s'agissait de créer. Que sera cet empire ? sera-t-il turc, conservant au Sultan le titre de Calife, ou, au contraire, créera-t-on de nouveaux Etats indépendants et attribuera-t-on à ces Etats les Lieux-Saints ? La Russie s'en désintéresse. Le seul vœu qu'elle exprime, c'est que le Califat soit séparé de la personne du Sultan (40).

La France était ainsi isolée. Dès le 12 mars, la Grande-Bretagne et la Russie étaient tombées d'accord sur Constantinople, les Détroits, l'Arménie et la Perse, sans toucher à l'empire turc d'Asie. Cet accord fut con-

(39) *Doc. dipl. russes*, p. 291. — (40) *Doc. dipl. russes*, p. 292.

firmé par un mémorandum du 24 mars qui mit au point les relations anglo-russes (41).

La France, au contraire, n'était d'accord avec aucun de ses alliés.

Pour souscrire aux désirs russes, elle voulait des compensations en Syrie et en Palestine, et personne ne voulait les lui accorder. L'Angleterre voulait savoir au préalable quelle serait son attitude à l'égard du futur empire musulman, et la Russie restait intransigeante sur la question de Palestine. Finalement, le 12 avril, on arriva quand même à signer un accord franco-russe. La Russie reconnaissait les droits de la France sur le littoral syrien, en échange de la reconnaissance, par la France, des droits russes en mer Noire. La question de Palestine, cause principale des attermolements, fut laissée en suspens. Ce fut là, remarque M. Pingaud, « une application nouvelle de cette méthode familière à la diplomatie, et qui consiste à éviter de s'expliquer pour arriver à mieux s'entendre » (42).

C'est ainsi qu'une première phase des négociations fut close, le 24 mars 1915, entre la Russie et l'Angleterre, et, le 12 avril 1915, entre la Russie et la France. La question syrienne avait été posée tout le long de ces négociations, sans jamais avoir été résolue.

Quelle était la valeur de ces accords ? Du point de vue juridique, ils engageaient évidemment la France et l'Angleterre à l'égard de la Russie, mais n'engageaient point ces deux puissances entre elles. On peut donc dire que rien de solide n'avait encore été construit puisque tant que la France et l'Angleterre, seuls Etats directement intéressés au statut de l'empire turc d'Asie, n'étaient pas tombés d'accord sur le sort de cet empire, toutes les difficultés demeuraient.

(41) *Documents diplomatiques russes*, p. 292. — (42) Pingaud : *Hist. dipl.*, I, 254. Pour le texte des accords, voir Martens, 3^e série, t. X, pp. 347-350.

Deuxième étape :

L'échange de vues entre Londres et Paris ne commença pas aussitôt. Il est vrai que dès le 23 mars M. Delcassé faisait dire à sir Edward Grey, par l'intermédiaire de l'ambassadeur français à Londres, que « la question de Constantinople et des Détroits affectant plus particulièrement la Russie, se trouvant désormais réglée, c'était plutôt à la France et à la Grande-Bretagne que revenait l'étude des autres points touchant l'Asie-Mineure » (43). Mais les négociations ne devinrent actives qu'à partir de novembre 1915. M. Georges Picot, consul de France à Beyrouth, fut envoyé à Londres où il entra en pourparlers avec l'expert anglais, sir Mark Sykes, député aux Communes.

Dès la première entrevue, le 23 novembre, les divergences éclatèrent. La France voulait une liberté complète en Syrie et en Cilicie. L'Angleterre désirait, au contraire, placer la Syrie et le Liban sous la suzeraineté du Chérif : la France aurait seulement le droit d'y nommer le gouverneur (44). Mais sir Mark Sykes ne tarda pas à faire des concessions. Il présenta à son collègue français un mémoire détaillé dont M. Albert Pingaud a pris connaissance, et qu'il a analysé dans son article sur le *partage de l'Asie-Mineure* (45). Nous ferons à son étude de larges emprunts.

Le mémoire distingue trois « parties prenantes » : l'Angleterre, la France et une Confédération d'Etats arabes placés sous la suzeraineté du Chérif de la Mecque.

L'Angleterre aurait une partie de la Mésopotamie (le bassin inférieur du Tigre et de l'Euphrate, entre Bagdad et Bassorah), afin d'assurer ses communications impé-

(43) Grey : *Mémoires*, 521. — (44) Poincaré, VII, 363. —

(45) *Revue d'Histoire de la Grande Guerre*, avril 1939.

riales. D'autre part, pour avoir accès à la Méditerranée, elle bénéficiait de divers avantages : droit de s'établir à Caïffa et de relier cette ville au Golfe persique par une voie ferrée, privilège commercial à Alexandrette qui sera déclarée port franc pour faciliter le transit des marchandises anglaises dirigées vers la Mésopotamie.

La Confédération arabe s'établirait au centre de la Syrie sous la présidence nominale du Chérif de la Mecque et l'autorité effective de la France et de la Grande-Bretagne qui s'en partageraient le protectorat. Les zones d'influence respectives seraient séparées par une ligne fictive allant de la région de Jérusalem à celle du lac d'Urmiah au nord-est, de façon à placer Damas, Hama, Alep, Nissiline sous le protectorat français. Cette zone, réservée à la France, s'allongerait au nord et à l'est jusqu'à proximité des territoires concédés à la Russie et en englobant la région pétrolifère de Mossoul. Beyrouth, ainsi qu'une partie du Liban, seraient attribuées à la Confédération arabe pour lui servir de débouché sur la mer. Ces vastes avantages territoriaux ne sont pas une preuve de générosité anglaise, ainsi que le remarque M. Pingaud (46), mais plutôt, comme la suite des événements allait le démontrer, une source de difficultés insurmontables entre la France d'une part et la Russie et la Turquie de l'autre.

La partie du territoire syrien qui serait enfin annexée à la France devait comprendre une bonne partie de la côte, au nord de la Palestine (qui serait internationalisée) et jusqu'en Cilicie. Au nord, l'occupation française devait s'étendre au loin, au cœur de l'Asie-Mineure, au delà de Diar-Békir.

Sur cette base s'engagea la discussion entre sir Mark Sykes et M. Georges Picot. Le négociateur français

(46) *Revue d'Histoire de la Grande Guerre*, p. 101.

obtint encore deux concessions : Beyrouth ne serait pas attribuée à la Confédération arabe, et les frontières seraient remaniées légèrement en certains points.

Un arrangement signé le 3 janvier 1915 consacra les résultats acquis. Il fut envoyé à Paris pour obtenir l'assentiment du gouvernement français.

Le Conseil des Ministres, saisi de la question, l'examina d'une façon hâtive. M. Briand fit son exposé avec une « spirituelle imprécision » observa le Président de la République, qui n'arriva pas à comprendre si l'Angleterre entendait laisser Mossoul à la France ou se l'attribuer à elle-même ! Tout ce qu'il put faire, ce fut de recommander à Briand de ne reconnaître les droits de l'Angleterre que si, après la guerre, la France réalisait intégralement son lot (47).

Briand préféra adopter une autre tactique : obtenir immédiatement des avantages supplémentaires en modifiant certaines stipulations de l'arrangement du 3 janvier, et renoncer à la garantie anglaise. Il essaya donc d'obtenir Chypre, ou, à son défaut, réviser les clauses intéressant Caïffa et la Palestine. Ce fut en vain. L'ambassadeur à Londres conseilla de faire vite, avant que l'intransigeance de lord Kitchener ne triomphât au sein du cabinet anglais. On suivit ces conseils à Paris, et l'arrangement de Londres fut signés les 4 et 8 février 1916 à Paris et à Londres (48).

Troisième étape :

En signant l'accord franco-anglais, sir Edward Grey précisa que ce document ne serait considéré comme liant définitivement l'Angleterre que s'il obtenait l'assentiment du gouvernement russe.

Restait donc un dernier pas à franchir : codifier les arrangements déjà conclus en un seul texte et les soumettre à l'acceptation des trois grands alliés.

(47) Poincaré, VIII, pp. 8-9. — (48) Pingaud: *Id.*, p. 103.

Les mêmes diplomates firent le voyage de Pétersbourg : Sykes, du côté anglais, et Picot, du côté français.

Aussitôt arrivés en Russie, ils essayèrent de convaincre M. Sazonof de la nécessité de modifier le projet de février, chacun le jugeant trop favorable à son concurrent. Sazonof, embarrassé, prodiguait des réponses évasives. Cependant, quand il fut mis en présence du texte complet de l'arrangement de février, il « parut suffoqué », selon l'expression de M. Pingaud, « de l'étendue des territoires réclamés par la France et l'Angleterre » (p. 107). Il réclama à la France l'Arménie, et lui en voulut d'étendre ses frontières si loin au nord-est jusqu'à devenir limitrophe de la Perse.

Nicolas II fit les mêmes objections. Pour amener la France à modérer ses revendications, il lui laissa entendre qu'il l'aiderait, en échange, à occuper la rive gauche du Rhin (49).

La France céda. Elle abandonna la frontière commune avec la Perse et obtint en échange, sur la proposition de sir Mark Sykes, une région située au centre du territoire turc. Le 25 mars, un premier arrangement fut paraphé, qui fut révisé et complété sur des points de détail le 26 avril suivant par un échange de lettres entre le ministre des Affaires étrangères de Russie et l'ambassadeur de France à Pétrograd (50).

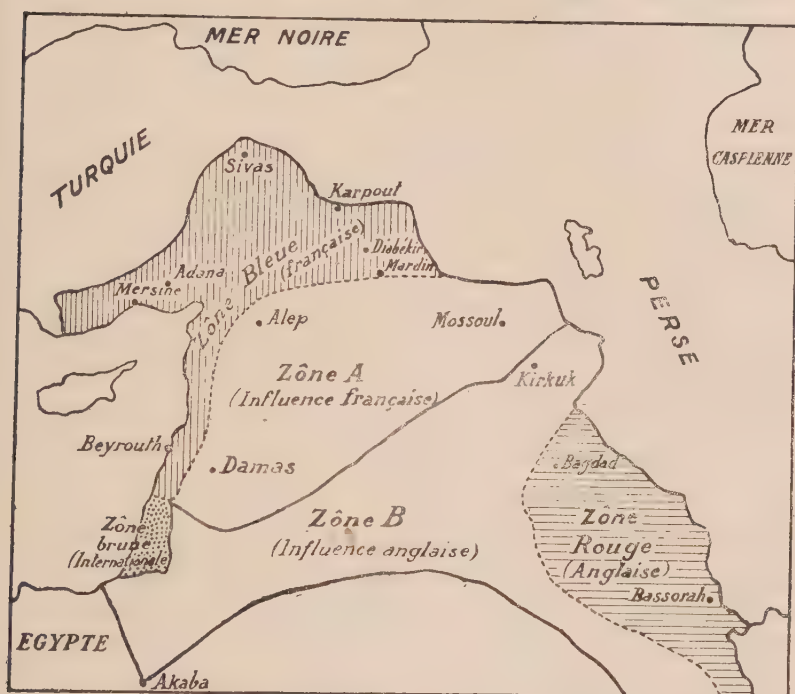
Les accords définitifs, dénommés improprement « traité Sykes-Picot », ne furent conclus que le 16 mai 1916, entre la France et l'Angleterre, et le 16 septembre entre la France et la Russie.

Ces actes furent tenus strictement secrets. Ils ne furent communiqués à l'Italie, qui était pourtant une alliée, que plusieurs mois plus tard : le 5 octobre

(49) Paléologue, II, 214-217. — (50) Pingaud, *Id.*, p. 106-108.

1916 (51). Leur texte intégral est aujourd'hui à la portée de tout le monde (52).

Ils ne constituent pas un traité en forme, mais un échange de lettres entre l'ambassadeur de France à Londres, M. Cambon (lettre du 9 mai) et le secrétaire d'Etat au Foreign Office (lettre du 16 mai).



Plus tard, le 16 septembre, un autre échange de lettres intervint, en termes identiques, entre l'ambassadeur de France à Pétersbourg et le ministre des Affaires étrangères de Russie.

(51) Pingaud, *id.*, p. 112. — (52) En particulier dans : Martens, 3^e série, t. X, pp. 350-353; *Asie française*, août septembre 1919, pp. 244-246; Pichon, *Partage du Proche-Orient*, pp. 106-110. — Gontaut-Biron: *Comment la France s'est installée en Syrie*, annexe, pp. 344-348. On peut en trouver un résumé substantiel fait par M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, à la séance secrète du Conseil des Quatre du 20 mars 1919 (Baker: *Woodrow Wilson and the world settlement*, III, p. 2).

Dans leurs grandes lignes, ces accords confirment le résultat des négociations précédentes. Il suffit d'en faire ressortir les traits caractéristiques.

Une carte du Proche-Orient, annexée aux lettres échangées, explique les stipulations territoriales des accords. Il y a une « zone bleue », une « zone rouge » et une « zone brune ». La première est destinée à être directement administrée par la France. Elle s'étend sur toute la côte syrienne au nord de la Palestine, englobe la Cilicie au delà de Mersine, remonte jusqu'à Sivas, descend à l'ouest de Diarbékir et de Merdine. La ligne de chemin de fer allant de Rayak à Alep se trouve en dehors de cette zone.

La zone rouge est réservée à l'Angleterre. Elle part du Golfe de Bassorah, longe la frontière de la Perse jusqu'au coude formé au nord de Bagdad, de là décrit un arc largement ouvert jusqu'aux confins du désert à l'ouest, et retombe sur les rives du Golfe de Bassorah.

La zone brune comprend la Palestine, qui, d'après l'article 3 de la lettre du 9 mai, sera soumise à un régime administratif international « dont la forme devra être décidée après consultation de la Russie, et ensuite d'accord avec les autres alliés et les représentants du Chérif de la Mecque ».

Dans les deux premières zones la France et la Grande-Bretagne sont autorisées à « établir telle administration, directe ou indirecte, ou tel contrôle qu'elles désirent... *après entente avec l'Etat ou la Confédération d'Etats arabes* » (art. 2).

Une seule exception à l'internationalisation de la Palestine : les villes de Caïffa et d'Acre seraient accordées à la Grande-Bretagne (art. 4). La ville de Caïffa sera, de plus, déclarée port franc en faveur de la France, en échange de la déclaration d'Alexandrette port franc en faveur de la Grande-Bretagne (art. 5).

Quant à l'île de Chypre, occupée, comme on sait, depuis 1878 par les forces britanniques, l'Angleterre s'engage à ne la céder à une tierce puissance qu'après le consentement du gouvernement français (art. 4).

Les autres stipulations ont trait aux chemins de fer (articles 6 et 7), aux tarifs douaniers (art. 8), à la cession éventuelle des territoires syriens (art. 9), aux droits des autres puissances en Arabie (art. 10), aux frontières (art. 12).

Resserré entre les zones bleue, brune et rouge, le territoire où devra s'établir un Etat théoriquement indépendant n'a nulle part accès à la mer. Son sort futur est des plus incertains. On ne sait s'il formera un Etat unitaire ou une confédération d'Etats distincts. On ne sait pas non plus quel serait le souverain qui règnerait sur ce territoire. Tout ce qu'on prévoit, c'est son morcellement en deux nouvelles « zones » égales : la « zone A » où s'exercera l'influence française, et la « zone B », où s'exercera l'influence anglaise. « L'aide » et la « protection » de la France et de l'Angleterre s'exprimeront sous forme de priorité économique sur les entreprises et les emprunts locaux, et d'envoi de fonctionnaires et de conseillers dans la mesure voulue par l'Etat arabe (art. 1^{er}).

Il était à prévoir que ce prétendu royaume indépendant ne serait pas viable, étant tiraillé entre l'influence anglaise et l'influence française. Il n'était pas viable, non plus, parce qu'il n'avait aucun débouché sur la mer, et qu'il se trouvait être l'hinterland indispensable des zones française et britannique.

Ce pays, qui est un, géographiquement et économiquement, se trouve divisé en une poussière de petits Etats dont les frontières ne correspondent à aucune réalité géographique, économique ni même ethnique ou

religieuse. Seule la rivalité franco-anglaise a conduit à cette construction artificielle et absurde.

La soumission de la Syrie à un seul et même régime, ainsi que l'établissement de liens étroits entre la Syrie et ses voisins sont commandés par des nécessités impérieuses. Les accords de 1916 n'en tiennent aucun compte.

C'est certainement dans la méconnaissance de ces principes qu'il faut rechercher l'une des sources de tous les conflits ultérieurs : rivalités franco-anglaises, difficultés inextricables avec les populations nationales. Une seule mesure radicale pouvait être bienfaisante. Les solutions hésitantes qu'on a été amené à adopter ne constituèrent que des palliatifs insuffisants.

Dès 1916, chacun des deux alliés : la France et l'Angleterre, s'estima frustré par l'autre. « Pauvre Mark Sykes ! se lamente l'ambassadeur anglais à Paris, lord Bertie, il fut considéré par le cabinet de guerre comme l'expert *par excellence* des affaires du Proche-Orient, mais il fut *roulé* par le diplomate français Picot » (53).

Sykes *roulé* ? Ce n'était point l'avis des Français. Bien au contraire, ils s'estimaient eux-mêmes lésés dans leurs intérêts essentiels. Ils avaient revendiqué la « Syrie intégrale » et il ne leur fut donné qu'une bande côtière étroite, en dehors de la seule ligne de chemin de fer qui forme l'artère vitale du pays et la condition indispensable de toute action stratégique et économique. La Palestine leur échappait complètement, et le Kurdistan, qu'on leur accordait en compensation, était d'avance perdu pour eux, parce qu'ils le savaient peu intéressant et d'ailleurs impraticable.

(53) Lord Bertie : *Mémoires*, II, 317.

Protestations de l'Italie

Dans les mois qui suivirent la signature des accords de mai, l'Italie revendiqua sa part du butin. L'ambassadeur italien en France déclara même à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, que si son pays restait tenu à l'écart, il se rangerait du côté de l'Allemagne sitôt la guerre terminée (54).

L'Italie remettait tout en question. Elle voulait occuper un territoire s'étendant, à l'ouest, à la région de Smyrne, et, à l'est, à celle de Mersine et même d'Alexandrette. Or, la région de Smyrne intéressait au premier chef la Russie, qui se refusait à tolérer l'établissement près de Constantinople d'une grande puissance européenne, et la Cilicie et Alexandrette avaient déjà été réservées à la France. Selon le mot de M. Briand, la Cilicie et Alexandrette représentent la « clef militaire et le grenier économique » de la Syrie (55).

Les négociations traînèrent en longueur. Commencées le 5 octobre 1916, elles ne se terminèrent que sept mois plus tard, le 27 avril 1917, date à laquelle les représentants de l'Angleterre (M. Lloyd George), de la France (M. Ribot) et de l'Italie (M. Sonnino) se rencontrèrent à Saint-Jean-de-Maurienne. La Russie n'y était pas représentée. L'entrevue fut quelque peu orageuse. MM. Lloyd George et Sonnino se heurtèrent, mais, au moment où tout semblait perdu, le premier ministre britannique sortit de sa valise une carte préparée d'avance par le War Office et qui n'avait pas été communiquée à la France. Elle attribuait à l'Italie, du côté de Mersine, une simple rectification de frontières, mais,

(54) Entrevue du 8 avril 1917, relatée par Ribot : *Mémoires*, p. 59. — (55) Pour les négociations avec l'Italie, voir en particulier : Pingaud, *ouv. cit.*, pp. 110-120 ; Ribot, *Mémoires*, pp. 66-74.

du côté de Smyrne elle lui concédait une large bande de territoire qui dépassait ses espérances. La Russie aurait protesté. Plus tard elle protestera; mais, pour le moment, elle n'était pas présente. Les trois co-partageants, soucieux d'arriver enfin à un accord au moins théorique, signèrent, se contentant d'éloigner la difficulté en déclarant dans l'article 1^{er} que le consentement ultérieur de la Russie était nécessaire.

Le gouvernement russe, ainsi qu'il fallait s'y attendre, prit une attitude intransigeante et refusa d'accepter des arrangements conclus à son insu et menaçant ses intérêts fondamentaux. Il y eut encore des négociations, mais, avant même qu'elles ne fussent closes, la révolution éclata, et les Bolcheviks dénoncèrent toute la politique de leurs prédécesseurs. Le 2 novembre 1917, ils abandonnèrent toute prétention sur Constantinople et les Détroits.

CHAPITRE III

LE SOULÈVEMENT ARABE

En même temps que les Alliés, anticipant sur le traité de paix, arrêtaient, par la convention Sykes-Picot, les termes du règlement définitif des affaires orientales, l'Angleterre, partant de considérations plus immédiates, s'efforçait de trouver les moyens de battre la Turquie.

Aux attaques dirigées de l'extérieur contre les forces turques, plusieurs dirigeants anglais, dont lord Kitchener, ministre de la guerre et ex-haut commissaire en Egypte, pensaient joindre, pour briser la résistance de l'adversaire, une attaque provenant de l'intérieur, un soulèvement de vaste envergure des peuples opprimés et avides de leur émancipation.

Le moment paraissait propice. L'appel à la « guerre sainte », ni les intrigues savantes des consuls allemands en Turquie et aux Indes n'avaient réussi à « enflammer d'une ardeur sauvage tout le monde de l'Islam contre cet odieux peuple de boutiquiers, menteur et sans conscience » (1). Bien au contraire, partout où des Musulmans non-turcs restaient assujettis par la Turquie, ils semblaient s'apprêter à secouer son joug en se rapprochant de la France et de l'Angleterre. Le sentiment national arabe était encore de fraîche date, mais son développement s'était opéré avec une rapidité

(1) Note de Guillaume II sur un rapport officiel du 30 juillet 1914, citée par Poincaré : *Origines de la guerre*, p. 13. Voir aussi : Pichon : *Partage du Proche-Orient*, p. 3.

prodigieuse. Jusqu'à la seconde moitié du dix-neuvième siècle, les Syriens, Musulmans en grande majorité, pouvaient croire, aussi longtemps que le sentiment religieux restait prédominant en eux, qu'ils n'étaient pas soumis à une puissance totalement étrangère, puisque l'Etat turc n'était pas un Etat laïc, et que le Sultan, chef civil suprême, était aussi *Calife*, c'est-à-dire successeur du Prophète et chef de la communauté musulmane. L'unité de foi suffisait alors à maintenir la cohésion de l'empire et à établir une égalité théorique entre tous les *Croyants*. Mais, avec la diffusion de la culture et la renaissance de la littérature arabe, les peuples de langue arabe prirent conscience de leur existence nationale propre et commencèrent à considérer le Turc comme un étranger, quoique professant la même foi religieuse. Soutenu et divulgué par une littérature patriotique abondante, le mouvement qui s'ébauchait gagna en étendue et en profondeur. Des sociétés secrètes se formèrent partout : à Constantinople, Damas, Beyrouth, Le Caire, groupant l'élite intellectuelle et lui dictant des mots d'ordre politiques et nationaux (2). Chrétiens et Musulmans, oubliant certaines dissensions qui les avaient empêchés, dans le passé, d'harmoniser leurs efforts, se coalisèrent contre l'ennemi commun. Dès 1905, des écrivains patriotes prévoyaient la création d'une patrie arabe et le retour du Califat aux descendants du Prophète. « Ce nouvel empire, disait un manifeste de Nagib Azouri, daté de 1905, s'étendra dans les limites de ses frontières naturelles, depuis la vallée du Tigre et de l'Euphrate jusqu'à l'isthme de Suez et depuis la Méditerranée jusqu'à la mer d'Oman. Il sera gouverné par la monar-

(2) Cette période n'est pas encore très bien connue. Se contenter des indications données par : Jung, Saïd, Antonius, etc... (Voir bibliographie).

chie constitutionnelle et libérale d'un sultan arabe. Le vilayet actuel du Hedjaz formera, avec le territoire de Médine, un empire indépendant et dont le souverain sera en même temps le Calife religieux de tous les Musulmans » (3).

Ce souverain ne pouvait être que Hussein, chérif de la Mecque, de la tribu de Koraïch et de la famille de Mahomet (4). En 1911, une lettre secrète, signée des députés arabes au parlement de Constantinople, le reconnaissait comme chef du mouvement national et lui promettait fidélité et obéissance : « Nous sommes prêts à nous soulever avec vous, si vous vouliez secouer le joug qui pèse sur les Arabes » (5). A Beyrouth, Chrétiens et Musulmans, adeptes des sociétés secrètes, entraient souvent en contact avec les consulats de France et de Grande-Bretagne pour leur demander l'appui de leur gouvernement en cas de révolte contre les Turcs (6). Au Caire, une délégation de notables syriens demandait à lord Kitchener, en novembre 1912, de proposer à son gouvernement l'annexion de la Syrie à l'Egypte, à condition de lui accorder son autonomie (7). La fermentation s'étendait partout. Des patriotes émigraient à l'étranger pour échapper à la surveillance des autorités et recouvrer leur entière liberté d'action et de parole. A Paris, se réunit, en juin 1913, un *Congrès Arabe Syrien* ; il vota des réso-

(3) Cité par Khaïrallah : *Les régions arabes libérées*, p. 27.

— (4) Pour l'histoire du Chérifat de la Mecque, consulter : Lam-mens, *le grand Chérifat de la Mecque et la révolte arabe*, dans la revue *Etudes*, du 5 décembre 1916, pp. 553-578. — (5) *Id.*, p. 32. — (6) *Brit. doc.*, t. X, part. 2, p. 824, note II. Voir aussi le *Figaro* et le *Temps* du 18 novembre 1912, l'*Eclair* du 2 décembre 1912, ainsi que la *Vérité sur la question syrienne*, publié par ordre du gouvernement ture. — (7) *Brit. doc.*, t. X, part. 2, p. 825.

lutions qui eurent à l'époque un grand retentissement : assurer aux Arabes ottomans l'exercice de leurs droits politiques, en rendant effective leur participation à l'administration centrale de l'empire (art. 2) ; établir une décentralisation administrative répondant aux besoins de chaque province syrienne (art. 3) ; reconnaître la langue arabe au parlement ottoman et la considérer comme langue officielle dans les pays syriens et arabes (art. 5), etc... (8). Ces demandes n'étaient pas excessives ; on n'osait pas encore avouer publiquement la volonté de se détacher de la Turquie. L'un des membres du Congrès ne le déclara-t-il pas sans ménagements au ministre des Affaires étrangères de France : « Nous ne pouvons accepter de la France plus qu'un appui, parce que nous voulons rester Ottomans », dit-il (9).

Ces hésitations ne devaient pas se prolonger très longtemps encore. La guerre donna aux Arabes l'occasion de dévoiler leurs véritables intentions.

SECTION PREMIÈRE

La préparation de la révolte

« Au moment où la Turquie tira l'épée, une idée favorite, longtemps caressée par Kitchener, se réveilla dans son esprit : fonder un Etat indépendant en Syrie et en Arabie » (10). Cette idée, longtemps caressée, d'après le témoignage du biographe de lord Kitchener, ne fut cependant jamais confiée à personne. Le haut-commissaire en Egypte, devenu, dès les débuts des hostilités, ministre de la guerre à Londres, avait chargé son ancien secrétaire au « Bureau arabe », sir Ronald Storrs, de maintenir le contact avec le Chérif de la

(8) Texte des résolutions dans : *Brit. doc.*, t. X, part. 2, p. 826.

— (9) Cité par Saïd, I, p. 42. — (10) Arthur, p. 173.

Mecque, et de suivre l'évolution du conflit qui, depuis deux ans déjà, avait éclaté entre la Porte et le Chérif Hussein.

1. - Premiers contacts avec l'Angleterre

Ce conflit avait des origines modestes. Hussein, jaloux des pouvoirs qu'il détenait dans les Lieux-Saints, intriguait contre le nouveau Vali qui voulait l'en déposséder. Dès le printemps de 1912, l'émir Abdullah, second fils du Chérif, de passage au Caire, s'était rencontré avec Storrs et Kitchener, et, sans les entretenir ouvertement de la possibilité d'une entente anglo-hedjazienne, il leur fit comprendre, d'une manière très discrète, que la situation à la Mecque pourrait empirer (11).

A la suite de cette entrevue, il noua des relations très amicales avec Storrs, mais, jusqu'en février 1914, il n'entreprit aucune démarche dans le but de négocier une entente. Le 5 février 1914, il vint au Caire et parla ouvertement à lord Kitchener. Le récit de cette entrevue est rapporté par Storrs, qui y assistait, par M. Georges Antonius qui le tient de l'émir Abdullah lui-même, et par lord Kitchener dans une dépêche confidentielle à lord Edward Grey.

L'émir Abdullah ne se borna pas, cette fois, à relater les dissentiments personnels de son père avec la Porte, mais il exposa les buts du mouvement national arabe. Entrevoyant la possibilité de révocation de son père du Chérifat, il demanda que le gouvernement britannique intervînt auprès de la Porte pour prévenir cette éventualité. Si, malgré cela, ajouta-t-il, la révocation avait lieu, la guerre entre les tribus hedjaziennes et les Turcs en sortirait. Kitchener répondit que, malgré ses pou-

(11) *Brit. doc.*, t. X, part. 2, p. 832. M. Pichon donne une version inexacte de cette conversation (*Partage du Proche-Orient*, p. 71).

voirs théoriquement étendus, la Porte hésiterait à déposer Hussein. Et, à la question d'Abdullah si, en cas de rupture, le Chérif pourrait compter sur l'appui de la Grande-Bretagne, et quel serait cet appui, Kitchener donna une réponse négative, parce que, expliqua-t-il, les relations anglo-turques étaient amicales, et parce que l'Angleterre n'avait pas le droit de se mêler aux affaires intérieures des autres pays (12).

Deux mois après, en avril 1914, Abdullah passa de nouveau au Caire et eut un long entretien avec sir Storrs. Il lui exprima son mécontentement de la politique turque et lui demanda que l'Angleterre fournît des armes et des munitions aux Arabes pour être en mesure de se *défendre* en cas d'*agression* turque. Storrs répliqua que l'Angleterre ne fournirait jamais des armes destinées à combattre une puissance amie (13).

M. Amine Saïd rapporte qu'une dernière entrevue eut lieu encore entre Storrs et Abdullah, au Caire, le 22 août 1914, et que Storrs remit à l'émir une lettre officielle destinée au Chérif, le remerciant, au nom du gouvernement britannique, d'assurer la sécurité et le confort des pèlerins hindous, et lui confiant que la Grande-Bretagne ne verrait aucun inconvénient à ce que le Califat retournât aux Arabes (14). Aucune confirmation de cette lettre n'est donnée par les documents officiels ni par les Mémoires des hommes politiques anglais.

Toujours est-il qu'en septembre 1914, Storrs suggéra de reprendre les négociations avec le Chérif. Le 24 septembre, une dépêche de Kitchener l'autorisait à s'informer auprès d'Abdullah par l'intermédiaire d'un messenger secret, sur les intentions de Hussein et sur

(12) *Brit. doc.*, t. X, part. 2, pp. 827 et 832, et Storrs, *Orientations*, pp. 142-143. Voir aussi : Antonius, pp. 127-128 et Saïd, t. I, p. 126. — (13) Storrs : *id.*, p. 143 et *Brit. doc.*, t. X, part. 2, p. 832. — (14) Saïd, t. I, pp. 126-127.

l'attitude qu'il entendait adopter au cas d'un conflit avec la Turquie. « Sera-t-il avec nous ou contre nous? » s'inquiétait Kitchener (15).

Contre l'Angleterre? le Hedjaz n'y avait aucun intérêt. Au contraire, il avait tout à gagner en se dressant contre la Turquie. D'autant plus que, du fait de la guerre, les pèlerinages — source principale des revenus privés et publics au Hedjaz — allaient devenir rares, et qu'il fallait trouver d'urgence un moyen de compenser les pertes qui en résulteraient... (16).

Le messenger de Storrs, déguisé en pèlerin, arriva à Djeddah le 8 octobre, et se rendit aussitôt à la Mecque où il ne rencontra Abdullah et son père que le 20 octobre. Le Chérif consulta ses deux fils, Abdullah et Fayçal, avant de dicter sa réponse. Le premier se déclara favorable à une révolte armée, mais Fayçal conseilla d'attendre et d'observer les événements avant de se décider, parce que, dit-il, les garanties offertes étaient insuffisantes et les pays arabes étaient encore mal préparés à une insurrection générale. Hussein fit un compromis. Il donna à Storrs une réponse vague qui n'était ni une adhésion ni un refus. En même temps, il ordonna de dépêcher des émissaires dans les pays voisins pour le renseigner exactement sur l'état de l'opinion et les chances de succès d'une révolte éventuelle (17).

Quelques jours après, le 31 octobre, un message télégraphique de lord Kitchener à l'émir Abdullah contenait l'ébauche d'une alliance. « Si la nation arabe assiste l'Angleterre dans cette guerre, celle-ci lui don-

(15) Storrs, *ouv. cit.*, p. 173. — (16) Saïd, t. I, pp. 121-122; insiste avec raison sur les origines économiques immédiates de la révolte. —

(17) Antonius, pp. 131-132 (d'après le récit de Hussein et ses fils), et Storrs, p. 176. Le texte de la réponse n'est pas lui-même publié.

nera la garantie qu'aucune intervention étrangère n'aura lieu en Arabie, et assistera les Arabes contre toute agression extérieure » (18).

D'après M. Antonius, — qui ne cite pas ses sources — ce message promettait aussi à Hussein de le reconnaître comme Calife de tous les Musulmans (19). Le même messenger qui avait porté la première lettre en octobre (un Egyptien qu'on appelait « Ali Effendi ») fit une seconde fois le voyage de la Mecque, s'acquitta de sa mission et était de retour au Caire le 10 décembre. La réponse du Chérif était qu'il ne pouvait rompre actuellement avec les Turcs, et qu'il attendrait une occasion plus favorable, capable de lui fournir un « prétexte raisonnable » (20).

Les Anglais ne revinrent pas immédiatement à la charge. Maxwell, qui avait été chargé par Kitchener d'organiser la défense de l'Egypte, avait pourtant conseillé un rapprochement anglo-arabe : « Je ne sais quelle est la politique du Foreign Office, écrivait-il, mais je crois que nous devrions nous rapprocher des Arabes de la Mecque et du Yémen et les soulever contre les Turcs » (21).

Le Foreign Office avait préféré attendre, sans doute parce qu'il n'escomptait pas une décision rapide du côté du Chérif. Les grandes batailles des Dardanelles et des Balkans étaient commencées, et Hussein attendrait probablement, avant de se déclarer, que la situation militaire se fût un peu plus éclaircie. La diplomatie britannique emprunta une voie indirecte pour maintenir le contact avec la Mecque. Un ami personnel de sir Reginald Wingate, gouverneur du Soudan, et du

(18) Stors, p. 176 ; Arthur, p. 174. — (19) Antonius, p. 133. — (20) Storrs, p. 177. Amine Saïd fait un récit fantaisiste de ces négociations (t. I, pp. 127, 128), d'autant plus étonnant qu'il donne des lettres en question un texte qu'il affirme être authentique. — (21) Arthur, p. 128.

Chérif Hussein, Sayyed Ali El-Merghani, entra en correspondance avec le Chérif de janvier à mars 1915 et lui conseilla de s'entendre avec l'Angleterre. Le Chérif ne s'engagea à rien, mais il laissa entendre que la chose serait bien possible (22).

En attendant, il se gardait bien de rompre avec la Turquie et s'efforçait de prolonger, dans l'esprit des dirigeants turcs, l'illusion qu'il restait inébranlablement fidèle à la cause qu'ils défendaient.

2. - *Dernières relations avec la Turquie*

Fayçal, son second fils, allait entreprendre une série de voyages en Syrie et à Constantinople, pour sonder l'opinion publique arabe, et, en même temps, endormir les soupçons des Turcs.

Dès les premiers jours de la guerre, Hussein avait promis à la Turquie qu'il lèverait au Hedjaz quinze cents « volontaires » bédouins. Ce contingent aurait constitué sa contribution à la « guerre sainte ». Pour équiper ces hommes, il reçut une avance de 60.000 livres en or et des armes en quantité considérable (23). Plus tard — deux jours seulement avant le déclenchement de la révolte — il demandera encore des subsides (24) et obtiendra, de l'aveu d'un de ses agents les mieux informés, 18.000 fusils et 20.000 livres (25).

Ce double jeu se poursuivit très longtemps dans les relations de Fayçal avec les autorités turques. L'histoire de ces relations a été contée par MM. Antonius et Amine Saïd, d'après les confidences de Hussein et de ses fils. Le premier voyage de Fayçal avait deux buts distincts:

(22) Cette correspondance est résumée par Antonius, pp. 143-144.

— (23) Djemal : *Mémoires*, 388. — (24) *Id.*, 392-393. — (25) Nassib Bakri, cité par Saïd, I, 118.

l'un, avoué, était de se plaindre à Constantinople des agissements de Wahib Pacha, vali du Hedjaz, et d'obtenir sa révocation; l'autre, caché, de prendre contact avec les leaders des sociétés secrètes syriennes et de mesurer les chances de succès du soulèvement projeté. La démarche auprès du gouvernement de Constantinople réussit pleinement : Wahib Pacha fut renvoyé, et Enver promit aux Arabes toute l'aide dont ils avaient encore besoin pour équiper les quinze cents volontaires bédouins (26). Les pourparlers avec les sociétés secrètes donnèrent également à Fayçal complète satisfaction. Yassine al-Hachimi, qui devait devenir plus tard son premier ministre en Irak, et qui était, à cette époque, militant nationaliste très actif à Damas, lui dit tout son optimisme au sujet des chances de succès du soulèvement et l'assura même que le Hedjaz n'aurait point à fournir des troupes : les forces syriennes suffiraient.

Tout ce qu'il demanda, ce fut un appui personnel de Hussein et de ses fils : descendants du Prophète, ils avaient seuls assez de prestige pour se mettre à la tête du mouvement d'émancipation et de galvaniser toutes les volontés (27).

D'autre part, le 23 mai 1915, un mémoire, rédigé par les dirigeants nationalistes de Damas, fut remis à Fayçal. Destiné à être communiqué à Hussein, il indiquait les bases qui, d'après les notables syriens, devaient fonder l'alliance avec l'Angleterre. Le texte de ce mémoire a été communiqué par Fayçal lui-même à M. Antonius qui en donne, dans son ouvrage, une traduction en langue anglaise (28).

L'idée centrale en était la reconnaissance, par la

(26) Saïd, I, 108. — (27) Saïd, I, 109. — (28) Antonius, 157-158.

Grande-Bretagne, de l'indépendance des pays arabes dans les frontières suivantes :

— au nord : une ligne allant de Mersine-Adana au 37° parallèle N; et de là, le long de la ligne Birejik-Urfa, Mardine, Midiat, Djéziret-ben Omar, Amadia et la frontière persane;

— à l'est: la Perse jusqu'au Golfe de Bassorah;

— au sud: l'Océan indien (à l'exception d'Aden, dont le statut spécial serait maintenu);

— à l'ouest: les côtes de la mer Rouge et de la Méditerranée jusqu'à Mersine.

L'alliance avec la Grande-Bretagne devait avoir un caractère défensif, et accorder aux Anglais, en contrepartie de leur assistance, une priorité économique générale.

On reconnaîtra là les revendications essentielles du Chérif, telles qu'elles furent exposées dans sa première lettre à sir Henry Mc Mahon.

Cependant, les relations officielles turco-hedjaziennes restaient très amicales. En janvier 1916, alors que l'accord avec la Grande-Bretagne était sur le point d'aboutir, Fayçal arriva à Damas et mit à la disposition de Djémal cinquante cavaliers (29).

Ce geste n'avait, aux yeux de Djémal, qu'une valeur symbolique. Cinquante cavaliers pouvaient, certes, être utiles, mais le Chérif en était loin encore des quinze cents « volontaires » parfaitement équipés et entraînés. Fayçal expliqua aisément les difficultés de réalisation immédiate de ce projet et redoubla les assurances platoniques de fidélité (30).

Un incident survenu à cette époque allait troubler les relations turco-arabes. Djémal, après avoir encouragé

(29) Saïd, I, 110. — (30) Djémal, *Mémoires*, 393, Saïd, I, 111.

et même financé le parti de l'Islah à Damas, découvrit soudain que ce prétendu parti turcophile travaillait en réalité contre les Turcs « oppresseurs ». Il les arrêta, les déféra à une sorte de tribunal militaire où toutes les garanties étaient supprimées et les fit condamner à mort. Il en fit de même pour des dizaines d'autres notables syriens et libanais, chrétiens et musulmans (31).

Le Chérif Hussein intervint. Il télégraphia au mois de mars 1916 à Enver (32), lui demandant, outre l'élargissement de tous les inculpés politiques, la réalisation de la décentralisation en faveur de la Syrie, et la reconnaissance de la dynastie hachémite à la Mecque, héréditaire dans la famille du Chérif. En échange, il promettait d'envoyer des troupes en Palestine et en Mésopotamie, sous le commandement de ses fils. Si ces demandes n'étaient pas agréées, le Chérif laissait entendre qu'il ne faudrait point compter sur son appui.

Enver en fut extrêmement irrité. Il conseilla au Chérif de se « mêler de ce qui le regardait », lui rappela que son fils Fayçal se trouvait toujours à Damas à la merci des autorités militaires et lui intima l'ordre d'envoyer sans délai le contingent qu'il avait promis (33).

En même temps Enver donnait connaissance à Djémal de la dépêche de Hussein. Djémal fit venir Fayçal et lui tint un langage violent. Celui-ci répondit qu'à l'origine de cet « incident regrettable » il y avait certainement un simple malentendu qu'il se chargeait de dissiper, et qu'il écrirait à son père dans ce sens (34).

(31) Voir au sujet de ces exécutions, les documents publiés par Djémal dans le *livre rouge : La vérité sur la question syrienne*, ainsi que les *Mémoires de Djémal*, pp. 348, 352, 355, 369. — (32) Le texte des télégrammes échangés est cité par Saïd, I, 111. — (33) *Id.* — (34) Djémal : *Mémoires*, 378.

A Hussein aussi arriva une communication de Djémal. Elle réitérait le refus catégorique et brutal d'Enver et expliquait sans vergogne au Chérif qu'à supposer que ses demandes fussent agréées, les avantages qui lui seraient ainsi accordés ne tarderaient pas à lui être enlevés après la guerre; une expédition militaire s'en chargerait (35).

Ce langage n'était certes pas destiné à dissiper les appréhensions du Chérif ni à lui donner des illusions sur les avantages d'une entente avec les Turcs. A Enver il fit comprendre que l'envoi du contingent dont il était question dépendait du retour de Fayçal, et qu'au surplus, la sécurité de son fils devait être un point d'honneur pour le Gouvernement du Sultan (36). Et à Djémal il se contenta d'exprimer tout son désappointement. Celui-ci convoqua de nouveau Fayçal, lui prodigua, comme il était naturel, des violences de langage inouïes, exigea que son frère Ali vînt à Damas se mettre à la disposition du gouvernement, et que son père Hussein renonçât définitivement à ses projets « absurdes ». Autrement, conclua-t-il, je préparerai une expédition militaire contre le Hedjaz, et je saurai réduire votre père à l'obéissance » (37).

Ce que Djémal ignorait ce jour-là, c'était que la révolte, mûrement préparée, était sur le point d'éclater. « Par Allah, écrivait-il dans ses Mémoires, si je l'avais su à temps, j'aurais arrêté Fayçal à Damas, son frère Ali à Médine, et j'aurais envoyé sur le champ une division turque en Arabie pour arrêter le Chérif Hussein et écraser dans l'œuf cette insurrection maudite » (38).

Fayçal se préoccupait alors de trouver un moyen de quitter Damas et de rejoindre les siens. Il demanda à

(35) *Id.*, p. 378. — (36) Saïd, I, 111. — (37) *Djémal*, p. 379. — (38) *Id.*, 387-388.

Djémal de l'autoriser à regagner Médine, afin, dit-il, d'aider au recrutement des volontaires. Djémal accepta. Plus tard, il prétendra que les raisons invoquées par Fayçal pour motiver son voyage ne lui avaient pas paru suffisantes, et qu'il le suspecta de vouloir préparer quelque complot; c'est pourquoi il alerta ses lieutenants en Arabie et dépêcha deux officiers à Médine pour organiser la défense de la ville (39).

Le fait est que Fayçal put s'éloigner. Il arriva à Médine à la fin du mois de mai 1916. Hussein lui écrivit pour lui dire les inquiétudes que lui inspiraient les concentrations de troupes à Médine, et sa décision de commencer la révolte dans le plus bref délai. Fayçal, au témoignage de M. Amine Saïd, lui conseilla d'attendre jusqu'à la fin des récoltes, au mois d'août, afin que tous les bédouins pussent participer aux opérations (40).

Ce qui, vraisemblablement, finit par hâter la décision du Chérif, ce fut une dépêche d'Enver, du 30 mai, d'un ton très menaçant, avertissant clairement Hussein que sa patience était à bout et que, s'il persistait dans son attitude, il ne tarderait pas à être impitoyablement châtié (41).

A la suite de cette dépêche, Ali et Fayçal, qui se trouvaient à Médine, furent rappelés secrètement à la Mecque. Il était, en effet, très imprudent pour eux de rester à Médine où se tenait une forte garnison turque. Ali demanda au gouverneur de la ville, Fakhri bey, de l'autoriser à rentrer à la Mecque pour quelques jours et l'informer que son frère Fayçal était disposé à le remplacer jusqu'à son retour. Ce qui fut convenu. Ali partit le soir et Fayçal l'accompagna en dehors de la ville et

(39) *Id.*, 393. — (40) Saïd, I, 117. — (41) *Id.*

jusqu'au camp des volontaires hedjaziens. Mais, au lieu de lui faire ses adieux et de rebrousser chemin, il fit lever le camp et prit précipitamment la route de la Mecque, accompagné de son frère et de leurs hommes (42).

Le lendemain, 2 juin 1916, la rupture était consommée.

Une communication téléphonique de Médine prévint Djémal de la fuite des deux frères, et lui apprit, en outre, que le Chérif Hussein avait adressé trois lettres : au Sultan, à Djémal et à Fakhri, leur notifiant la rupture de toutes les relations jusqu'à ce que ses demandes eussent reçu complète satisfaction (43).

SECTION II

La Révolte

Les Alliés avaient triomphé à la Mecque. De juillet 1915 à mars 1916, les échanges de vues avaient repris entre le Chérif Hussein et sir Henry Mc Mahon, haut-commissaire de Grande-Bretagne au Caire, avec la volonté d'aboutir à un accord. Il y eut en tout dix lettres échangées : cinq de Hussein et cinq de sir Mc Mahon. Les retards constatés entre les réponses sont dus au fait qu'un messenger spécial allait du Caire à la Mecque, et *vice-versa*, pour conserver aux négociations leur caractère ultra-secret.

1. - *La correspondance Hussein-Mc Mahon*

Le texte intégral des lettres n'a été publié qu'en 1939, à Londres, par ordre du gouvernement britannique,

(42) *Id.*, d'après les propres récits de Fayçal, Ali et Nassib-Bekri).

— (43) Djemal, 393-395.

sous le titre : *Correspondence between sir Henry Mc Mahon and the Sherif of Mecca*. Avant cette date, plusieurs auteurs en avaient cité des passages importants, mais le caractère privé de ces citations obligeait à les utiliser avec réserve. M. Amine Saïd a publié, dans la première partie de son ouvrage sur la *Révolte arabe* le texte *arabe* des lettres (44). M. Antonius les a traduites en anglais, d'après l'original mis à sa disposition par Hussein lui-même (45). Les auteurs français se basent tous sur la note officieuse qui avait été insérée dans le *Temps* du 19 septembre 1919, et qui donnait les passages essentiels concernant le statut territorial des pays arabes. Dernièrement, M. Georges Meyer, dans un article de la *Revue politique et parlementaire* (46), traduisait les lettres Mc Mahon-Hussein, mais cette traduction n'est ni complète ni fidèle. A défaut de publication officielle en langue arabe, on utilisera ici le texte officiel anglais paru à Londres en 1939.

On a l'habitude d'analyser chaque lettre à part, suivant l'ordre chronologique. Il serait peut-être préférable d'en donner une analyse logique par matières, pour mieux suivre le déroulement des négociations sur chacun des points contestés.

Les lettres ont été écrites aux dates suivantes :

- | | | |
|------------------------|--------------------|----------------------|
| 1 ^{re} lettre | Hussein-Mc Mahon : | 14 juillet 1915 (47) |
| 2 ^e — | Mc Mahon-Hussein : | 30 août — |
| 3 ^e — | Hussein-Mc Mahon : | 9 sept. — |
| 4 ^e — | Mc Mahon-Hussein : | 24 octobre — |
| 5 ^e — | Hussein-Mc Mahon : | 5 nov. — |
| 6 ^e — | Mc Mahon-Hussein : | 14 déc. — |

(44) Saïd, t. I, pp. 130-144. — (45) Antonius, pp. 413-427 (voir p. 182). — (46) *Revue politique et parlementaire*, janvier 1939, pp. 47 et suiv. — (47) Cette première lettre n'est ni signée ni datée, mais jointe à un message personnel du Chérif à Storrs, daté du 2 *Ramadan* 1333 (14 juillet 1915).

- 7° — Hussein-Mc Mahon : 1^{er} janv. 1916
8° — Mc Mahon-Hussein : 25 janv. —
9° — Hussein-Mc Mahon : 18 février —
10° — Mc Mahon-Hussein : 10 mars —

a) *La question de l'indépendance :*

Le gouvernement britannique, sur la demande de Hussein (1^{re} et 3^e lettres), promet officiellement de reconnaître l'indépendance des Arabes et s'engagea, dans la lettre n° 6, à ne signer le traité de paix que « s'il contenait, parmi ses principales clauses, la liberté des peuples arabes et leur *libération du joug allemand et turc* ». Cette formule était élastique et pouvait très bien s'accommoder de l'établissement d'un « mandat » ou autre forme similaire d'intervention franco-anglaise déguisée.

b) *La question du Califat :*

Le Chérif proposa (lettre n° 1) que l'Angleterre consentît à la proclamation d'un Califat arabe pour les Musulmans. La réponse de Mc Mahon (lettre n° 2), confirma les promesses antérieures de lord Kitchener : reconnaître le Califat *quand il aura été proclamé*, et accepter que le Calife fût de « sang arabe ».

c) *Les frontières du futur royaume arabe :*

Les deux questions précédentes n'avaient qu'un intérêt théorique. Le point essentiel consistait à déterminer les limites géographiques du futur royaume arabe. Dès sa première lettre, le Chérif exposait ses revendications : au nord, une ligne allant de Mersine-Adana jusqu'au 37° de latitude nord, en comprenant Birijik, Urfa, Mardine, Midiat, Djéziret Ibn-Omar, Omadia, et, de là, jusqu'aux frontières de la Perse. A l'est : les fron-

tières de Perse jusqu'au Golfe Persique. Au sud : l'Océan indien, à l'exception d'Aden où le *statu quo* sera maintenu. A l'ouest : la mer Rouge et la Méditerranée jusqu'à Mersine.

Sir Henry Mc Mahon essaya d'abord de se dérober. En ce qui concerne les frontières, répondit-il (lettre n° 2), étudier de « tels détails — alors que le temps presse et que la guerre est en cours — paraît prématuré, d'autant que la Turquie occupe d'une façon complète une grande partie des territoires auxquels vous avez fait allusion dans votre proposition ».

Le Chérif en fut agacé, et ne le cacha point : se plaignant de « l'obscurité, de la froideur et de l'hésitation » de la réponse anglaise, il insista (lettre n° 3) sur l'importance primordiale qu'il attachait à la délimitation des frontières.

Le gouvernement anglais se décida alors à discuter franchement, et autorisa son représentant au Caire à faire parvenir au Chérif ses concessions. La lettre de Mc Mahon, datée du 24 octobre 1914, se trouve ainsi constituer le document le plus important de toute la série.

1° l'Angleterre ne faisait aucune objection à ce que la frontière méridionale fût l'Océan indien;

2° à l'est, elle faisait des réserves sur les vilayets de Bagdad et de Bassorah. « Les Arabes reconnaîtront... que les intérêts de la Grande-Bretagne exigent un *arrangement administratif particulier* en vue de mettre ces régions à l'abri de toutes les agressions extérieures. » Les modalités de cet « arrangement administratif particulier » n'étaient pas précisées. Le Chérif répliqua (lettre n° 5) que cette région de l'Irak jouit d'une vénération particulière de la part des Arabes pour des raisons historiques et religieuses et qu'ils ne consentiraient jamais à la céder; toutefois, ajoutait-il,

pour faciliter l'entente, nous acceptons que la Grande-Bretagne l'occupe provisoirement, pour une durée fixée d'avance, et contre paiement d'une indemnité annuelle. Mc Mahon jugea cette concession insuffisante (lettre n° 6) et réclama une « administration amicale et stable ». C'était dire que la Grande-Bretagne entendait occuper la Mésopotamie d'une façon définitive. Le Chérif le comprit-il? La réponse (lettre n° 7) n'apportait aucune protestation : elle se bornait à réclamer une indemnité équitable pour la durée de l'occupation (ce qui pourrait faire supposer que, dans son esprit, l'Irak ne serait pas abandonné complètement).

3° Au nord, le document fondamental (lettre n° 4) faisait remarquer que les régions de Mersine et d'Adana n'étaient pas purement arabes. Le Chérif y renonça tout de suite (lettre n° 5).

4° En ce qui concerne les frontières de l'ouest, les contestations allaient être nombreuses et durables. La raison en était que l'Angleterre, s'étant réservé la Mésopotamie, entendait réserver, au surplus, les droits de la France sur la côte méditerranéenne. Les négociateurs arabes ne pouvaient fléchir sur ce point, parce que la côte méditerranéenne constitue la plus belle partie des territoires qu'ils revendiquaient. La lettre n° 4 stipulait que « certaines régions syriennes situées à l'ouest des *districts* (retenir ce terme parce qu'il sera l'objet des discussions autour de la Palestine) de Damas, Homs, Hama et Alep, n'étant pas purement arabes » devaient être exclues des frontières de l'Etat futur. Le Chérif protesta (lettre n° 5) qu'« Alep, Beyrouth et leurs côtes étaient purement arabes », et que leurs habitants, Chrétiens et Musulmans, appartenaient tous à la même race. Ces arguments furent sans effet sur les Anglais, qui proposèrent d'ajourner le règlement des questions de Beyrouth et d'Alep, parce que

« la France y avait des intérêts » ; ils promirent seulement d'examiner avec soin les points laissés en suspens et d'aviser Hussein du résultat en temps opportun (lettre n° 6). Le Chérif allait-il abandonner la côte ? Sa réponse du 1^{er} janvier 1916 (lettre n° 7), maintenait énergiquement son refus. Il déclara avoir atteint les limites extrêmes qu'il pouvait consentir, et que son attitude conciliante lui avait été dictée par son désir de ne pas troubler les relations franco-anglaises pendant la guerre. « Mais, après la guerre, ajouta-t-il, nous revendiquerons Beyrouth et ses côtes. » Mc Mahon retint le « désir du Chérif d'éviter tout ce qui est susceptible de nuire à l'alliance de l'Angleterre et de la France » (la formule employée par le Chérif n'avait pas cette portée générale, mais Mc Mahon l'élargit peut-être à dessein), et laissa entendre à Hussein qu'il ne pourrait compter après la guerre sur la Grande-Bretagne pour appuyer ses revendications contre la France, parce que l'entente franco-anglaise sera alors plus forte qu'elle ne l'a été pendant la guerre (lettre n° 8).

Là-dessus, les controverses relatives à la délimitation des frontières cessèrent complètement. L'Angleterre n'avait pas reculé d'un pas, depuis sa première lettre du 24 octobre 1914. Hussein, au contraire, avait dû abandonner au nord Mersine et Adana, à l'est Bagdad et Bassorah, et à l'ouest il avait accepté que l'Angleterre ne donnât pas un engagement formel sur les parties du littoral situées « à l'ouest des districts de Damas, Homs, Hama et Alep ». C'était un échec manifeste. Les Arabes s'engagèrent à la légère du côté des Alliés, avant même de savoir quelles étaient les conditions du contrat.

d) *Les autres stipulations :*

Ils s'attachèrent à des questions secondaires : alliance future avec l'Angleterre, privilèges reconnus aux entreprises britanniques, statut des fonctionnaires, question des Lieux-Saints, etc...

Dans le but de sauvegarder l'indépendance des pays arabes, et d'assurer la préséance de l'Angleterre dans ces pays, le gouvernement anglais et le gouvernement arabe collaboreront pour s'opposer à toute force qui attaquerait l'une des parties. Cette collaboration sera effective en tous cas, dans les domaines militaire, maritime et aérien. La paix ne sera signée qu'avec l'agrément des deux parties. Si l'un des contractants commet un acte d'agression contre un tiers, l'autre contractant restera neutre. La durée de l'alliance était fixée à quinze ans (lettre n° 1).

Le Chérif reconnut la préséance de l'Angleterre dans toutes les entreprises économiques, mais seulement en cas d'égalité des conditions (lettre n° 1). Il consentit, en outre, à n'engager que des techniciens de nationalité britannique pour « l'organisation des bureaux administratifs du royaume », à condition de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Etat (lettre n° 5). Il accepta, enfin, que la Grande-Bretagne s'arrogeât le droit de protéger les Lieux-Saints contre toute agression extérieure et de garantir leur inviolabilité (lettre n° 4), ce qui revenait à inviter les Anglais à demander des bases en Palestine.

2° *Les opérations*

Sur l'histoire militaire de la révolte arabe, nous n'insisterons pas ici (48). Les opérations se déroulèrent dans

(48) Consulter : Lawrence, Brémond, Liman von Sanders, *l'histoire officielle des armées françaises* et *l'Official history of the war* (voir la table bibliographique).

la presqu'île arabique, puis en Palestine. Les troupes arabes, commandées par les fils de Hussein, et principalement par Fayçal (que secondaient le colonel Lawrence et plusieurs officiers syriens et irakiens), s'incorporèrent dans les armées alliées, luttant sous le haut commandement du maréchal Allenby. Elles manœuvrèrent surtout sur la ligne du chemin de fer du Hedjaz afin de couper les communications entre Damas et Médine. Dès le 10 juin 1916, elles attaquaient simultanément les garnisons turques de Djeddah, Médine, la Mecque et Taïf. Médine, protégée par des effectifs importants, résista jusqu'à la fin de la guerre. Les autres villes d'Arabie tombèrent entre les mains des insurgés. La prise d'Akaba ouvrit la route de la Palestine et permit la jonction des troupes arabes avec le gros des forces alliées venant d'Egypte. Les villes de Palestine et de Transjordanie tombèrent ensuite l'une après l'autre. Les Turcs, refoulés vers le nord, évacuèrent Damas où Fayçal fit une entrée triomphale.

Pour motiver sa rébellion contre le Calife aux yeux du monde musulman, le Chérif avait lancé, le 27 juin 1916, une longue proclamation déclarant la politique des Jeunes Turcs contraire aux traditions et préceptes de l'Islam, et rappelant les persécutions qu'ils avaient organisées contre les Arabes de Syrie. Après avoir accusé les Turcs (injustement d'ailleurs) d'avoir bombardé les Lieux-Saints de la Mecque, le Chérif concluait : « Le but que nous poursuivons est le triomphe de la religion islamique et le relèvement de la condition des Musulmans » (49).

Le 30 octobre 1916, Hussein fut proclamé « Roi des Arabes » ; la France et l'Angleterre ne lui reconnurent,

(49) Texte intégral de cette proclamation dans : Saïd, t. I, pp. 149-157. Voir aussi : Marin, pp. 66-99 (extraits).

deux mois plus tard, que le titre de « Roi du Hedjaz » (50).

Mais ce qui nous concerne ici, ce sont principalement les faits diplomatiques et juridiques.

3° *Les rapports franco-anglo-arabes*

Le Chérif Hussein avait confiance dans ses Alliés. Il s'était rangé de leur côté avant d'obtenir toutes les garanties qu'il désirait, parce qu'il comptait moins sur les contrats dûment rédigés et signés que sur le sentiment de justice inné dans le cœur des hommes ! Dès les débuts de la guerre, par exemple, il visait à la possession du littoral syrien, et cependant, il ne voulut pas toujours le revendiquer, parce qu'il était sûr que l'amitié des Anglais allait le lui procurer (51). Fayçal, au contraire, était méfiant, et, en tous cas, avisé. On l'a parfois accusé d'avoir mené des négociations de paix séparée avec les Turcs. Le fait est qu'il avait reçu lui-même des offres de Djémal et que les Anglais, à qui il les fit loyalement connaître, lui conseillèrent de ne pas opposer à l'adversaire une fin de non recevoir brutale, mais, au contraire, d'échanger avec lui une correspondance « brillante et longue » et de lui proposer des conditions alléchantes afin de le brouiller avec les autres dirigeants turcs auxquels ces conditions seraient communiquées (52). Liman von Sanders, qui commandait en chef les troupes turques, s'aperçut rapidement que les propositions de Fayçal n'étaient qu'une ruse de guerre (53). Sur la bonne foi et la générosité de ses Alliés, Fayçal ne se faisait aucune illusion. Ce qui le

(50) Marin, p. 105. — (51) Télégramme de Georges Picot du 13 décembre 1918, cité par Brémond : *Le Hedjaz*, etc..., p. 321 ; voir aussi pp. 54-56 : rapport de Ben Ghabrit. — (52) Lawrence, p. 692. — (53) Liman von Sanders, pp. 303-304.

préoccupait au plus haut point, c'était d'acquérir à leur encontre des garanties de fait, de les forcer à souscrire à sa politique. « L'Angleterre, la France et moi, aurait-il dit, sommes des commerçants devant un bien sans maître. N'est-il pas logique que chacun cherche à se l'approprier en devançant les autres ? » (54). Il faut avouer que ces méthodes ne lui ont pas très bien réussi.

La Grande-Bretagne offrait résolument tout son appui au mouvement arabe. Le montant total des dépenses qu'elle fit en Arabie, tant en matériel qu'en numéraire, s'éleva à près de dix millions de livres sterling (55). Les hommes qui la représentaient en Orient étaient, pour la plupart, sympathiques aux Arabes. Le colonel Lawrence, en particulier, qui fut le cerveau de la révolte, participa personnellement aux combats les plus durs, et sut gagner la confiance des Bédouins en s'habituant à leur genre de vie. Il n'était ni un diplomate ni un expert militaire, mais il se mêla de tout avec bonheur et devint le conseiller écouté de Fayçal. Les autres, sir Mark Sykes, sir Ronald Storrs, Clayton, et, à leur tête, Allenby et Mac Mahon, peu connus des masses, mais vénérés des Chefs, s'étaient réservés la « haute politique » et le soin de diriger de loin le mouvement arabe dans un sens conforme aux intérêts de leur pays. L'idée fondamentale était de fonder un Etat vassal. Aider les Arabes sans aller jusqu'à les rendre menaçants, telle était la politique immédiate qu'il fallait adopter. L'Angleterre fit des promesses séduisantes aux Arabes, aussi longtemps qu'elle avait besoin de leur concours pour battre la Turquie, et, quand ils cessèrent d'être utiles, elle les lâcha (56).

(54) Brémont : *ouvr. cité*, p. 308. — (55) Lawrence, p. 208. —

(56) Voir *infra*, p. 97-99,

La France ne pouvait adopter, à l'égard du soulèvement arabe, une attitude plus nette que celle de la Grande-Bretagne. Ses intérêts étaient plus complexes encore que ceux de ses alliés. Il lui fallait tout d'abord, prêter une certaine aide au Chérif, pour vaincre l'ennemi commun, et pour faire preuve de bonne volonté à l'égard de l'Angleterre. Mais cette aide devait nécessairement être limitée. Le gros des forces françaises était engagé sur le « théâtre principal de la guerre », comme on disait alors, et il était dangereux de l'affaiblir. De plus, une participation ouverte au côté des Arabes paraissait à certains dirigeants français une erreur politique grave : si on favorisait l'établissement d'un royaume arabe indépendant, il fallait s'attendre à voir les possessions nord-africaines réclamer des avantages analogues (57).

On adopta donc des demi-mesures. Une mission militaire dirigée par le colonel Brémont (aujourd'hui général), fut envoyée en Egypte dans le but d'établir des relations permanentes avec la Mecque, de veiller à la sauvegarde des intérêts français, et de fournir aux insurgés l'aide dont elle pouvait disposer : peu de matériel, encore moins d'hommes, mais surtout des conseils et des directives (58). Au milieu de janvier 1918, l'effort français en Arabie était fait par 17 officiers, 356 hommes, 10 canons, 6 mitrailleuses et 47 fusils-mitrailleurs (59).

Cette situation plaçait la France dans un état d'infériorité par rapport à la Grande-Bretagne et diminuait son prestige aux yeux des Arabes. Les hommes d'Etat

(57) Voir Poincaré, VII, 363. — (58) Les instructions données par l'état-major français au Colonel Brémont sont publiées dans son livre : *Le Hedjaz dans la guerre mondiale*, pp. 38-41 ; voir aussi p. 97. — (59) *Id.* p. 226. Pour une étude plus détaillée, voir aussi *l'Asie française*, janvier 1920, pp. 135-140.

britanniques ne manqueront pas, plus tard, d'exploiter ce fait pour alléguer que les prétentions de la France en Syrie étaient disproportionnées avec l'effort qu'elle avait consenti (60). Certains Français de l'époque virent tout de suite le danger. Le 14 novembre 1918, M. Georges Picot demandait 20.000 hommes de troupes (61). Bien avant cette date, et à plusieurs reprises, le colonel Brémont avait demandé des renforts importants. Il vint en personne à Paris dans l'espoir de convaincre les membres du gouvernement de la nécessité de participer plus activement à la guerre dans le Proche-Orient. Ses efforts, ainsi que ceux de M. Picot restèrent vains. L'état-major estimait qu'on ne pouvait affaiblir le front principal (62), et Clémenceau semblait n'attacher aucune importance à la guerre de Syrie et de Palestine : « Oui, la Syrie, je sais de quoi il s'agit, répondit-il au colonel Brémont qui lui présentait un plan d'opérations contre la Turquie ; mais je n'ai pas un âme de conquérant. Et puis, c'est loin, et, comme je l'ai toujours dit, la bataille sera gagnée en France et là seulement » (63). Ces propos déconcertèrent l'officier d'état-major qu'était le colonel Brémont, mais il ne put changer la résolution du Président du Conseil.

Il retourna donc en Egypte et en Arabie où il fit de son mieux pour servir les intérêts de son pays — c'est-à-dire, dans la situation qui s'imposait à lui, d'empê-

(60) Voir les arguments invoqués par M. Lloyd George à la séance secrète du Conseil des Quatre, du 20 mai 1919 (Baker, *Woodrow Wilson and the world settlement*), t. III. pp. 1 et suiv. — (61) Télégramme cité par Brémont, *id.* 308. — (62) Télégramme de l'état-major cité par Brémont, *id.*, p. 277. Voir aussi télégramme de Foch à Ribot dans ce sens dans : Ribot, *Mémoires*, p. 173. — (63) Brémont, *id.*, 249.

cher l'extension du mouvement arabe et de limiter ses succès. Cette tâche ingrate lui valut les critiques acerbes du colonel Lawrence (qui semble, au surplus, avoir été son ennemi personnel), et fit naître dans l'esprit des Arabes et des Syriens un sentiment de méfiance à l'égard des intentions secrètes de la France.

Des exemples précis peuvent être cités pour démontrer que le colonel Brémont s'est opposé à ce que l'armée arabe remportât des victoires importantes. Au cours d'une discussion avec Lawrence au sujet de l'opportunité d'une attaque arabe contre Médine, il aurait exprimé l'avis qu'il ne convenait point de donner aux Arabes cette chance. « Le mouvement arabe, dit-il, a atteint son utilité maximum en déclenchant la rébellion de la Mecque; maintenant, les opérations militaires contre la Turquie doivent être laissées entre les mains de la France et de la Grande-Bretagne. L'avantage d'un débarquement allié à Rabigh est précisément d'éteindre l'ardeur des tribus en rendant le Chérif suspect à leurs yeux. Celui-ci ne pourrait plus s'appuyer que sur les forces étrangères; il dépendrait entièrement de nous, et son salut serait notre œuvre. Une fois la Turquie battue, les puissances victorieuses pourraient, par traité, enlever Médine au sultan et donner la ville à Hussein, avec la souveraineté légale du Hedjaz, pour le récompenser de ses loyaux services » (64).

Si la valeur de ce témoignage est sujette à caution, parce qu'il émane de Lawrence, adversaire de la politique française et ennemi personnel du colonel Brémont, une lettre du ministère de la guerre est, par contre, convaincante : « Il paraît, rapporte-t-elle, y avoir peu d'intérêt à hâter les progrès des Chérifiens, en raison de leurs vues sur Bagdad et la Syrie » (65).

(64) Lawrence, 166-167; voir aussi, p. 268. — (65) Citée par Brémont, *id.*, p. 141.

On pensa gagner la confiance du Chérif, et en même temps, rehausser le prestige de la France, en envoyant à la Mecque quantité de pèlerins musulmans qui étaient tous sujets français. Si Kaddour ben Ghabrit fut placé à la tête de cette « mission française en Arabie » (66) et fut chargé de scruter les intentions secrètes du Chérif et de ses fils et d'en présenter un rapport au gouvernement français — ce qu'il fit. En même temps, il exposa au Chérif le point de vue français, qui était de reconnaître l'indépendance de l'Arabie, et de réserver les droits de la France en Syrie, non pas dans le but « d'asservir les habitants de ces contrées, mais au contraire de faciliter leur évolution » (67).

Les relations ne s'améliorèrent pas pour autant. La méfiance réciproque persista jusqu'au jour où, l'armée arabe de Fayçal ayant été battue à Meyssaloun par les troupes du général Gouraud, elle se transforma en inimitié.

4° *Utilité de la révolte*

Les services rendus par la révolte arabe à la cause générale des alliés ont été différemment appréciés. Certains les ont méconnus, tel M. Lenail, qui put dire à la Chambre des députés, le 25 juin 1920 : « Le roi du Hedjaz, dont on parle tant, réussit à lever, en tout et pour tout, malgré des subsides anglais considérables, une armée de 4.000 hommes. Sur ces 4.000 hommes, il y avait 600 généraux et 1.800 officiers... Lorsqu'il s'agissait de recevoir des coups durs, les Arabes prenaient souvent la fuite » (68).

(66) M. Louis Marin présenta, sous ce titre, un long rapport à la Commission des Finances de la Chambre pour l'obtention des crédits nécessaires. — (67) Voir Brémond, *id.*, p. 165. — (68) *Débats parlementaires de la Chambre*, 1920, p. 2.448.

Ces paroles désobligeantes provoquèrent quelques rires faciles dans l'Assemblée, mais elles n'étaient pas de nature à servir la cause française en Orient.

M. Victor Bérard, par contre, déclara au Sénat, le 28 juillet 1920 :

« C'est grâce à l'alliance des Arabes que nous n'avons pas eu la guerre dans l'ensemble de nos possessions musulmanes ; c'est grâce à leur alliance aussi que nous sommes entrés en Palestine et en Syrie.

« Voilà les faits » (69).

M. Lowell Thomas, qui étudia sur place la révolte arabe, souligne l'« appoint très efficace » qu'elle apporta aux Alliés en débordant les villes saintes de l'Islam et la Syrie méridionale (70).

Mais ne suffira-t-il pas de citer, en faveur des Arabes, ce témoignage de Djémal pacha, qui fut leur pire ennemi :

« Sans la « trahison » du Chérif Hussein, il m'aurait été possible, sinon de chasser les Anglais d'Egypte, du moins de les empêcher d'entrer en Palestine et en Syrie... La trahison du Chérif divisa le monde musulman et dressa la nation arabe contre la nation turque ; elle fit des Arabes les esclaves des Anglais et des Français et obligea les Turcs à s'engager, contre leur ennemi le plus redoutable, dans une lutte perdue d'avance » (71) ; « elle fut le coup décisif contre nos projets sur Suez » (72).

(69) *Id.*, Sénat, 1920, p. 1.523. — (70) Lowell Thomas, p. 257. — (71) Djémal, *Mémoires*, pp. 238-239. — (72) *Id.*, p. 289.

CHAPITRE IV

VALEUR DES ACCORDS

La première question qui se pose à propos de ces deux séries d'engagements (Sykes Picot et Correspondance anglo-arabe), c'est de savoir s'ils se contredisent. M. Robert de Caix l'a affirmé : « Ces engagements (anglo-hedjaziens) présentaient des contradictions avec ceux que l'Angleterre conclut en mai 1916 envers la France » (1).

Ce reproche ne paraît pas justifié. L'Angleterre, loin d'oublier les intérêts de la France, les a formellement réservés dans sa correspondance avec les Arabes. La lettre n° 4, du 24 octobre 1915, stipule expressément que l'Angleterre n'appuiera le Chérif que dans la mesure compatible avec les accords franco-anglais. Et c'est pourquoi elle n'attribua pas le littoral aux Arabes. Si la contradiction existe, elle ne réside point dans la lettre des traités, mais dans leur esprit, et, au lieu de préjudicier à la France, elle ne fait du tort qu'aux Arabes. La France savait que les Arabes avaient reçu des promesses, mais les Arabes ne surent rien de l'existence de l'arrangement Sykes-Picot, et, dans leur esprit, le littoral méditerranéen devait leur revenir après la guerre, parce que sa possession leur était indispensable (lettre n° 7).

(1) *Asie Française*, février-juillet 1919, p. 171.

Reprochera-t-on à l'Angleterre de ne pas avoir mis la France, en temps opportun, au courant des négociations avec le Chérif ? Plusieurs auteurs français l'ont fait. M. Pichon accuse l'Angleterre d'avoir placé la France devant un fait accompli, dont les conséquences devaient peser lourdement sur la bonne entente franco-anglaise et sur les relations de la France avec les Arabes (2). M. Robert de Caix écrit, de même, que l'échange des lettres Mc Mahon-Hussein avait été passé à l'insu du gouvernement français (3). Toute la presse française se fit, au lendemain de l'armistice, l'écho de ces accusations. Et cependant, une fois de plus, elles étaient dépourvues de fondement :

1° Sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office, relate, dans ses Mémoires, que dès le 23 mars 1915, il reçut l'ambassadeur de France et l'informa que le gouvernement britannique pensait favoriser la formation d'un Etat politique musulman indépendant (4).

2° Pour répondre à la campagne de presse déclenchée en France, en 1919, contre la loyauté de l'Angleterre, le gouvernement anglais fit insérer dans le *Temps* des 17 et 18 septembre (5) une série de documents extraits des Archives du Foreign Office et d'où il résultait que : le 23 novembre 1915, sir Arthur Nicholson, sous-secrétaire d'Etat, mit M. Picot au courant des négociations engagées avec le Chérif, et lui apprit que les Arabes revendiquaient avec insistance les régions de Damas, Homs, Hama et Alep ; le 21 décembre 1915, au nom du gouvernement français, acceptait que ces quatre villes fussent administrées par les Arabes sous le contrôle de la France ; le 16 mai 1916, dans la ré-

(2) Pichon : *Partage*, p. 81. — (3) *Asie française*, février-juillet 1919, p. 171. — (4) Grey : *Mémoires*, p. 521. — (5) Voir aussi *l'Asie française*, août-septembre 1919, p. 257, et la *Correspondance d'Orient*, septembre 1919 : p. 170.

ponse de sir Edward Grey à la lettre de M. Combon du 9 mai, il est spécifié que les Arabes occuperont ces quatre villes.

3° Les témoignages de source française confirment ces explications.

M. Poincaré note, le 28 décembre 1915, qu'ayant exposé au Conseil des Ministres ses appréhensions au sujet de l'empire arabe projeté, il lui fut répondu que la France s'était déjà engagée sans qu'il eût été tenu au courant, et qu'il tait déjà trop tard pour revenir sur la discussion (6) ; l'état-major français avertit le colonel Brémont, dans les instructions qu'il lui donna au lendemain de la signature des accords « Sykes-Picot » que la France avait promis de « favoriser la création d'Etats arabes au Levant » (7).

Il ressort donc, de tous ces témoignages, que la Grande-Bretagne a été parfaitement correcte dans ses rapports avec la France.

En face de cette évidence, des publicistes français ont recherché d'autres chefs d'accusation — tant il est vrai qu'on ressentait à ce moment-là le besoin de se quereller avec les Anglais ! Pourquoi, s'écriait-on, l'Angleterre ne nous a-t-elle pas communiqué le texte *intégral* de ses accords avec le Chérif ? Pourquoi n'a-t-elle pas réservé nos droits sur la zone côtière aussi nettement que les siens sur la Mésopotamie ? (Il fallait, paraît-il, mentionner expressément les mots « régime administratif spécial », etc...) (8).

Mais ces chicanes ne durèrent qu'un moment. Motivée par le désir d'agacer les Anglais en contre-partie des froissements qu'ils faisaient subir aux Français en

(6) Poincaré, VII, 363. — (7) Texte des instructions, cité par Brémont, *Le Hedjaz*, p. 97. — (8) Froideveaux : *Asie française*, août-septembre 1919, p. 248.

Syrie, cette saute de mauvaise humeur s'évanouit dès que l'accord se fut réalisé.

Ce qui était réellement choquant dans les accords de 1916, c'était leur manque de valeur morale. Les Anglais ont signé des textes obscurs, où il leur serait toujours possible de découvrir quelque tournure ambiguë et de l'interpréter pour se disculper, selon l'intérêt du momnt. Ils cachèrent aux Arabes les conventions secrètes de mai 1916 et ce ne fut qu'à la fin de 1917 que ceux-ci en apprirent l'existence à la suite d'une information secrète de source turque. Ils en furent bouleversés, mais « leur confiance dans la bonne foi du gouvernement britannique était si solide que cette révélation n'affecta en rien leurs bonnes relations avec leur alliés !... » (9). Le plus choquant était que les Anglais savaient très bien qu'ils ne pourraient *ni ne voudraient* tenir les promesses qu'ils prodiguaient aux Arabes. Sir Mark Sykes pensait qu'il était nécessaire de donner aux Arabes l'illusion qu'ils se battaient pour leur indépendance, et, comme un jour, un officier français objecta que cette illusion pourrait devenir la source de difficultés sérieuses, le diplomate britannique aurait répondu : « Je ne regarde pas si loin ; pour faire de la bonne besogne, il faut chercher l'intérêt immédiat ; une partie de la France est occupée par les Allemands, ainsi que la Pologne, et cependant, nous ne doutons pas qu'après la guerre cela sera restitué. Pour le moment, il s'agit de battre les Allemands partout où on le peut. *On s'arrangera toujours pour le partage des territoires après la guerre* » (10).

(9) Temperley : *History of the Peace Conference of Paris*, t. VI, p. 139. — (10) Entretien Sykes-Millet, rapporté par Brémont, *Le Hedjaz...*, pp. 142-143.

Le colonel Lawrence savait bien que les promesses britanniques étaient mensongères, et qualifiait de « chiffons de papier » les traités qu'ils avaient signés : « La révolte arabe a été déclenchée par des moyens frauduleux... Si nous gagnions la guerre, les promesses faites aux Arabes seraient un *chiffon de papier*. Si donc j'avais été un conseiller honnête, j'aurais envoyé mes hommes chez eux au lieu de les laisser risquer leur vie pour des histoires de ce genre. Mais l'enthousiasme arabe n'était-il pas notre meilleur outil dans cette guerre du Proche-Orient ? » (11).

Pour ne pas tromper complètement les Arabes, Lawrence ouvrit les yeux de Fayçal sur le danger de s'abandonner aux promesses anglaises : « Je le suppliai... de ne se fier qu'à la force de son action » (12).

Ces craintes étaient fondées. Avant même la conclusion de la paix et le commencement des déceptions arabes, l'Angleterre négociait secrètement avec les Turcs en vue de conclure une paix séparée : « Le gouvernement anglais alla très loin dans cette voie sans en informer les Arabes, ses plus petits Alliés. J'appris les démarches précises et les propositions faites dans ce sens (propositions qui impliquaient le meurtre d'innombrables Arabes combattant maintenant à nos côtés) non pas officiellement, mais par un canal privé » (13).

Hussein n'allait pas tarder à connaître la valeur des engagements qu'il avait signés. Quand Allenby visita Djeddah au début de janvier 1920, le Chérif (devenu roi du Hedjaz) lui rappela les termes du contrat sur la Syrie. Allenby répondit : « Abstenez-vous de rien entreprendre dans ce pays, pas plus que dans l'Iraq ou le Yémen. Le sort de la Syrie sera réglé par la Conférence de la paix. En attendant, notre accord avec

(11) Lawrence, p. 345. — (12) *Id.*, p. 691. — (13) *Id.*, p. 692.

la France remet à nos Alliés le soin d'y prendre les mesures nécessaires. » Et comme Hussein, abattu, déclarait pitoyablement qu'il n'avait plus qu'à abdiquer ou à mourir, Allenby répliqua qu'il fallait alors « examiner la question de sa succession » (14).

Quelque temps plus tard, Hussein aurait déclaré dans un discours aux Cheikhs bédouins : « J'ai écouté, et me suis laissé tenter par les Anglais perfides. J'ai contribué à leur conserver leur empire colonial musulman. Grâce à nous, la route des Indes est restée libre pendant toute la guerre... Hélas ! j'ai toujours cru que je travaillais pour la grandeur et l'unité de l'Islam. Les choses se sont passées autrement » (15).

Le bénéfice tiré par les Arabes de leur lutte contre les Turcs était maigre : « Il serait monstrueux, quand on se partagerait le renard turc, a écrit lord Winton, que les Anglais prissent le corps, la tête, la queue, et que les Arabes, qui prenaient part à la chasse depuis trois ans et demi, n'eussent qu'un bout de patte ! » (16). Et ce n'était réellement qu'un bout de patte qu'ils eurent en définitive : le désert d'Arabie et les contrées inaccessibles qui le bordent !



Les intentions de l'Angleterre à l'égard de la France n'étaient pas plus pures que celles qu'elle nourrissait à l'égard des Arabes. Avec cete différence qu'ici les sentiments étaient réciproques. Les deux partis considéraient la convention de mai 1916 comme une ébauche qu'il fallait retoucher au moment opportun, ou, pour mieux dire, un brouillon qu'on se réservait le droit de corriger. Sir Edward Grey, chef du Foreign Office, a

(14) Brémont : *Le Hedjaz*, p. 337. — (15) Brémont : *id.*, pp. 334-335. — (16) Cité par Lowell Thomas, p. 261.

avoué dans ses Mémoires qu'il n'a jamais considéré les traités de 1916 « comme comportant d'autre obligation que l'exécution de la promesse de conférer aux Arabes leur indépendance » (17). Quant aux engagements envers la France, il n'en parle pas ! Le *Times* consacra plusieurs articles de fond aux accords Sykes-Picot, au courant de l'année 1919, dans le but de démontrer qu'ils étaient inexécutables. Un article du 21 août soulignait la nécessité de les reviser en maints endroits pour les adapter aux circonstances nouvelles.

M. Briand, qui était ministre des affaires étrangères en mai 1916, qualifia les conventions secrètes d'« accords de principe » (18), traçant une ligne générale de conduite qu'il fallait suivre, mais de laquelle il était permis de s'écarter parfois. « Nous nous disions : l'exécution de ces accords dépasse peut-être les possibilités militaires de la France, mais nous conserverons au moins ce qu'elle ne peut pas ne pas retenir au nom de son glorieux passé et de ses traditions. Pour le surplus, il y aura matière à conversation » (19).

Le négociateur français avait revendiqué le maximum, et plus encore que le maximum : il avait demandé, et obtenu, des régions qu'il savait d'avance ne pas pouvoir occuper parce qu'elles étaient inaccessibles ou peu intéressantes. Mais il voulait posséder en mains une *monnaie d'échange* pour acquérir des territoires plus ardemment convoités. Le Kurdistan, par exemple, quoique figurant dans la *zone bleue* réservée à la France, était néanmoins l'une des régions que la France ne consentirait jamais à occuper : « Lorsque le mot de « Kurdistan » est apparu dans les journaux, j'avoue que quelques esprits simplistes comme le mien ont éprouvé

(17) Grey : *Mémoires*, p. 522. — (18) *Débats parlementaires de la Chambre*, 24 juin 1920, p. 2.404. — (19) *Id.*, 25 juin 1920, p. 2.434.

le besoin de rechercher dans l'Atlas quelques lumières nouvelles. Nous avons cru qu'il s'agissait d'un autre Kurdistan. Celui qu'on nous enseignait à l'école était tellement perdu là-bas, au centre des terres et au milieu des montagnes, que nous ne pouvions imaginer que c'était un véritable cadeau fait à la France que la faculté d'aller l'occuper. Nous avons vérifié. Il n'y avait bien qu'un Kurdistan, l'inaccessible Kurdistan. Alors, il s'agissait de l'occuper. Il s'agissait d'occuper la Cilicie d'abord, et de remonter aussi loin que possible » (20). A ces remarques spirituelles de M. Lafont, le ministre des Affaires étrangères répondit qu'en effet, il n'avait jamais eu l'intention de faire à la France un cadeau si encombrant, mais qu'il pensait échanger ces contrées contre des concessions intéressantes (21). « Je n'hésite pas à dire, avoua M. Bérard, que le jour où M. Clémenceau abandonna Mossoul, la Palestine, le Kurdistan, pour avoir Metz et Strasbourg sans plébiscite, le bassin de la Sarre, l'occupation rhénane, la sécurité complète et le charbon sans avance d'argent, il a fait de la grande politique française » (22).

Bref, pour des motifs divers, tout le monde tombait d'accord que les conventions secrètes de 1916 n'étaient satisfaisantes pour personne, et qu'il fallait les réviser. Trois événements nouveaux allaient rendre cette révision inévitable : la défaillance russe, l'intervention américaine et la promesse britannique aux sionistes.

(20) *Id.*, 24 juin 1920, p. 2.404. — (21) *Id.*, 25 juin 1920, p. 2.434.
— (22) *Id.*, Sénat, 28 juillet 1920, p. 1.525.

CHAPITRE V

MODIFICATIONS ULTÉRIEURES

SECTION PREMIÈRE

La promesse aux Sionistes

Le 2 novembre 1917, lord Balfour, secrétaire d'Etat au Foreign Office, s'engageait au nom de son gouvernement, à faciliter l'établissement, en Palestine, d'un Foyer national pour le peuple juif ». Les termes de cet engagement étaient certes très vagues, sa valeur juridique pouvait être contestée, et sa réalisation pratique dépendait à la fois du succès des Alliés et de leur adhésion aux promesses britanniques ; néanmoins, à partir de cette date, un fait capital s'était produit, qui devait avoir des répercussions mondiales : le sionisme, cessant d'être un mouvement purement doctrinal, un rêve caressé par certains penseurs hardis, se transformait en système politique et territorial positif bénéficiant de l'appui formel d'une grande puissance.

Du même coup, les termes des accords précédents au sujet de la Syrie se trouvèrent complètement modifiés. La Palestine — c'est-à-dire la Syrie méridionale — courait le risque d'être détachée de l'ensemble du territoire et de devenir l'objet d'une solution séparée.

1° *L'état de la question sioniste à la veille de la guerre*

Le sionisme est un mouvement récent, qui date de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Avant cette époque, il n'existait qu'à l'état latent, s'exprimant par un sentiment de nostalgie pour la « patrie perdue ». Il est probable que l'essor extraordinaire du mouvement des nationalités fut la cause essentielle de sa transformation en système politique. Les Juifs, se considérant eux aussi comme une nationalité distincte (1), réclamèrent une solution satisfaisante à leurs difficultés. Ce qui les encouragea à redoubler d'efforts dans ce sens, ce fut le sentiment que personne en Europe ne voulait d'eux : presque partout ils étaient persécutés, et là où leur présence restait tolérée, on les considérait souvent comme une secte à part, incapable de se dissoudre dans les groupements nationaux ambiants.

Dans l'Europe orientale, où leurs agglomérations étaient les plus nombreuses, la mésentente avec certains peuples voisins et la malveillance des pouvoirs publics entraînaient périodiquement des chocs violents : « pogroms » et répressions d'une extrême sévérité. C'est pourquoi les premiers sionistes furent de ceux qui avaient le plus souffert : les Russes et les Roumains.

Le docteur Léo Pinsker, juif russe, proposa, en 1882, dans son livre *L'Auto-Emancipation*, un double remède aux malheurs de son peuple (2) : il faut que les Juifs

(1) Rapprocher l'opinion contraire de M. Reinach : « Quant à une Nation, les Juifs n'en forment pas, et, dans leur immense majorité, n'ont aucun désir d'en former. Les Juifs français, ou, pour parler plus exactement, les Français juifs, se sentent pleinement français et ne veulent pas d'autre nationalité », (cité par Bississo, p. 27). — (2) Voir une analyse de l'« Auto-émancipation » dans Bernfeld, pp. 67 et suiv.

prennent conscience de leurs « droits » — pour cela, une œuvre d'éducation nationale doit être entreprise — et, d'autre part, il faut donner à ces Juifs un sol propre, une patrie où ils puissent se rallier.

Quelques années plus tard, en 1895, le Dr. Herzl publiait *L'Etat juif*, qui devait exercer une influence marquée sur le développement ultérieur du sionisme. Son originalité consiste à prévoir des moyens capables, d'après lui, de créer la nouvelle patrie : formation de divers organismes financiers chargés d'acheter les terres, d'opérer le transfert des populations, etc. Le docteur Herzl fut le promoteur du sionisme « politique », dont le but immédiat était l'obtention d'une charte internationale reconnaissant le bien-fondé des prétentions juives et réglementant l'émigration. « Nous ne voulons pas passer en fraude, écrivit le Dr. Herzl, nous ne voulons pas nous infiltrer comme des contrebandiers, mais nous voulons avoir la conscience que nous sommes installés « chez nous » pour toujours (3).

Ces vues de Herzl triomphèrent dans une série de Congrès tenus par les leaders sionistes et dont le premier s'ouvrit à Bâle en 1897. Ce fut ce congrès qui donna du sionisme une définition devenue classique : « Le sionisme tend à la création, en Palestine, pour le peuple juif, d'une patrie garantie par le droit public » (4).

Conformément à ces principes, des pourparlers furent engagés avec la Turquie et l'Angleterre, et de puissants organismes financiers furent fondés. A la Turquie, le Dr. Herzl demanda de permettre l'émigration en Palestine, mais ses démarches restèrent sans résultat. En face de cet échec, on négocia avec l'Angleterre la

(3) Cité par Bississo, p. 32. Cf Saghir, pp. 15 et suiv. et Bernfeld, p. 27. — (4) Cité par Bernfeld, p. 27.

cession d'un territoire de son Empire. L'Angleterre offrit tour à tour Chypre (qui, cependant, ne lui appartenait pas), la presqu'île du Sinaï (qui ne lui appartenait pas non plus), et le territoire de l'Ouganda, en Afrique, dans la région du Haut-Nil. Toutes ces offres singulières furent repoussées.

Ainsi donc, le sionisme politique avait échoué. Il fallait changer de méthode et rechercher des moyens *pratiques* d'arriver au but proposé sans attendre l'octroi d'une charte en forme. Conquérir la Palestine par l'achat des terres et l'émigration individuelle organisée sur une large échelle, telle fut la politique adoptée. Une fois établis solidement en Terre Sainte, les Juifs penseraient à « régulariser » leur situation. Ils demanderaient aux puissances de reconnaître le fait accompli, et obtiendraient sûrement cette reconnaissance parce qu'ils auraient eu, au préalable, le soin de s'assurer la majorité des habitants et la possession du sol.

Cette tendance, dite « pratique », prévalut de 1910 à 1914, et produisit des résultats importants. A la veille de la guerre, le nombre des Juifs établis en Palestine atteignait 55.000 âmes environ, sur une population totale de près de 700.000 habitants (5).

Avec la guerre, on changea de nouveau de tactique. La tendance herzlienne triompha et aboutit à la déclaration Balfour.

2° Pourquoi la Palestine ?

A travers toutes les phases de ce mouvement, les théoriciens sionistes sont toujours tombés d'accord pour affirmer les « droits » de leur peuple sur la Palestine.

(5) Bississo, p. 110, note 1. Voir aussi les statistiques établies par le Dr Ruppin, dans Bernfeld, p. 25.

Pourquoi la Palestine ? Parce que, disent-ils, en *fait* et en *droit*, la Palestine doit leur appartenir :

En fait, les Juifs ne pourraient s'installer ailleurs, parce que les autres pays qu'on leur a proposés sont soit antisémites, soit (telle l'Ouganda) trop arriérés et lointains. Seule la Palestine peut provoquer une émigration abondante parce qu'elle serait une émigration enthousiaste. La « Terre de Sion » est pour les Juifs une obsession perpétuelle, et, s'il arrive qu'on les transfère ailleurs, on aura reculé la difficulté sans l'avoir résolue. Car la Palestine est le seul point de la terre où le Juif se croit véritablement chez lui. C'est là, et là seulement, qu'il peut déployer toutes ses activités, et c'est là que la civilisation judaïque peut atteindre ses sommets culminants (6).

On aperçoit tout de suite la valeur de ces prétendus « arguments ». Ils forment une suite d'affirmations dont la vérité reste à démontrer. Et quand même elle le serait, quand même on aurait prouvé d'une façon irréfutable que, par exemple, les Juifs se sentent chez eux en Palestine, il resterait à démontrer comment ce fait purement subjectif fait naître à leur profit un « droit » objectif, et efface les droits des habitants actuels du pays. Car ceux-ci ont des droits, et des droits qui n'ont pas besoin d'être démontrés par des subtilités dialectiques puisque leurs titulaires occupent déjà la Palestine depuis des temps immémoriaux. Ces habitants pourraient aussi, s'ils le voulaient, reprendre pour leur compte les « arguments » sionistes, et affirmer qu'ils ne peuvent vivre en dehors de la Palestine, et que c'est là seulement qu'ils se sentent chez eux ; leurs dires auront autrement plus de force, puisqu'ils auront l'avantage exclusif d'être fondés sur un état de fait existant.

(6) Ces arguments ont été groupés par Bernfeld, pp. 312 et suiv.

Aussi bien, ce n'est point sur ce terrain que l'on insiste d'habitude. L'argument-massue est d'ordre historique et juridique. La Palestine, dit-on, était notre pays, il y a près de deux mille ans ; nous en avons été chassés par la violence et remplacés par d'autres, et, comme la violence ne crée pas un droit, nous restons les véritables maîtres du pays, et ceux qui l'habitent restent des usurpateurs (7).

Il est clair que, pour que ce raisonnement ait quelque valeur, il faudrait que soit déjà démontré :

1° — que le droit de conquête et la prescription — dans ses deux formes acquisitive et extinctive — jouent en droit international — et qu'ils jouent en faveur des Juifs. C'est là un point de droit ;

2° — que les Juifs peuvent être admis à s'en prévaloir. C'est un point de droit et de fait.

Or, on peut remarquer que :

1° La majorité des auteurs reconnaissent que la conquête et la prescription créent un droit (8). Mais les Juifs ne peuvent s'en prévaloir. Le droit de conquête, s'il peut légitimer leur établissement en Palestine il y a plus de vingt siècles, efface tous leurs droits à partir du moment où ils en ont été chassés (à supposer qu'ils l'aient été effectivement). La prescription renforce ce droit de conquête en l'étendant, dans le temps, sur une durée de deux mille ans. M. Bississo insiste d'une façon particulière sur la prescription, et fait remarquer que sa validité est non seulement admise par les auteurs, mais par le droit positif (traités internationaux et jurisprudence), et que toutes les conditions requises pour cette validité se rencontrent dans le cas qui nous intéresse (possession effective à titre de la souveraineté ;

(7) Novik, p. 45 ; Bernfeld, p. 315. — (8) Consulter Bississo, pp. 55-56.

possession paisible et non interrompue ; possession publique ; délai).

2° En fait, toutes les allégations sionistes ne sont pas également exactes. Jamais les Juifs n'ont habité la Palestine entière. La meilleure partie de la Palestine leur a toujours échappé : celle à l'est du Jourdain — et il se trouve que, par une coïncidence singulière, c'est précisément cette partie qui est l'objet de leurs convoitises les plus ardentes ! L'ancienne « Patrie juive » était une étroite bande de terre de 120 kilomètres environ sur 40 ou 50 kilomètres située à l'intérieur du pays, le sud étant occupé par les Philistins, et le nord par les Phéniciens (9). D'autre part, les habitants actuels de la Palestine n'ont pas tous eu pour ancêtres des conquérants ; une grande partie d'entre eux descend directement de ceux qui étaient les maîtres incontestés du pays avant même la conquête juive. Enfin, il semble exagéré d'affirmer — malgré l'opinion généralement répandue — que les Juifs ont été « chassés » de la Palestine entière. Certains historiens rappellent qu'ils ne l'ont été que de la ville de Jérusalem, et que ce fut en grande partie de leur propre gré qu'ils abandonnèrent le reste du pays (10).

Mais il ne faut pas s'exagérer l'importance de ce genre de discussion. Ce n'est pas parce que les Juifs croient avoir des droits sur la Palestine qu'ils la revendiquent, mais, au contraire, c'est parce qu'il est de leur intérêt de la revendiquer qu'ils prétendent y avoir des droits. Les motifs qu'ils invoquent n'ont été recherchés qu'après coup, dans le dessein de justifier un plan d'action préalablement établi. Aussi, ceux qui espèrent dis-

(9) D'après le professeur Jastrow, cité par Saghir, p. 14. — (10) Voir l'étude de M. Gontaut-Biron : *Comment la France s'est installée en Syrie*, chap. VIII, pp. 149-185. Voir aussi Samné, Georges : *Correspondance d'Orient*, 25 août 1917, pp. 99-102.

suader les Juifs de s'établir en Palestine, en réfutant les doctrines qui sont à la base du sionisme, se trompent sur la nature exacte de ce mouvement. Les polémiques au sujet des droits des Juifs ou des Arabes sur la Palestine n'ont, dans la plupart des cas, qu'un intérêt purement académique ; tout au plus peuvent-elles servir à alimenter une littérature de propagande, mais jamais elles n'entraîneront une modification positive de la situation.

Ce à quoi il faut s'attacher, c'est de savoir comment, en fait, le mouvement sioniste s'est développé pendant la guerre mondiale, quels en ont été les procédés et les acquisitions.

3° *La déclaration Balfour*

Dans une guerre menée par les Alliés pour le triomphe du principe des nationalités et la libération des peuples — ainsi que l'affirmait leur propagande — il était naturel de voir les Juifs travailler pour faire admettre leur cause « nationale ». Deux de leurs chefs, le docteur Weizmann et M. Sokolof, jouèrent, dans ce domaine, un rôle prédominant. Le premier travailla surtout en Grande-Bretagne, où il se mit en rapport avec le Foreign Office, et le second se chargea des négociations avec les autres puissances alliées.

a) *Les origines immédiates de la déclaration Balfour*

Le docteur Weizmann (d'origine polonaise) était, pendant la guerre, professeur de chimie à l'université de Manchester. Grâce à ses talents de chimiste, il découvrit, sur la demande du gouvernement anglais, un procédé nouveau de fabriquer l'acétone — matière dont la Grande-Bretagne avait un besoin impérieux. Le service qu'il demanda en échange au gouvernement britannique fut de « faire quelque chose pour son

peuple », c'est-à-dire, en l'occurrence, de faciliter son établissement en Palestine (11).

Par ailleurs, les Alliés avaient besoin de l'appui des Juifs, qui, particulièrement puissants dans les domaines politique et financier — surtout aux Etats-Unis d'Amérique — pouvaient venir en aide à leurs finances et décider certains Etats neutres à adopter à leur égard une attitude bienveillante. Eux aussi revendiquèrent la Palestine. Pour répondre à leur appel, ainsi qu'à l'appel du professeur Weizmann, le gouvernement anglais entama des négociations avec ce dernier. « Ce fut, note M. Lloyd George, le commencement d'une collaboration dont sortit, après un long examen, la fameuse déclaration de Balfour... Et c'est ainsi que le docteur Weizmann, grâce à sa découverte, ne nous aida pas seulement à gagner la guerre, mais qu'il modifia de façon permanente la carte du monde » (12).

L'histoire de ce « long examen » serait intéressante à suivre, mais elle ne peut encore être écrite, parce que ses sources essentielles sont restées secrètes. Tout ce qu'on peut faire aujourd'hui c'est tâcher de comprendre le texte même de cette déclaration à la lumière des principes juridiques universellement admis, et des indications qu'on peut trouver dans les Mémoires de certains hommes d'Etat britanniques.

b) *Termes et signification de la déclaration Balfour*

Le texte intégral de cette lettre de lord Balfour, secrétaire d'Etat, à lord Rothschild, est le suivant :

« Foreign Office, November 2nd, 1917.

« Dear Lord Rothschild,

« I have much pleasure in conveying to you, on
« behalf of His Majesty's Government, the following

(11) Lloyd George : *Mémoires de guerre*, t. II, p. 56. — (12) Lloyd George : *id.*, pp. 56-57. — Sur le rôle joué par les autres leaders juifs et particulièrement les financiers, voir Pichon : *Partage du Proche-Orient*, pp. 132-133, et Gontaut-Biron, *ouv. cit.*, p. 51.

« declaration of sympathy with Jewish Zionist aspirations which has been submitted to, and approved by, the Cabinet.

« His Majesty's Government view with favour the establishment in Palestine of a National Home for the Jewish people, and will use their best endeavours to facilitate the achievement of this object, it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or, the rights and political status enjoyed by Jews in any other country. »

« I should be grateful if you would bring this declaration to the knowledge of the Zionist Federation.

« Yours sincerely,

« Arthur James Balfour. » (13)

Le passage essentiel de cette lettre est connu en français dans les termes qui suivent :

« Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement, en Palestine, d'un Foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour la réalisation de ce but, étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non-juives en Palestine, non plus qu'aux droits et au statut politique dont jouissent les Juifs dans tout autre pays » (14).

(13) *Documents relating to the Balfour declaration*, p. 7. — (14) Traduction de M. Georges Meyer : « Origines et développements du problème palestinien » dans la *Revue politique et parlementaire*, janvier 1939, p. 64.

A première vue, ce texte paraît assez clair, mais, examiné de plus près, il contient des engagements vagues.

L'« établissement » d'un foyer juif en Palestine n'implique pas nécessairement la « reconstitution de la Palestine en tant que foyer national ». La commission sioniste, chargée de mener les négociations avec le Foreign Office, avait à plusieurs reprises proposé cette dernière formule qui implique la possession exclusive et souveraine (15). Mais les négociateurs anglais refusèrent de les suivre — et pour cause : la formule à laquelle ils s'attachaient, et qu'ils firent triompher, « peut être interprétée de façon à vouloir signifier l'établissement d'une petite communauté juive au milieu d'une majorité arabe, communauté qu'on désignerait du terme de Foyer national » (16). L'engagement contracté par les Anglais devient ainsi à dessein très élastique pour mieux s'adapter aux opportunités politiques futures.

Dans une séance secrète du Cabinet de guerre de fin octobre 1917, lord Balfour expliqua à ses collègues comment il entendait la notion de « foyer national ». M. Lloyd Georges a relaté ces explications dans ses Mémoires : *La vérité sur les traités de paix* (17), et c'est à lui que nous les empruntons.

Pour le chef du Foreign Office, « foyer national » veut dire une forme quelconque de protectorat anglais, ou américain, ou tout autre (cette interprétation était inattendue), sous les auspices duquel toutes facilités seraient données aux Juifs pour fonder un « centre réel de culture nationale et un foyer de vie nationale ». D'après lord Balfour, la promesse britannique n'im-

(15) Revusky, p. 275. — (16) *Id.*, pp. 275-276. — (17) Lloyd George : *The truth about the peace treaties*, II, p. 1.137. Voir aussi : *Documents relating to the Balfour Declaration*, p. 10.

plique pas nécessairement « l'établissement prochain d'un Etat juif indépendant », parce qu'un Etat indépendant ne s'improvise pas : il se crée lentement, et conformément aux lois ordinaires de l'évolution politique (18).

Il semble donc que, dans l'esprit des dirigeants anglais, ce fût l'idée d'un « foyer culturel » qui a prévalu, et non pas d'un Etat proprement dit, englobant uniquement, ou principalement, des éléments juifs, et jouissant de tous les attributs de la souveraineté. Cette notion de « foyer culturel » est naturellement fort imprécise, et doit probablement désigner une sorte de patrie symbolique, un pays qui, théoriquement, serait considéré comme juif (parce qu'il constituerait le centre de rayonnement de la culture hébraïque, et peut-être même aussi un refuge pour tous les Juifs qui ne pourraient pas vivre ailleurs), mais qui, en fait, restera peuplé par les Arabes dans des proportions importantes. Cette « patrie symbolique » ou « spirituelle », comme on la dénomme parfois, serait dotée d'organismes puissants travaillant pour le bien de la communauté juive universelle, mais elle ne saurait devenir une « patrie » tout court : d'abord, elle n'est pas assez étendue pour héberger tous les millions de Juifs qui vivent sur la surface du globe (ce qu'on appelait « Palestine » en 1917 ne mesurait que 17.000 kilomètres carrés environ, sur lesquels vivaient déjà 380.000 habitants — on évalue le nombre total des Juifs à près de 16 millions !), et ensuite, elle n'est pas un pays inhabité qu'on peut peupler à son gré.

(18) Rapprocher avec l'opinion du Dr Weizmann : « Quelle que soit la puissance du sentiment qui anime présentement les sionistes, il doit être évident... que les conditions ne sont pas encore mûres pour l'établissement d'un Etat juif. Les Etats doivent être édifiés lentement, graduellement, systématiquement et patiemment ». (Cité par Vandervelde, p. 119).

Lord Curzon trouve que l'expression « foyer national » désigne une place où les Juifs peuvent se grouper en tant que Nation et jouir des privilèges que confère une existence nationale indépendante ; il parle de la formation d'une « entité politique composée de Juifs, gouvernée par les Juifs, et administrée dans l'intérêt des Juifs », et juge légitime que cette « entité politique » possède le sol, ou, du moins, « la plus grande partie du sol du pays ». Mais la réalisation de ces buts est impossible, dit-il, parce que la Palestine est un trop petit pays, pauvre et déjà peuplé (19).

Cette interprétation, par lord Curzon, de l'expression « foyer national » est de nature à satisfaire les sionistes, mais elle n'est qu'une opinion personnelle, qui n'engage que son auteur.

On peut citer aussi l'opinion d'autres hommes d'Etat, et montrer jusqu'à quel point l'interprétation de la déclaration Balfour est incertaine, même dans la pensée de ses auteurs, mais ceci conduirait à des longueurs inutiles. Ce qui est essentiel, ce n'est pas de s'attacher exclusivement à comprendre le sens d'un acte diplomatique, mais à savoir dans quel esprit il a été contracté, et dans quelles conditions — favorables ou réticentes — se trouvent ceux qui doivent l'appliquer. De ce point de vue, les explications de lord Balfour lui-même sont assez significatives. Elles illustrent de façon éclatante le mot fameux de M. Lloyd George : « La promesse Balfour a été une mesure de guerre. » On a voulu avant tout gagner la guerre et, si l'on a été amené à faire des promesses à tous ceux qui pouvaient aider à la gagner, du moins fallait-il veiller à ce que ces promesses ne fussent pas trop précises. « En ma qualité d'Anglais, di-

(19) Ronaldshay : *Life of lord Curzon*, III, 156-157.

sait le commandant Wedgerwood, je ne puis pas considérer la Palestine uniquement du point de vue juif... mais je pense que l'Angleterre concluerait un bon marché si elle promettait aux Juifs de se créer un Etat juif en Palestine... » (20).

« Un bon marché » : tel semble être le caractère essentiel de la promesse Balfour. Et elle fut en fait un marché: elle poussa les Juifs à servir la cause des Alliés en Amérique, et à soutenir en Russie le gouvernement Kerensky contre les Bolchevicks qui désiraient conclure une paix séparée (21), et elle créa en Palestine des complications telles que les autres Etats européens — et spécialement la France — s'en désintéressèrent et la laissèrent à la Grande-Bretagne.

c) *Valeur juridique de la déclaration Balfour*

Des juristes ont insisté, pour montrer jusqu'à quel point la déclaration Balfour était une promesse illusoire, sur le fait qu'elle n'avait aucune valeur juri-

(20) Cité par Gontaut-Biron : *Comment*, etc..., p. 160.

— (21) Revusky, 28. Sur le service rendu par les Juifs des Etats-Unis, on cite parfois ce témoignage de M. Landman, juriste israélite de Londres, qui rapporte que le secrétaire de lord Balfour, M. James A. Malcolm, aurait convaincu les négociateurs français de l'utilité d'une promesse aux Juifs en leur tenant le langage suivant : « La meilleure et peut-être l'unique manière d'induire le Président des Etats-Unis à prendre part à la guerre, c'est de s'assurer la coopération des Juifs sionistes en leur promettant la Palestine, et ainsi à enrôler, et à mobiliser, en faveur des Alliés, la force d'une puissance jusque-là insoupçonnée des Juifs sionistes en Amérique et partout ailleurs, sur une base de contrat « quid pro quo ». (Cité par Fischer, p. 44. Voir aussi dans le même sens, p. 42, le témoignage de M. Nordan, confident de M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères de France).

dique (22). Et d'abord, le peuple juif, envers qui on prétend contracter des obligations, n'est pas une personne de droit ; son existence en tant qu'entité juridique n'a jamais été reconnue. La Grande-Bretagne ne s'est donc engagée envers personne ; son obligation est inexistante (23). Ce raisonnement est peut-être trop rigoureux. La promesse Balfour contient au moins une obligation morale. Le fait que les Juifs ne forment pas une personne juridique proprement dite ne peut exclure l'existence de toute obligation. La capacité juridique de l'un des deux contractants peut, dans la plupart des cas, être l'objet de controverses, et cependant rares sont ceux qui s'y attachent, pour des raisons d'équité évidentes.

Ce qui est plus certain, c'est que la déclaration Balfour a un objet illicite, puisqu'au moment où elle a été faite, la Grande-Bretagne n'avait aucun droit sur la Palestine. De ce point de vue, elle est certainement attaquable en tant que disposant de la chose d'autrui.

Il est possible aussi de faire remarquer que la promesse anglaise du 2 novembre 1917 est difficilement compatible avec d'autres engagements contractés par la Grande-Bretagne : déclaration aux sept notables syriens, déclaration Maude, déclaration du 7 novembre 1918, correspondance Hussein-Mac Mahon, etc..

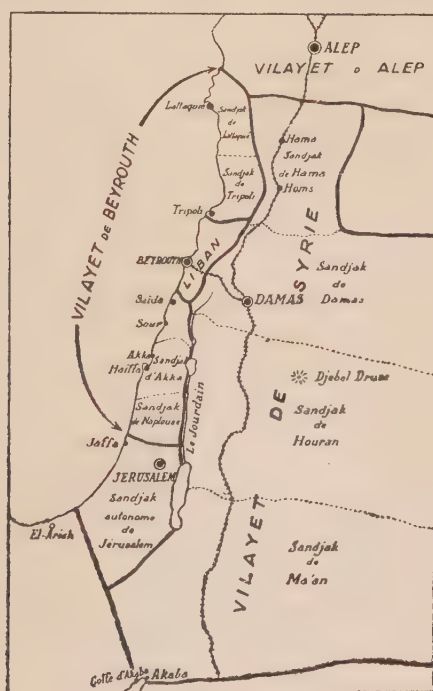
Les Anglais soutiennent qu'il n'y a pas contradiction, parce que, disent-ils, jamais nous n'avons promis la Palestine aux Arabes ; les Arabes, au contraire, affirment que la Palestine leur a été promise.

(22) Saghîr, p. 95. Voir opinion contraire dans Fisher, p. 45.

— (23) Pour l'étude détaillée de ce point, voir Cohen Kadmi : valeur juridique de la déclaration Balfour, dans le *Mercur de France*, mai 1928.

On se souvient (24) que la lettre n° 4 de Mc Mahon à Hussein avait stipulé que « certaines régions syriennes situées à l'ouest des *districts* de Damas, Homs, Hama et Alep, n'étant pas purement arabes », devaient rester en dehors des frontières du futur Etat.

Les divergences proviennent de l'interprétation de l'expression « district de Damas ». Si on consulte la carte administrative de la Syrie avant la guerre, on



constate que nulle part il n'y avait des « districts », mais des « vilayets » et des « sandjaks ». Il y avait un « sandjak de Damas » et un « vilayet de Syrie ». Laquelle de ces deux divisions administratives désignait-on en écrivant « district de Damas » ? Ce qui est ennuyeux, c'est

(24 Voir *supra*, p. 83.

que « district » n'a pas un sens précis, et peut désigner toute circonscription administrative, quelle que soit son étendue. Et pourtant l'intérêt de la question est essentiel. Si l'on comprend par cette appellation le « vilayet de Syrie », on sera obligé de reconnaître que l'Angleterre a réservé toute la côte syrienne, du nord au sud, puisque ledit vilayet s'étendait d'Alep au désert. Au contraire, si « district de Damas » voulait dire « sandjak de Damas », la partie réservée s'arrêterait au nord de la Palestine (25).

Ce point a été le pivot autour duquel tournèrent les discussions anglo-arabes à la Conférence de Londres sur la Palestine, en 1939. Chacun des deux partis rédigea un rapport détaillé pour appuyer son point de vue, et l'ensemble de ces documents a été publié dans une brochure spéciale : *Report of a Committee set up to consider certain correspondence between sir Mc Mahon and the Sherif of Mecca*, London, H.M.S.O., 1939

Les Anglais arguent qu'ils ne pouvaient pas ne pas exclure la Palestine de l'Etat arabe projeté, parce qu'ils y avaient des intérêts vitaux (voisinage de Suez, etc...), et que, dans l'intention des rédacteurs de la lettre n° 4, « district » était employé dans le sens de « vilayet » (26). Sir Henry Mc Mahon témoigna, en effet, que jamais il n'avait voulu inclure la Palestine dans les limites de l'Etat arabe (27). Sir Gilbert Clayton appuya ce témoignage (28).

Les Arabes répliquent :

1° — Si « district » avait été employé dans le sens de « vilayet », on n'aurait pas eu besoin d'ajouter à l'expression « district de Damas », les expressions de

(25) Voir la carte n° 3. page 117. — (26) *Report*, etc..., p. 7. —

(27) Lettre au *Times* du 23 juillet 1937, publiée aussi dans *Report*, p. 8. — (28) *Report*, p. 8.

« districts de Homs, Hama, Alep », parce que le « vilayet » englobait toutes ces régions à la fois.

2° — On n'aurait pas écrit, non plus : « district de Damas », mais « district de Syrie ».

3° — Le fait qu'on a spécifié : « Damas... Homs... Hama... Alep » prouve, à lui seul, qu'on a désigné les provinces dont chacune de ces villes était le chef-lieu, c'est-à-dire les « sandjaks ».

4° — En admettant même que l'interprétation anglaise soit exacte, la Palestine n'en devrait pas moins appartenir aux Arabes. Le motif pour lequel la Grande-Bretagne a voulu réserver certaines régions de la côte était, comme les lettres 4, 6, et 8 le spécifient, de respecter les revendications de la France. La France, ayant, depuis lors, abandonné la Palestine, la base même des réserves britanniques disparaît (29).

La thèse arabe semble plus rationnelle et conforme à la lettre et à l'esprit du traité. Ce fut, néanmoins, la thèse britannique qui prévalut en fait, puisque la promesse Balfour fut sanctionnée par la Charte du mandat et approuvée par les Alliés.

d) *Adhésion d'autres Etats*

L'acte du mandat sur la Palestine dépasse le cadre de notre étude. Ce que nous pouvons retenir ici, c'est l'approbation que reçut la promesse Balfour des principales puissances alliées et associées.

Le 10 février 1918, une note officielle fut publiée dans *Le Temps*, déclarant que « l'entente est complète entre le gouvernement français et britannique en ce qui concerne la question de l'établissement juif en Palestine ». Cette note fut confirmée par une lettre de M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, à M. Sokolof, du 14 février 1918 (30). Un mois plus tard, le 9 avril 1918, l'am-

(29) *Id.*, p. 6 ; Antonius, pp. 177 et suiv. — (30) Citée dans Bernfeld, p. 18.

bassadeur français à Londres réitéra l'adhésion de son gouvernement (31). Toutefois, on peut dire que la France n'accepta qu'à contre-cœur. Ses représentants en Syrie ont très souvent dénoncé la politique sioniste. M. Robert de Caix, haut-commissaire par intérim, disait aux Syriens que « l'accusation de colonisateurs » ne devait pas être lancée contre la France, mais bien plutôt contre les Juifs (32).

L'Italie, de son côté, prenait la même attitude : le 9 mai de la même année, le marquis Impériali, ambassadeur à Londres, apporta l'acceptation de son gouvernement (33).

Le président Wilson accueillit, bien entendu, la promesse Balfour avec beaucoup de sympathie (34), et le Pape lui-même, recevant M. Sokolof, l'assura qu'il ne voyait aucun obstacle, du point de vue religieux, à la création d'une Patrie juive en Palestine, car il ne s'inquiétait que de la question des Lieux-Saints, et il était persuadé que « ce point serait réglé comme il convient par un arrangement spécial » (35).

SECTION II

L'intervention américaine et les Concessions au principe des nationalités

M. J. Baker, auquel le président Wilson confia ses papiers secrets, et qui fut l'un de ses confidents à la Conférence de la paix, rapporte que le Président par-

(31) Pichon : *Partage du Proche-Orient*, p. 134. — (32) *Correspondance d'Orient*, 28 février 1921, p. 167. — (33) Lettre citée par Bernfeld, p. 19. Voir aussi Pichon, *ouvr. cité*, p. 135. — (34) Lettre du 31 août 1918 au rabbin Stephen Wise, citée par Bernfeld, p. 19. — (35) D'après une note de « *Jewish Chronicle* », traduite par : *Correspondance d'Orient*, 10 juillet 1917, p. 28.

lait souvent avec « grand dégoût » des accords Sykes-Picot, et qu'il les citait volontiers comme exemple typique de la « vieille diplomatie » secrète et amoral, qu'il se donnait pour mission de rénover (36). Son message au Congrès, du 22 janvier 1917, proclamait, à l'encontre de tous les traités secrets de partage, *le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes* et définissait certaines bases de paix qu'il entendait imposer à tous les belligérants (37). Il avait l'intention d'amener les Alliés à annuler tous les accords qu'ils avaient conclus au sujet de la Turquie et d'abandonner à la Conférence de la paix le soin de décider de son sort d'après des principes nouveaux (38). Une commission d'experts américains fut chargée de rechercher les bases de la paix future, et elle présenta son rapport à Wilson au début de janvier 1918. Ce rapport disait, en ce qui concerne les peuples non-turcs de l'empire ottoman : « Il est nécessaire de libérer les races sujettes de l'empire ottoman de l'oppression et de la mauvaise administration. Cela implique au minimum l'autonomie pour l'Arménie, et la protection de la Palestine, de la Syrie, de la Mésopotamie et de l'Arabie par les nations civilisées » (39). Le président Wilson nota sur ce rapport : « On doit assurer aux nationalités se trouvant actuellement sous la domination turque les facilités d'un développement autonome » (40).

Ce document se trouve à l'origine des fameux « quatorze points » énumérés dans le message au Congrès, du 8 janvier 1918. Le texte proposé par la Commission

(36) Baker J. : *Woodrow Wilson and the world settlement*, t. I, p. 74. — (37) Pichon : *Partage...*, p. 128. — (38) House : *Papiers intimes*, t. III, p. 352. — (39) Baker : *ouv. cité*, t. III, p. 39. Texte français de M. Debyser : *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, octobre 1926, p. 343. — (40) Baker : *id.*, p. 39.

des experts avait pris, sous la plume de Wilson, la forme suivante :

« La partie turque de l'empire ottoman doit demeurer indépendante et souveraine sur son territoire, mais les autres nationalités jusqu'ici soumises à la domination turque doivent, elles aussi, avoir une sécurité absolue d'existence et la pleine possibilité de se développer d'une façon autonome, et sans être aucunement molestées » (41).

La « protection » proposée par les experts avait disparu, mais elle n'allait pas tarder à réapparaître dans le commentaire officiel des « quatorze points », approuvé par le gouvernement des Etats-Unis : « Il faudra assurer à la... Syrie la protection d'une puissance... Elle a été déjà assignée à la France par un accord avec la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne est évidemment le mandataire tout indiqué pour la Palestine, la Mésopotamie et l'Arabie. Un code général de garanties liant tous les mandataires en Asie Mineure devrait être inscrit dans le traité de paix. Cet instrument aurait également à prévoir des stipulations en faveur des minorités et garantir le principe de la « porte ouverte ». Enfin, il faudrait internationaliser les grandes voies ferrées » (42).

On reconnaît ici les grandes lignes des stipulations de l'article 22 du Pacte de la S. D. N. et des différents actes des mandats A.

Les Alliés acceptèrent les principes wilsoniens. Le 10 janvier 1918, ils répondirent à la question posée par le gouvernement américain de préciser leurs buts de

(41) Traduction de M. Charles Appuhn, dans *Quinze ans d'histoire universelle*, 1914-1929, p. 247. Texte original dans Baker : *id.*, p. 44. — (42) House : *Papiers intimes*, t. IV, p. 219, voir aussi à la page 167 la lettre de Wilson approuvant ces commentaires.

guerre, qu'ils désiraient « la libération des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs » (43). Le mot « libération » n'était pas pris, dans le vocabulaire diplomatique des Alliés, dans son sens absolu, mais il voulait dire simplement « libération de la domination turque » et réservait aux Alliés le droit de protéger et de « guider » les populations émancipées. Wilson avait dit que « les peuples et les provinces ne devaient plus être troquées entre les gouvernements comme des troupeaux ou des pions sur un échiquier, même quand il s'agit de ce grand échiquier à jamais discrédité qu'est l'équilibre des puissances » (44), et les Alliés, étonnés et amusés en même temps par cette idéologie qu'ils jugeaient inapplicable et dangereuse, furent cependant forcés de la subir, tout en s'apprêtant à la dénoncer. Les termes des « quatorze points » restaient heureusement très vagues et pouvaient être définis de mille façons différentes. Si l'Allemagne et ses alliées, ainsi que l'a remarqué M. Churchill (45), avaient demandé, avant de déposer les armes, qu'on se mît d'accord sur une interprétation concrète et précise de ce document, elles auraient probablement amené une application pratique sincère des idées américaines, mais, ayant imploré l'armistice avant toute négociation de cette nature, elles se sont privées de toute défense et ont permis au vainqueur de donner aux « quatorze points » telle interprétation qu'il jugeait conforme à ses intérêts.

Pour conserver l'appui entier du Président Wilson, les Alliés adoptèrent des formules provisoires semblables à celles qu'il proposait, mais ils étaient bien décidés à ne pas les comprendre de la même façon. On

(43) Cité par Pichon : *ouvr. cit.*, pp. 127-128. — (44) Message au Congrès du 11 février 1918, cité par Khaïrallah : *Les régions arabes libérées*, p. 161. — (45) Churchill : *La crise mondiale*, t. IV, p. 105.

devait bien le voir à la Conférence de la paix : les représentants de la « vieille diplomatie », tiraillés entre leurs engagements envers l'Amérique et leurs solides traditions impérialistes, conservèrent les étiquettes wilsoniennes et en changèrent le contenu. Dire que, pour « acheter l'intervention américaine », ils avaient « abjuré leurs vieux principes de souveraineté colonisatrice » (46), c'est, à coup sûr, exagérer la sincérité de leur geste et lui attribuer une valeur morale qu'il n'a jamais eue.

La « phraséologie wilsonienne », comme on disait alors avec dédain, avait aussi cet avantage de gagner la sympathie des peuples opprimés qui avaient embrassé la cause des Alliés dans l'espoir de gagner leur délivrance. N'était-il pas de bonne politique de leur prodiguer des promesses éclatantes, pour maintenir leur fidélité et activer leur ardeur au combat ?

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères de France, déclarait, le 16 septembre 1917 : « Après tant de souffrances, de deuils et de ruines, la France ne combat que pour reprendre ses provinces perdues, et non pour conquérir des territoires et faire violence à d'autres peuples. » Et son successeur, M. Stephen Pichon, le 27 décembre de la même année : « Cette politique du droit des nationalités est l'honneur de nos traditions et de notre histoire ; elle s'applique aux populations arméniennes, syriennes et libanaises, comme aux peuples qui subissaient contre leur volonté le joug de l'oppresseur quel qu'il soit ; tous ces peuples ont droit à nos sympathies, à notre appui ; tous doivent avoir la possibilité de fixer eux-mêmes leur propre sort » (47).

(46) Pichon : *Partage*, p. 128. — (47) Cité par *Correspondance d'Orient*, 10 janv. 1918, p. 26. Voir aussi Khaïrallah : *Les régions arabes libérées*, p. 150.

On jugera de la sincérité de cette déclaration en se rappelant que, dix-huit mois auparavant, le sort des Syriens et des Libanais avait été déjà fixé entre la France et la Grande-Bretagne, sans tenir aucun compte des vœux des populations intéressées.

Mais les promesses des Alliés devaient prendre une forme plus solennelle encore que celle d'un discours à la Chambre ou au Sénat : leurs représentants accrédités allaient donner, à plusieurs reprises, les assurances officielles que le principe des nationalités serait appliqué aux peuples arabes : proclamation du général Maude à Bagdad, le 19 mars 1917 (48), déclaration britannique aux sept notables syriens du Caire, le 16 juin 1918 (49), assurances données par Allenby à Fayçal, le 17 octobre 1918 (50), et surtout déclaration franco-britannique du 9 novembre 1918 (51).

Les deux premiers documents sont plus réservés que les deux derniers, et certaines de leurs stipulations sous-entendent la possibilité d'intervention de la France et de la Grande-Bretagne. Les promesses qu'ils contiennent sont mesurées. Par exemple, la déclaration Maude, après avoir, bien entendu, flétri la conduite des Turcs et annoncé aux habitants de Bagdad que les Anglais les ont définitivement délivrés de l'oppression, ajoute que « les Arabes *participeront* à la gestion de leurs affaires civiles *en collaboration avec les représentants politiques de la Grande-Bretagne* ». La déclara-

(48) Citée par Khaïrallah ; *ouvr. cité*, pp. 207-208. — (49) Citée par Antonius, pp. 433-434 (d'après l'original arabe communiqué à l'auteur par l'un des « sept »). Voir aussi le *Times* du 12 septembre 1919, et la *Correspondance d'Orient*, du 15 octobre 1919, p. 221. — (50) Citées dans : *Report of a Committee...*, p. 50. — (51) Baker : *Woodrow Wilson...*, t. III, p. 4 ; Temperley : *History of the peace Conference*, t. VI, pp. 140-141 ; Pichon : *Par-tage du Proche-Orient*, p. 137.

tion aux sept notables syriens distingue quatre séries de territoires arabes : ceux qui étaient libres avant la guerre, ceux qui furent libérés par l'action exclusive des Arabes, ceux qui furent libérés par l'action des armées alliées, et ceux qui restaient encore occupées par les Turcs. Le gouvernement britannique reconnaît l'indépendance de deux premières catégories de territoires ; quant à ceux qui furent libérés par les Alliés, ils seront régis d'après les règles indiquées par les déclarations du commandant en chef (déclarations Maude à Bagdad, et Allenby, à Jérusalem) ; ceux, enfin, qui restaient sous la domination (la partie la plus intéressante) ne sont l'objet d'aucune promesse : le gouvernement britannique se contente d'espérer qu'ils seront libérés.

Les deux derniers documents contiennent, avons-nous dit, des promesses sans réserve. Allenby donne à Fayçal « l'assurance officielle que... les Alliés se sont engagés sur l'honneur à adopter un arrangement conforme aux aspirations des populations intéressées », et l'invite à « placer toute sa confiance dans la *bonne foi* des Alliés ». La déclaration du 9 novembre, faite conjointement par les représentants de la France et de l'Angleterre, eut à ce titre un retentissement immense. En voici les termes :

« Le but qu'envisagent la France et la Grande-Bretagne en poursuivant en Orient la guerre déchaînée par l'ambition allemande, c'est *l'affranchissement complet et définitif* des peuples si longtemps opprimés par les Turcs, et l'établissement de gouvernements et d'administrations *nationaux*, puisant leur autorité dans *l'initiative et le libre choix des populations indigènes*.

« Pour donner suite à ces intentions, la France et la Grande-Bretagne sont d'accord pour encourager et aider à l'établissement de gouvernements et d'administrations indigènes en Syrie et en Mésopotamie, actuel-

lement libérées par les Alliés, ou dans les territoires dont ils poursuivent la libération, et pour reconnaître ceux-ci aussitôt qu'ils seront effectivement établis.

« Loin de vouloir imposer aux populations de ces régions telles ou telles institutions, elles n'ont d'autre souci que d'assurer par leur appui et par une assistance efficace le fonctionnement normal des gouvernements et administrations qu'elles se seront *librement* donnés.

« Assurer une justice impartiale et égale pour tous, faciliter le développement économique du pays en suscitant et en encourageant les initiatives locales, favoriser la diffusion de l'instruction, *mettre fin aux divisions* trop longuement exploitées par la politique turque, tel est le rôle que les deux gouvernements alliés revendiquent dans les territoires libérés. »

Se basant sur des assurances si formelles, les patriotes syriens pouvaient nourrir de grandes espérances. Et cependant, ils furent toujours sceptiques et méfiants, soit que les termes des déclarations leur parussent vagues et généraux, soit qu'ils eussent perdu foi dans les promesses politiques. Ceux d'entre eux qui réclamaient l'indépendance absolue de leur pays, et qui étaient prêts à lutter contre toute force d'intervention étrangère, si atténuée fût-elle, avaient raison de s'inquiéter. Malgré le secret absolu qu'on continuait à observer autour des accords Sykes-Picot, leur esprit général, ainsi que leurs stipulations essentielles pouvaient être connus grâce aux déclarations de certains hommes d'Etat. Un an exactement après la conclusion de ces accords, M. Asquith, définissant à la Chambre des Communes la notion d'« annexions », laissait entendre que certaines des formes de l'annexion pouvaient parfaitement se concilier avec les promesses faites aux peuples arabes. M. Asquith distingua subtilement quatre formes d'annexions : la première a pour but d'émanciper les

peuples opprimés, la deuxième unifie des nationalités artificiellement séparées, la troisième part de considérations stratégiques et vise certains territoires dont la possession est indispensable pour l'organisation de la défense nationale, et la quatrième — l'annexion proprement dite — a pour but l'agrandissement politique et économique. Selon M. Asquith, seule la dernière forme d'annexion est condamnable ! Les trois autres sont, non seulement légitimes, mais nécessaires ! (52)

Il était donc à prévoir que l'Angleterre présentât des revendications territoriales en Orient, pour des raisons stratégiques impérieuses, ou simplement sous prétexte d'émanciper les peuples *opprimés* en les délivrant de la loi turque et les plaçant sous sa loi.

Les desseins britanniques transperçaient de même à travers un discours prononcé par M. Lloyd George devant les délégués des « Trade-Unions », le 5 janvier 1918 : « ... L'Arabie, l'Arménie, la Mésopotamie, la Syrie et la Palestine ont, suivant nous, le droit de voir reconnaître leur existence nationale séparée. Nous n'allons pas discuter ici la forme exacte que pourra prendre dans chaque cas particulier la reconnaissance de cette existence. *Bornons-nous à dire qu'il serait impossible de rendre ces pays à leurs anciens maîtres* » (53).

Certes, il eût été curieux de voir l'Angleterre restituer à la Turquie toutes ses possessions ! Personne ne mettait ce point en doute. Ce qu'il s'agissait de savoir, ce n'était point comment les Alliés comprenaient leurs rapports avec la Turquie, mais comment ils les comprenaient avec les possessions turques. M. Lloyd George s'étant dérobé devant cette question, et ne s'étant engagé

(52) Discours du 16 mai 1917, cité par Khaïrallah : *ouv. cité*, pp. 135-136. — (53) Cité par Khaïrallah : *ouv. cité*, p. 150-151.

qu'à dépouiller la Turquie, laissait la porte ouverte à toutes les revendications ultérieures.

En France, les dehors de la politique traditionnelle à l'égard du Levant s'accommodaient aisément de toute idéologie wilsonienne nouvelle. M. Stephen Pichon n'avait-il pas dit à la Chambre que la politique du droit des nationalités était l'honneur des traditions françaises? Pour ce qui concerne la Syrie, il était facile de concilier cette politique libérale avec les visées territoriales, en soutenant que la France n'irait s'installer en Syrie que pour obéir à des mobiles humanitaires, et pour servir les intérêts des Syriens et non pas les siens propres! Le même discours précité de M. Pichon, qui proclamait la fidélité traditionnelle de la France au principe des nationalités, faisait allusion à son « rôle libérateur en Syrie » et ajoutait qu'elle se réjouissait de la résurrection d'un peuple qui *compte sur elle*, et qui est lié à elle par quelques-unes des traditions les plus glorieuses de son passé » (54).

Beaucoup d'autres hommes d'Etat français tinrent un langage analogue :

M. Jean Gout : « Repoussant toute idée de domination coloniale, les deux Alliés sont résolus... à guider les nations de langue arabe... vers un régime d'autonomie et de développement civilisé, dans le mutuel respect des croyances et des nationalités. Guide vers un meilleur avenir, arbitre entre les groupes religieux et ethniques, conseiller amical de civilisation, tel est le rôle que la France et la Grande-Bretagne sont prêtes à assumer (55).

(54) *Correspondance d'Orient*, 10 janvier 1918, p. 26. — (55) Discours du 23 décembre 1917, cité par *Correspondance d'Orient*, 25 janvier 1918, p. 57.

M. Georges Picot : « Aucun de nous n'aurait voulu substituer à l'effort de l'affranchissement, qui est l'effort poursuivi par les Alliés depuis le début de cette guerre, un vague essai de colonisation ou de protectorat, qui ne répond ni aux idées modernes que nous soutenons, ni au degré de civilisation des populations auxquelles il devait s'adapter... Ce que nous voulons, c'est une collaboration respectueuse et amicale... » (56).

M. Flandin : « La France ne viendra ni en conquérante, ni en protectrice altière; elle viendra en mère attentive et tendre, se penchant sur le berceau de la jeune nationalité qu'elle a nourrie du meilleur de son lait éducateur, et elle cherchera à guider ses premiers pas encore chancelants » (57).

Des députés français s'élèveront plus tard contre cet « impérialisme déguisé ». M. Cachin dira à la Chambre : « Si vous assurez au peuple syrien, non pas l'esclavage déguisé, mais l'indépendance totale, alors il sera prêt à acclamer la France comme sa vraie libératrice » (58). Et M. Daladier : « Il faut en finir avec la politique que nous avons suivie jusqu'à ce jour en Syrie, et qui a pour effet de vouloir imposer à des populations qui n'en veulent pas, les formules du protectorat marocain ou du protectorat administratif selon les Bureaux arabes » (59). Aussi longtemps que la guerre dura, ces critiques n'osaient pas s'exprimer ouvertement, mais elles étaient partout attendues. Ce courant de libéralisme a sans doute influé sur la politique française. Les concessions faites au wilsonisme étaient, il est vrai, des concessions verbales, mais elles furent tant de fois pro-

(56) Cité par *Correspondance d'Orient*, 25 septembre 1918, p. 132. — (57) Discours au Comité Syrien de Paris, cité par *Correspondance d'Orient*, 10 mars 1918, p. 180. — (58) Discours du 5 février 1920, cité par *l'Asie française*, février 1920, p. 61. — (59) Discours à la Chambre : 2^e séance du 26 février 1921.

clamées qu'elles finirent par acquérir des partisans convaincus et renforcèrent le parti libéral. De l'annexion pure et simple prévue par la convention Sykes-Picot, on devait passer à la formule du mandat.

SECTION III

La défection russe et ses répercussions

Le coup de grâce fut porté aux accords Sykes-Picot par la révolution communiste en Russie, suivie de la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne. Les Bolcheviks, arrivant au pouvoir, renoncèrent à tous les avantages procurés à la Russie par les traités secrets conclus par leurs devanciers. Le 2 novembre 1917, ils dénonçaient solennellement ces traités et abandonnaient toute prétention sur Constantinople et les Détroits.

Cette défaillance posait un problème juridique : le traité Sykes-Picot allait-il rester valable entre la France et l'Angleterre ? Sûrement non. La lettre du 16 mai 1916, de sir Edward Grey à M. Cambon, stipulait expressément que les engagements ne seraient valables que si la Russie y adhérerait. Aussi longtemps que la Russie y adhéra, ces engagements lièrent juridiquement toutes les parties, mais, à partir du moment où l'une des parties fit défaut, toutes les autres se trouvèrent libérées. C'est cette thèse que soutint M. Lloyd George dans un discours du 5 janvier 1918 :

« De nouvelles circonstances, telles que la défaillance russe... modifient les conditions dans lesquelles ces accords ont été conclus... Nous sommes prêts à les discuter avec nos Alliés » (60).

(60) Cité par Temperlay, *ouv. cité*, t. VI, p. 23.

En France, M. Clémenceau sembla adhérer à la thèse britannique. Le lendemain du discours de M. Lloyd George, le président du Conseil français lui adressa un télégramme reconnaissant les « vérités de fait » qu'il avait énoncées (61). Le 6 décembre 1918, il écrivit de même au *Comité syrien* de Paris que les accords de 1916 étaient transitoires et que la question syrienne sera tranchée « dans toute son ampleur » par le Congrès de la paix (62).

Dans d'autres milieux, on soutint au contraire que ces accords restaient valables. M. Robert de Caix a écrit que les droits conférés à la France par la convention Sykes-Picot devaient subsister, parce que l'Angleterre ne semblait pas vouloir renoncer aux siens propres. Ou bien la nullité existe à l'égard de toutes les parties contractantes, ou elle n'existe à l'égard d'aucune d'elles (63).

La suite des événements enleva tout intérêt à ces discussions juridiques. La solution des problèmes orientaux fut commandée par des considérations politiques pures, et les arguments de droit ne furent jamais invoqués d'une façon efficace.

(61) Cité par *Correspondance d'Orient*, 10 janvier 1918, p. 27. —
(62) *Id.*, 25 décembre 1918, p. 332. — (63) Robert de Caix : *Asie Française*, février-juillet, 1919, pp. 169-170.

CONCLUSION

LA SITUATION AU MOMENT DE L'ARMISTICE

L'armistice avec la Turquie fut signé le 30 octobre 1918, alors que les armées alliées étaient déjà parvenues aux frontières nord de la Syrie. Les garnisons turques se rendaient sans condition (art. 10), et ce qui restait des forces ennemies devait se retirer de la Cilicie (art. 12) (1). La Syrie entière tombait entre les mains des Alliés. Les Anglais occupèrent le sud, et laissèrent aux Français le nord et à Fayçal l'ouest (2). Cette répartition territoriale, quoique correspondant, dans ses grandes lignes, aux accords Sykes-Picot, n'était cependant qu'une mesure militaire provisoire, ne préjugant pas de la solution définitive du problème syrien (3).

(1) Texte de l'armistice dans Fauchille : *La Guerre de 1914, recueil de textes intéressant le droit international*, t. III, pp. 333-334. — (2) Instructions du Major Bols, du 22 octobre 1918, dans Gontaut-Biron, pp. 76-77 et 102-103. — (3) Assurances données par Allenby à Fayçal, le 17 octobre 1918, dans *Raport of a Committee*, p. 50.

La victoire commune avait transformé l'alliance en rivalité. Les froissements entre Français et Anglais commencèrent pendant les négociations du traité d'armistice. D'après les accords Churchill-Augagneur, signés en janvier 1915, le commandement des flottes alliées en Orient devait revenir à un amiral français. Clémenceau rappela en vain cette convention pour attribuer à la France le droit de présider la commission des plénipotentiaires alliés. Les Anglais passèrent outre, et, ayant eu raison de la résistance de Clémenceau, négocièrent seuls l'armistice et le signèrent à bord d'un de leurs navires de guerre. Le Président de la République reconnut, dans ce geste significatif, la volonté de la Grande-Bretagne de réduire la France à un rôle de second plan en Orient, et de s'attribuer l'initiative et la direction de toutes les opérations (4). Ces appréhensions étaient fondées. Les difficultés franco-anglaises allaient se multiplier et s'aggraver jusqu'après la révolution syrienne de 1926. Elles ne cessèrent qu'au cours de ces dernières années, à la suite du rapprochement général de la politique étrangère des deux pays.

L'avenir réservait d'autres difficultés encore, toutes également issues des accords conclus à la légère pendant la guerre mondiale. Les Alliés avaient fait des promesses nombreuses et inconciliables, sinon dans leur lettre, du moins dans leur esprit. Français, Anglais, Arabes, Sionistes formaient des projets étendus et impossibles à réaliser en même temps. La force interviendra à plusieurs reprises pour imposer des solutions brutales, mais toujours provisoires.

Malgré le nombre des accords contractés — ou peut-

(4) Poincaré, t. X, p. 397.

être à cause de leur nombre — le problème syrien se posait, au lendemain de l'armistice, dans toute son ampleur. La Conférence de la paix s'en occupera mollement et laissera à la France et à l'Angleterre le soin de le résoudre d'une façon unilatérale.

VU :

Le Président de la Thèse,

GEORGES SCELLE.

VU :

Pour le Doyen : L'Assesseur,

GILBERT GIDEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

1) DOCUMENTS ET PUBLICATIONS OFFICIELLES

Archives secrètes de l'Empereur Nicolas II. Paris, Payot, 1928.
British documents on the origins of the war, 1898-1914, vol. IX, (2 parts), X (2 parts), XI (part I), edited by Gooch and Temperley, London, 1938.

Correspondance between sir Henry Mc Mahon and the Sherif of Mecca. London, H.M.S.O. 1939.

Documents diplomatiques français, 3^e série. Paris, Imprimerie Nationale, 1932.

Documents diplomatiques secrets russes, 1914-1917. Paris, Payot, 1928.

Documents relating to the Balfour declaration and the Palestine mandate, published by the Jewish agency for Palestine. London, 1939.

FAUCHILLE (Paul). — *La guerre de 1914 : recueil de documents intéressant le droit international*, 3 vols. Paris, Pedone, (non daté).

WILSON (W.). — *Messages, discours, documents diplomatiques relatifs à la guerre mondiale.* Traduction de D. Roustau, 2 vols. Paris, Bossard, 1919.

Armées (les) françaises dans la grande guerre, t. IX : les fronts secondaires... Egypte, Palestine, Syrie, Hedjaz. Publié par le service historique de l'état-major de l'armée (Ministère de la Guerre).

FLANDIN (Etienne). — *Rapport au Sénat sur la Syrie et la Palestine*, Société anonyme de publications périodiques. Paris, 1915. (Paru aussi sous le titre : « La France du Levant », in « La force brutale et la force morale », pp. 163-179, édition de la *Revue Hebdomadaire*. Paris, Plon-Nourrit, 1915.)

Journal Officiel de la République Française. - Les Débats parlementaires : Chambre des députés et Sénat. Paris, Imprimerie Nationale, 1914-1918.

MARIN (Louis). — *Rapport à la Chambre... pour frais d'une mission en Arabie*. Imprimerie de la Chambre des Députés, 1916.

Notice sur la Syrie, publiée par le service géographique de l'armée, Ministère de la Guerre (rédigée par Em. Martonne). Paris, Imprimerie Nationale, 1916.

Official history of the war. Military operations in Egypt and Palestine, vol. I.

Parliamentary Debates. Commons and Lords, 1914-1918.

Peace handbooks, issued by the historical section of the Foreign Office, vol. VIII (Arabia), vol. X et XI (Turkey in Asia, etc...). H.M.S.O. 1920.

Report of a Committee set up to consider certain correspondence between sir Henry Mc Mahon and the Sherif of Mecca. London, H.M.S.O., 1939.

Vérité (la) sur la question syrienne, « livre rouge » publié par le gouvernement ottoman, 1917.

2) MÉMOIRES

ARTHUR (sir George). — *Kitchener et la guerre*. Paris, Payot, 1921.

BERTIE (lord). — *The diary of lord Bertie of Thame*, 1914-1918. Edited by lady Algernon Gordon Lennox, with a foreward by viscount Grey of Fallodon, 2 vols. Hodder and Storeghton, London, 1924.

BRÉMOND (Général Ed.). — *Le Hedjaz dans la guerre mondiale*. Préface du Maréchal Franchet d'Esperey. Paris, Payot, 1931.

BUCHANAN (sir George). — *Mémoires*. Traduction de M. Thiébaut. Paris, Payot, 1925.

CHURCHILL (Winston). — *La crise mondiale*, t. IV. Paris, Payot, 1931.

DJÉMAL (Ahmed). — *Mémoires*. Traduction arabe de Ali Ahmed Chueri. Le Caire, Imprimerie Al-Hilâl, 1923.

- GREY (Edward). — *Mémoires*. Payot, 1927.
- LAWRENCE (T.-E.). — *Les sept piliers de la sagesse*, traduction de Charles Mauron. Payot, 1937.
- LESLIE (Shane). — *Mark Sykes. His life and letters*. London, Cassel, 1923.
- LICHNOWSKY (Prince). — *Vers l'abîme*. Payot, 1929.
- LIMAN VON SANDERS. — *Cinq ans de Turquie*, traduction de Mabile. Payot, 1923.
- LLOYD GEORGE (David). — *Mémoires de guerre*, 2 vols. parus. Paris, Fayard, 1934.
- MUKHTAR PACHA (Général M.). — *La Turquie, l'Allemagne et l'Europe depuis le traité de Berlin jusqu'à la guerre mondiale*. Paris, Berger-Levrault, 1924.
- PALÉOLOGUE (M.). — *La Russie des Tzars et la guerre*, 3 vols. Paris, Plon et Nourrit, 1922.
- POINCARÉ (R.). — *Au service de la France*, tomes VI (les Tranchées), VII (Guerre de siège), VIII (Verdun), IX (L'année trouble), X (Victoire et Armistice). Paris, Plon, 1931.
- RIBOT (Alexandre). — *Journal... et correspondances inédites 1914-1922*, publ. par le Dr. A. Ribot. Paris, Plon, 1936.
- RONALDSHAY. — *The life of lord Curzon*. New-York, Boni and Liveright, 1928.
- SAZONOF (S.). — *Les années fatales, 1910-1916*. Payot, 1927.
- STORRS (sir Ronald). — *Orientations* (3rd. print). London, Nicholson and Watson, 1937.
- TOWNSHEND (Général). — *My campaign in Mesopotamia*, 2 vols. London, 1923.

3) TRAVAUX

- AHMED AMIN. — *Turkey in the world war*. New-Haven, Yale, 1930.
- AMORY (Paul). — *Le régime administratif du Liban avant et après le mandat*. Paris, non daté.
- ANTONIUS (George). — *The Arab awakening*, Hamish Hamilton. London, 1938.

- BASSIM (C.-G.). — *La question du Liban* (communication faite le 9 juin 1915 à la Société de Géographie de Paris). Paris, Giard, 1925.
- BERNFELD (Maurice). — *Le sionisme*. Paris, Jouve, 1920.
- BISSISSO (Saadi). — *La politique anglo-sioniste en Palestine*. Paris, 1937.
- BOURBON (Prince Sixte de). — *La Syrie et la France*. Paris, Emile Paul, 1919 (paru dans le « *Correspondant* » du 25 juin 1916).
- BOURELLY (Général Jules). — *Campagne d'Egypte et de Syrie contre les Turcs, 1914-1918*. Paris, Blond et Gay, 1918.
- BRUNEAU (André). — *Traditions et politique de la France au Levant*. Thèse, Paris, Alcan, 1931.
- GONTAUT-BIRON (Comte de). — *Comment la France s'est installée en Syrie*. Paris, Plon, 1923.
- HOWARD (Harry N.). — *The partition of Turkey (1913-1923)*. Norman, University of Oklahoma Press, 1931.
- HUART (Clément). — Les frontières naturelles de la Syrie, dans *Congrès français de Syrie, séances et travaux*, fasc. II, pp. 139-144. Paris, Champion, 1919.
- INSABATO (Eurico). — *L'Islam et la politique des Alliés*. Adapté de l'italien par Nagali-Boissard. Nancy, Berger-Levrault, 1920.
- JUNG (Eugène). — *La révolte arabe : I. De 1906 à la révolte de 1916 ; II. De juin 1916 à nos jours*. Paris, Librairie Colbert, 1924-1925.
- KHAIRALLAH (K.-T.). — L'Asie Antérieure et l'Egypte, in *Quinze ans d'histoire universelle*, pp. 555-613. Paris, Librairie Quillet, 1930.
- *Le problème du Levant. Les régions arabes libérées, Syrie, Irak, Liban*. Lettre ouverte à la S.D.N. Paris, Leroux, 1919.
- *La question du Liban*. Paris, Plon-Nourrit, 1915.
- *La Syrie*. Leroux, 1912.
- LARCHER (Comt. M.). — *La guerre turque dans la guerre mondiale*, préface du Maréchal Franchet d'Esperey. Paris, E. Chiron, Berger-Levrault, 1926.

- LAURENS (Comt.). — *Le commandement naval en Méditerranée*, Paris, 1931.
- LODER (J. de). — *The truth about Mesopotamia, Palestine and Syria*, with a foreward by lord Robert Cecil. London, G. Allen and Unwin, 1923. Traduit aussi en arabe sous le titre « *Al-kawlu'l haq* », par Nazîh Al-Mo'ayyad el 'Azm. Damas, Impr. Al-Hadîtha, 1925.
- MADELIN (Louis). — *L'expansion française. De la Syrie au Rhin*. Paris, Plon, 1918.
- MARTONE (Em. de). — L'unité géographique de la Syrie, dans *Congrès français de Syrie, séances et travaux*, fasc. II, pp. 226-229. Paris, Champion, 1919.
- MERMEIX (Gabriel Terrail). — *Les négociations secrètes et les qudtre armistices, avec pièces justificatives*. Paris, 1919.
- MOUTRAN (Nadra). — *La Syrie de demain*. Plon-Nourrit, 1916.
- NOVIK (Paltiel). — *La situation de la Palestine en droit international*. Paris, Jouve, 1927.
- PICHON (Jean). — *Les origines orientales de la guerre mondiale*, préface du Général Brémond. Charles-Lavauzelle, 1937.
- *Le partage du Proche-Orient*. Peyronnet, 1938.
- PINGAUD (Albert). — *Histoire diplomatique de la France pendant la grande guerre*, éditions « Alsatia ». Paris, non daté.
- POKRYSKY (M.-N.). — *Pages d'histoire*. Paris, Editions sociales internationales, 1929.
- REVUSKY (Abraham). — *Les Juifs en Palestine*. Paris, Payot, 1936.
- RISTELHUEBER (René). — *Les traditions françaises au Liban*, préface de Gabriel Hanotaux. Paris, Alcan, 1^{re} édition, 1918.
- SAGHIR (Anis). — *Le sionisme et le mandat anglais en Palestine*. Paris, Presses Universitaires, 1932.
- SAID (Amine). — *La révolte arabe* (en arabe), t. I : « La lutte entre les Arabes et les Turcs ». Imprimerie Issa El-Babi El-Halabi, Le Caire (non daté).
- SAMNÉ (Dr Georges). — *Le Liban et la guerre (de 1861 à nos jours)*, documents et cartes. Paris, Imprimerie Burnagaud, 1919.
- *La Syrie*. Paris, Bossard, 1921.

SYKES (Colonel sir Mark). — *The future of the Near East*. London, 1916.

TEMPERLEY (H.). — *History of the peace conference*, t. VI. London.

THOMAS (Lowell). — *La campagne du colonel Lawrence*, traduit de l'anglais par Louis Rambert. Paris, Payot, 1933.

YAMMINE (Antoine). — *Quatre ans de misère. Le Liban et la Syrie pendant la guerre*. Le Caire, 1922.

4) CHOIX D'ARTICLES DE REVUES

ALBERT (Charles), (pseudonyme du Père Louis Jalabert). — *La Syrie française : régions naturelles et partage diplomatique. Etudes*. 20 nov. 1918, pp. 385-397.

AZAN (Général). — L'armistice avec la Turquie, *Illustration* du 30 juillet 1921.

BERNARD (Augustin). — La Syrie et les Syriens, *Annales de géographie*, t. XXVIII, n° 151 du 15 janvier 1919, pp. 33-51. Paris, Colin, 1919.

BOISSIÈRE. — *La Syrie : importance actuelle des intérêts français en Syrie*, etc..., communication faite le 3 janv. 1919 au Congrès français de Syrie. Paris, Imp. Chaix, 1919.

CAIX (Robert de). — *L'état présent des questions orientales, et l'intérêt français. Asie Française*, févr.-juillet 1919, pp. 169-179.

DENON (Jean). — *Les œuvres et les intérêts français en Orient. Revue des Sciences politiques*, janv.-mars 1922, pp. 79-99.

Importance des intérêts français dans l'Empire ottoman. Asie Française, février-juillet 1919, pp. 179-183.

LAWRENCE (T.-E.). — Lettre au *Times* du 12 septembre 1919, sur divers documents diplomatiques intéressant les pays arabes.

MARTEL (de). — L'Orient et la Guerre, *Le Monde Slave*, octobre 1926.

MEYER (Georges). — Origines et développements du problème palestinien, texte des lettres Mc Mahon, *Revue politique et parlementaire*, janv. 1939, pp. 47 et suiv.

PINGAUD (Albert). — Le partage de l'Asie Mineure pendant la grande guerre, *Revue d'histoire de la grande guerre*, avril 1939, pp. 97-125.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION : L'ultime agonie de l'empire ottoman	5
1° Les hésitations des grandes puissances : intégrité ou démembrement ?	6
2° Les prises de garantie en vue d'un partage éventuel ..	8
3° Les zones d'influence	12
4° Les dernières chances de la Turquie	20
CHAPITRE PREMIER : Les données du problème syrien	24
1° Données géographiques	25
2° Données économiques	29
3° Données démographiques et ethniques	32
4° Nation syrienne ou Nation arabe ?	35
5° De la psychologie des Syriens	38
CHAPITRE II : Les accords de base, ou « accords Sykes-Picôt »	40
<i>Section première</i> : Les mobiles de la politique française ..	41
1° Traditions politiques au Levant	41
2° « Intérêts culturels »	42
3° Intérêts stratégiques et économiques	43
4° L'opinion française pendant la guerre	45
<i>Section II</i> : Les négociations et les accords	47
1° La France pose la question syrienne à l'occasion des négociations sur Constantinople et les Détroits	49
2° Pourparlers franco-anglais à Londres	55
3° Conclusion des accords définitifs	57
CHAPITRE III : Le soulèvement arabe	65
<i>Section première</i> : La préparation de la révolte	68
1° Premiers contacts avec l'Angleterre	69
2° Dernières relations avec la Turquie	73

<i>Section II : La révolte</i>	79
1° La correspondance Mc Mahon-Hussein	79
2° Les opérations	85
3° Les rapports franco-anglo-arabes	87
4° Utilité de la révolte	92
CHAPITRE IV : Valeur des accords	94
1° Y a-t-il contradiction entre eux ?	94
2° Les accords anglo-hedjaziens ont-ils été conclus à l'insu du gouvernement français ?	95
3° Valeur morale des accords	97
4° Intentions secrètes de chacun des contractants	99
CHAPITRE V : Modifications ultérieures	102
<i>Section première : La promesse de la Palestine aux Juifs</i>	102
1° Etat de la question sioniste à la veille de la guerre	103
2° Pourquoi la Palestine ?	105
3° La déclaration Balfour	109
a) Ses origines immédiates	109
b) Ses termes et sa signification	110
c) Sa valeur juridique	115
d) Adhésion des principaux alliés et associés	119
<i>Section II : L'intervention américaine et les concessions au principe des nationalités</i>	120
1° Les « quatorze points » de Wilson	121
2° Les déclarations libérales des Alliés	124
3° Les véritables intentions	128
<i>Section III : La défaillance russe et ses répercussions sur les accords secrets</i>	131
CONCLUSION : La situation au moment de l'armistice	133
TABLE BIBLIOGRAPHIQUE	135

Imp. de Persan-Beaumont, 80, Avenue Wilson, Persan
